

S!lence
N°332
février
2006
4 €
6 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Créons des médias alternatifs

Transports
Résistances au Lyon-Turin

Faucheurs volontaires
Stratégie payante ?

Armes biologiques
Les assassins sont parmi nous

Auroville
Une utopie en marche

Sommaire

Créons des médias alternatifs

d'Esteban Montoya

Brèves

VU de l'intérieur...

Assemblée générale de S!lence

Ce sera le samedi 22 avril 2006 (de 10 h à 18h). Cette réunion est ouverte à tous nos lecteurs... mais seuls les membres de l'association (une vingtaine actuellement) peuvent voter. Ne peuvent être membres de l'association que des personnes actives dans la réalisation de la revue.

Bug de décembre

L'ordinateur s'étant bloqué dans sa liste de noms, les personnes dont le nom commence par les lettres V à Z ont reçu (ou non) le numéro au nom du premier nom commençant par V ! Nous avons, en principe, renvoyé un numéro avec le bon nom, mais si ce n'est pas le cas, merci de nous le signaler...

Errata

■ Le bon numéro de téléphone pour contacter l'association *DiverCité* (Silence n°331 p 47) est le 06 21 99 54 92.
■ Le courriel de Dominique Masset donné en page 31 du numéro de janvier est erroné, le bon est *masset.dominique1@free.fr*.
■ Le collectif féministe contre le viol, présenté dans le n°331, page 47, précise que pour les victimes, il faut appeler le numéro 0800 05 95 95.

Envoyez une info

Les infos de cette revue sont largement alimentées par les envois des lecteurs et lectrices. Cela passe par des tracts, des coupures de presse, des lettres manuscrites, des renvois sur des sites internet... Vous pouvez également proposer articles ou dossiers, mais en prévoyant de longs délais. Quelques précautions à prendre :
■ **Délais de parution.** Nous indiquons en bas de cette page, les délais pour recevoir des informations pour les numéros à venir. De nombreuses informations ne sont pas reprises dans la revue parce qu'elles nous parviennent trop tardivement. Pour être sûr des délais, envoyez vos informations deux mois à l'avance.
■ **Anonyme.** Nous ne publions aucun texte dont nous ne connaissons pas l'auteur. Inutile donc de nous envoyer des messages anonymes... même si certains sont fort intéressants.
■ **Courriel ?** Nous n'en communiquons pas pour ne pas être envahi par des messages non sollicités... mais nous en avons pour notre travail interne.
■ **En chantier.** Sous réserve, les prochains dossiers seront consacrés au *nucléaire en héritage* (mars), *terre, terroir, territoires* (avril) *Françafrique* (mai)...

Appel à bénévoles

Nous cherchons des volontaires pour tenir le stand de S!lence :
■ Primevère 2006 à Eurexpo (Lyon) les 3, 4 et 5 mars
■ Millepertuis et Sariette à Puyricard (Bouches-du-Rhône) les 11 et 12 février.
Contactez Vincent les lundi et mardi à S!lence.

Numéros régionaux

■ **Proposez vos reportages.** Nous réalisons les numéros régionaux au rythme de deux par an. Il nous faut donc plus de quinze ans pour faire le tour de la France. Cela ne signifie pas pour autant que l'on ne passe pas des reportages sur les autres régions. N'hésitez pas à nous en proposer sur les initiatives que vous connaissez. Les articles passeront dans les numéros intermédiaires.
■ **Alternatives à Paris.** Pour le numéro d'été 2006, nous devrions présenter les alternatives dans la capitale... et uniquement dans la capitale (pas l'Ile-de-France !). Si vous désirez nous aider à concevoir ce numéro, nous pouvons vous envoyer un courrier avec les explications pour la recherche des reportages. Ecrivez-nous ou téléphonez-nous (de préférence le mercredi au 04 78 39 55 33).
■ **Alternatives sur la Côte-d'Azur.** Pour le numéro de janvier 2007, ce devrait être au tour du Var et des Alpes-Maritimes. Même message : si vous désirez nous aider à concevoir ce numéro, écrivez-nous ou téléphonez-nous (de préférence le mercredi au 04 78 39 55 33).

Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer aux réunions du comité de lecture :

	comité de lecture (réunion dans les locaux de *S!lence* à Lyon).	clôture des brèves
Mars	**n° 333** trop tard !	mercredi 1er février à 12 h
Avril	**n° 334** samedi 25 février à 14 h	mercredi 1er mars à 12 h
Mai	**n° 335** samedi 25 mars à 14 h	mercredi 29 mars à 12 h

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 4 janvier 2006.

Bulletin d'abonnement page 55

LE MOIS DE LASSERPE

CONFÉRENCE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

CONDOLEEZZA RICE EN EUROPE









Devenez un média alternatif

Parfois, nous avons tendance à rejeter une partie des problèmes du monde et leur non-résolution sur les médias qui, par leurs (dés)informations et leurs mauvaises nouvelles, nuiraient à l'activité militante et citoyenne (1). Mais n'est-ce pas un peu simpliste de rejeter la faute sur eux ?

Ne pourrait-on pas réagir autrement ? "Ne haïssez pas les médias, devenez un média !", conseillait ainsi un jour le chanteur Jello Biafra. Cette expression a depuis connu un succès grandissant, devenant le slogan de sites activistes comme *Samizdat.net*.

Et c'est peut-être l'une des clefs des problèmes et questions que nous rencontrons actuellement. Nous n'avons pas les médias que nous méritons, voilà pourquoi nous devons nous réapproprier leur usage, en les créant nous-mêmes, en y participant, en informant et en agissant plutôt qu'en "consommant" les informations, de façon passive (2).

Etre bien informé et informer de façon constructive est sans doute une nécessité pour toute personne qui souhaite pouvoir vivre de façon lucide, en sachant de quoi il retourne, pour ainsi mieux agir.

Plus on connaît l'étendue de la palette d'initiatives, de couleurs, d'enthousiasmes, de luttes non-violentes et de fêtes qui ont lieu ici et là, et mieux se découvrent le plaisir et la capacité de pouvoir transmettre ces informations utiles et concrètes, ces liens et lieux, afin d'en faire profiter le plus grand nombre autour de nous !

Le timbre d'une voix nomade émettant de bonnes ondes, de l'encrerage sur du papier, un courri'aile pour une manifestive qui vole et clignote d'écran en écran, une toile magique de liens... et nous voilà, loin des tristes mass médias, avec — enfin ! — des nouvelles fraîches de la planète. En avant route !

Esteban Montoya ■

(1) Les nombreuses manifestations dans la rue contre la montée de la précarité sont d'ailleurs souvent décrites comme l'expression de la "grogne étudiante et ouvrière", alors que ces mêmes journalistes parlent de la "colère des économistes" quand les chiffres de la croissance sont inférieurs à leurs prévisions.

(2) Comme diraient les situationnistes, passons du spectacle de la contestation à la contestation du spectacle !

Qu'est-ce qu'un média alternatif ?



Farine

Selon quels critères considérons-nous qu'un média est alternatif ? Quelle est la limite de cette définition ? Et pourquoi existent-ils ?

A l'origine, le mot *media* vient du latin *medius* signifiant "qui est au milieu" (1). Un *média* est aujourd'hui par extension ce qui se trouve entre le monde et nous. C'est une sorte de canal ou de tube qui, comme des lunettes, nous permet de voir la société, la planète.

Mais certains médias ont une fâcheuse tendance à déformer cette vision, en la réduisant aux préoccupations de ceux qui les produisent et diffusent leurs informations. "*La circulation mondiale des images dans les médias de masse est tenue essentiellement par quelques agences des Etats-Unis ou de l'Europe de l'Ouest*" explique notamment Laurent Gervereau. Une circulation d'autant plus pernicieuse qu'elle est *"issue de la machine de vision occidentale"* (2).

De la même façon que l'Histoire que nous trouvons dans les livres et manuels scolaires est le plus souvent écrite par les vainqueurs des guerres, on pourrait voir dans les informations des mass-médias la marque des pays dominants les plus riches de la planète. Toute vision de cette planète, de son passé, de son présent comme de son avenir, est ainsi orientée : on parlera ainsi de "la dette des pays du Sud à l'égard des pays du

Nord", et jamais de la dette des pays du Nord (notamment ceux du G8) envers les pays du Sud après dix siècles d'invasions, de massacres, de pillages des ressources, des matières premières et de la population locale utilisée, (mal)traitée et exploitée là-bas ou chez nous au Nord sous la forme de "main d'œuvre", sous prétexte de "civiliser ces peuples barbares" (3). Imaginez la tête d'un présentateur du journal télévisé en France obligé d'ouvrir l'édition du soir à 20 heures en lisant sur son téléscripteur la somme faramineuse d'argent que représente cette dette des pays du Nord, toutes ces ressources pillées : or, diamants, pétrole et autres matières premières... pillages d'hier et qui continuent aujourd'hui (4) !

Décoloniser l'information

Depuis la fin des années 1950, et surtout pendant les années 1960, avec la critique du système né du mouvement hippie et avec la révolte de Mai 68, la presse alternative est en plein essor. Des centaines de titres de presse alternative et underground voient le jour. En 1958 paraît le premier numéro de la revue *Internationale situationniste*, avec pour objectifs déjà de dénoncer la société "spectaculaire et marchande", voleuse d'énergies, la gauche officielle qui parle "avec un cadavre dans la bouche", la vraie vie volée par les commerçants récupérateurs, la division du travail, la hiérarchie castratrice, les carcans de l'école, de la famille, de l'autorité et du militantisme (5).



Le n°1 de La gueule ouverte paraît en 1972.

Plus tard naîtra également le journal *La Gueule ouverte* qui démarre en 1972, avec un tirage de plus de 100 000 exemplaires. Le journal *Libération* naît également à cette même époque, soutenu par Jean-Paul Sartre, dans une formule qui était alors très à gauche et sans publicité, avec la volonté de donner la parole au peuple ! En France comme à l'étranger, de très nombreux titres de presse engagée naissent ainsi, et ceci avant même l'apparition des premiers ordinateurs bon marché !



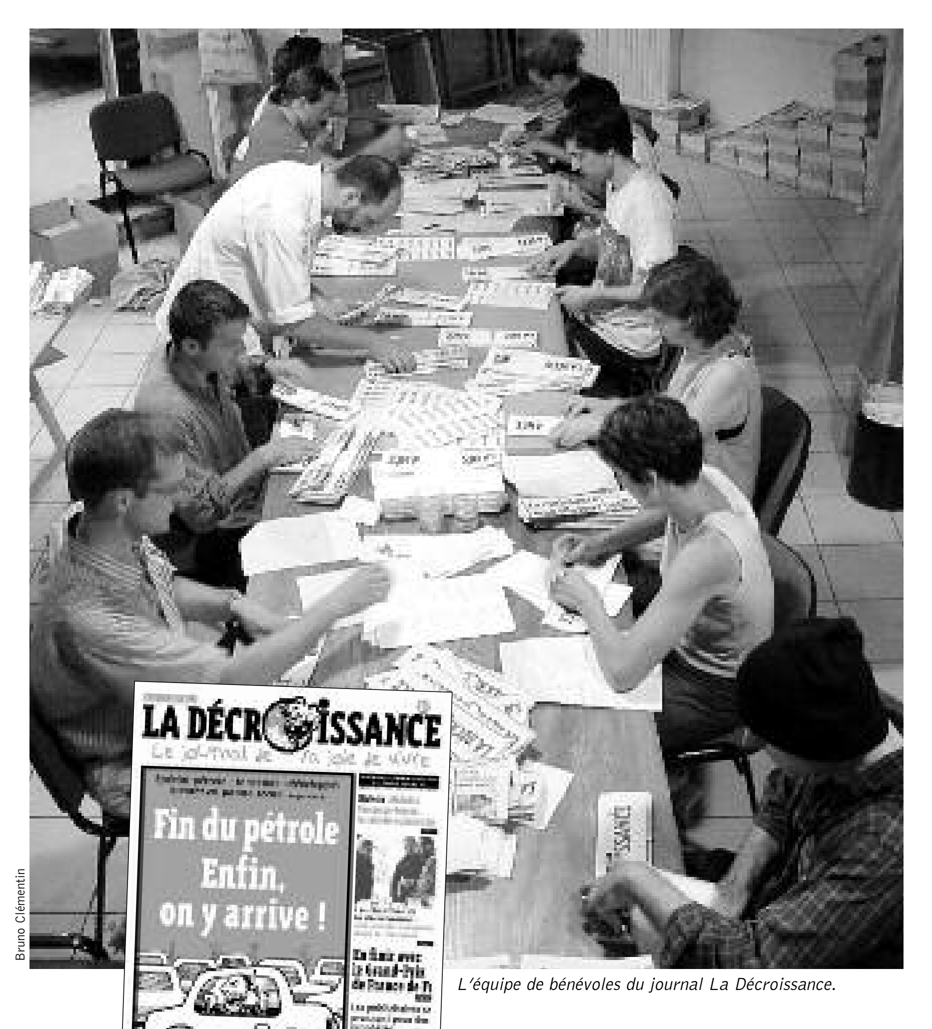
Laurent Combe

Radio Canut au cours d'un repas de quartier à Lyon.

Parallèlement, dans des pays du Sud, la critique s'organise face à la domination des médias coloniaux. *"Il est notamment décidé que les pays en voie de développement se concertent afin de réorganiser les circuits de communication hérités de leur passé colonial et de favoriser leurs échanges"*. L'Unesco sera ainsi pendant un temps à l'origine *"de nombreuses réunions et conférences traitant des problèmes liés aux politiques et à la planification des communications en régime de "colonialisme culturel"(...)*. A partir de 1976, les pays du tiers-monde vont ainsi s'appuyer sur cette dénonciation de l'impérialisme culturel pour notamment négocier les conditions d'une autonomie médiatique à l'échelle internationale (6). De nombreuses agences de presse du Sud verront ainsi le jour, par exemple Inter Press Service, Tanjug, la PANA (agence panafricaine d'information) ou encore ASIN en Amérique latine. Aujourd'hui la plupart de ces agences ont disparu ou ont vu leurs activités et financements largement réduits, du fait de la très forte concurrence des agences de presse occidentales dominantes que sont Associated Press, Reuters et l'AFP.

A présent la résistance à cette domination se poursuit sous d'autres formes, notamment grâce à des alliances entre réseaux nationaux et continentaux de médias communautaires et-ou alternatifs, comme l'Amarc (association de radios

(1) La phrase latine *in medias res* d'Horace signifie ainsi "au milieu des choses", en plein sujet, au milieu de l'action : reste à savoir de quelles "choses" et de quelle action l'on parle !
(2) Lire notamment à ce sujet le livre *Inventer l'actualité : la construction imaginaire du monde par les médias internationaux*, de Laurent Gervereau (éd. La Découverte, 2004).
(3) C'est un point de vue défendu notamment par l'essayiste Eduardo Galeano dans le livre *Les veines ouvertes de l'Amérique latine.*
(4) La liste d'ouvrages traitant de ce sujet est longue, mais citons tout de même les ouvrages sur la Françafrique du regretté François-Xavier Vershave, publiés aux éditions Les Arènes ou chez Stock, ainsi que *Le livre noir du colonialisme : de l'extermination à la repentance*, de Marc Ferro, éd. Hachette en poche.
(5) Lire à ce sujet le livre *L'autre France, l'underpresse*, d'André Bercoff, éd. Stock, 1975, hélas épuisé.
(6) Lire à ce propos l'article « Médias alternatifs et média-activistes » de Dominique Cardon dans le livre *L'altermondialisme en France* (éd. Flammarion).



Bruno Clémentin

L'équipe de bénévoles du journal La Décroissance.

communautaires), ou l'APC (association pour une presse progressiste). "*On passe ainsi d'une période de "résistance diffuse" par la création de médias alternatifs isolés et repliés sur le local, à une "résistance concertée" qui consiste en l'intégration de ces premiers foyers de résistance au niveau national, puis régional ou continental"*.

Depuis les années 80, la mise en place d'alternatives médiatiques a été grandement facilitée grâce à l'émergence des premiers ordinateurs (7) puis dans les années 90 des réseaux télématiques et surtout d'internet. Aujourd'hui, après les résultats du référendum du 29 mai 2005 qui ont montré l'écart immense existant entre ce que pensent les médias dominants d'un côté et la population française de l'autre, il est encore davantage nécessaire de continuer à développer des médias alternatifs (8).

Face aux autoroutes de l'information que sont les mass médias, multiplions donc les chemins de traverses !

Mais au fait, qu'appelle-t-on *médias alternatifs* ? Et comment les sélectionne-t-on ?

"On ne peut pas faire des choses 'autres' en les faisant de la même manière ! " (9).

Quelques critères pour définir un média alternatif

Définir ces critères est l'objet de vifs débats entre les médias ! En voici quelques-uns que nous pouvons retenir.

• Présentation de ***propositions constructives***, dans un ou plusieurs domaines, avec pratiques concrètes, ainsi que de nombreuses adresses utiles et contacts, et des lectures, pour aller plus loin, agir à son niveau, laisser une grande autonomie à celui-celle qui le lit.

• ***Esprit critique*** vis-à-vis de la société marchande et pyramidale/hiérarchique. Ceci se fait par exemple à l'aide d'analyses, de dossiers, avec des données précises sur le fonctionnement du système capitaliste (10)

• Son fonctionnement relève d'une ***structure démocratique*** : c'est ce qui caractérise par exemple une association qui ouvre son assemblée générale annuelle à ses lectrices et lecteurs (11) ; cela peut parfois être le cas avec une coopérative. L'absence de directeur ou rédacteur/rédactrice en chef (12), ou la prise de décision collective des articles et dossiers à publier sont également des pratiques qui favorisent la démocratie au sein d'un média.

• L'***autonomie financière*** est essentielle, et c'est l'un des critères principaux et irréductibles : un média alternatif *doit* pouvoir vivre largement sans l'aide financière de la publicité, de collectivités publiques (subventions d'Etat ou aides de régions, départements, mairies...) ou d'entreprises extérieures, sans quoi sa force, sa légitimité, sa pertinence et sa longévité sont gravement menacées. Un lectorat ou public fidèle *et* un nombre d'abonnés conséquent et stable permettent le plus souvent cette nécessaire autonomie vis-à-vis du pouvoir politique ou économique.

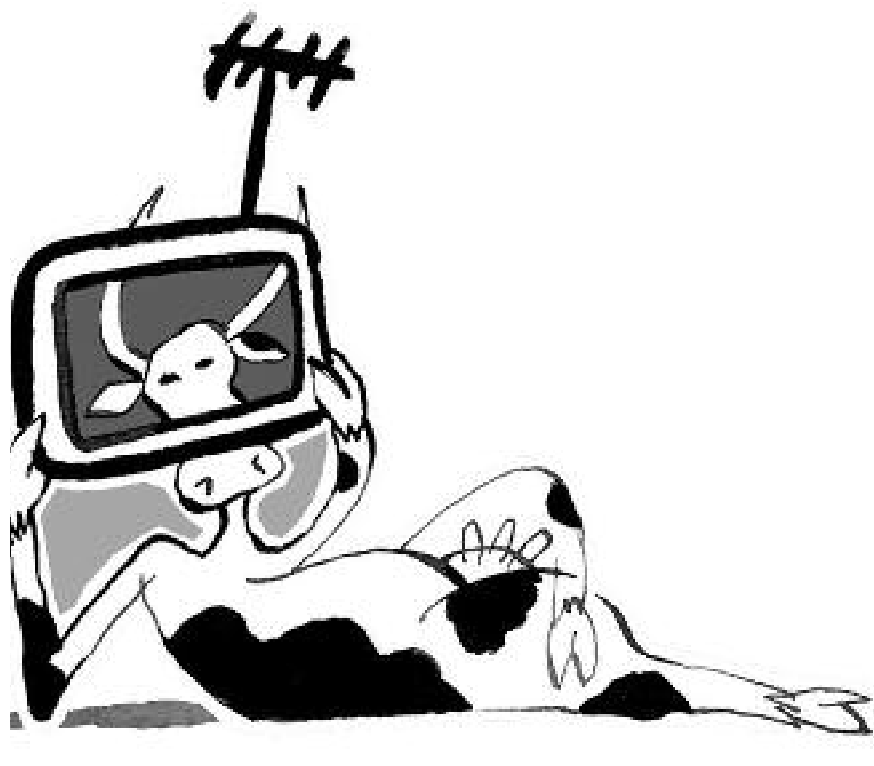
• Ses ***sources d'informations*** doivent être indépendantes, larges et multiples : centres de ressources, échange-presse, extraits d'autres revues avec informations recoupées, "belles pages" de livres… et permettre la pluralité des opinions.

• Il ne considère pas l'information comme une marchandise et donc il est ***libre de droit*** d'auteur sous réserve d'indiquer la source et ses coordonnées, ce que dans le milieu on appelle *copyleft* par opposition au copyright de la presse classique.

• Il devrait être ***ouvert et participatif***. Lectrices et lecteurs sont invité-es à contribuer à ce média sous de multiples formes : envois de brèves et correspondances, propositions d'articles et de dossiers, liste de contacts, idées de livres

Télé Millevaches

(7) Cependant la revue *S!lence* a été publiée de 1982 à 1986 sans ordinateur, avec une simple machine à écrire et la revue allemande *Graswurzel revolution* "pour une société non-violente et sans domination" a elle aussi vu le jour, à Hambourg, avant l'informatique !
(8) Des "Etats généraux pour une information et des médias pluralistes" auront lieu au printemps 2006, allant dans ce sens, et soutenus par bon nombre d'associations comme Attac, l'OFM, Acrimed.... Appel et pétition pour soutenir ce projet à signer en ligne sur le site : *http://www.etats-generaux-medias.org*.
(9) Citation d'un anonyme dans le livre *La Presse d'expression locale*, Immédia/Le Cri des murs, 1977, page 32.
(10) Par exemple sur la dette des pays du Nord, les paradis fiscaux, les cadeaux réalisés par l'Etat pour des entreprises sous forme de subventions publiques, placements d'agents politiques dans des institutions stratégiques — ANPE, le CSA, la direction de Radio France, France télévisions… ; les achats et ventes d'armes liés à des conflits en Françafrique, affaires de corruptions, les criminalités financières...
(11) Certaines structures fonctionnent en circuit fermé avec un noyau dur, n'organisent jamais d'assemblée générale annuelle de leur association, indiquent une adresse postale à laquelle il est impossible de se rendre pour rencontrer l'équipe : cela manque d'ouverture et de transparence !
(12) Et ceci même si « officiellement » l'Etat vous oblige à nommer une directrice ou directeur de publication, dont le rôle pour vous peut être purement symbolique et honorifique. L'idéal serait d'en changer le nom régulièrement.



hants de
gens qui
otre pla-
est dans
oluer les
rsonnes,
nt diffé-
ple, pré-
exemple
prendre
:d... Ceci
bjectifs :
aire indi-
e, rédui-
e...

• Favoriser la ***coopération*** entre les rédacteurs, entre les rédactions, entre les lectorats, par opposition à la “guerre économique” et la compétition qui ruinent la planète, sa beauté et sa complexité. Montrer que l’on peut faire le chemin ensemble... et non en courant devant les autres en montrant que l’on est le plus fort et le plus radical et que l’on a un beau nombril !
• ***Populaire*** par sa lecture, il doit être lisible par le plus grand nombre et donc utiliser un vocabulaire accessible à tous, définir les sigles, éviter les jargons et les références non-explicites.
• D’un ***prix abordable***, on peut se le procurer sans se ruiner.
• Il vise un ***esprit non-violent*** non manichéen en évitant le ton agressif, les virages à 180°, la violence verbale, les insultes. Il évite de classer les bons d’un côté (les éco-

• La ***féminisation*** des textes et une équipe de rédaction équilibrée femmes-hommes est souhaitable. La féminisation consiste à faire en sorte que le mot ‘homme’ ou que le masculin ne l’emporte pas systématiquement dans un média : féminiser les métiers (auteur-e, député-e, conférencière), et les expressions toutes faites (les droits humains et non “de l’Homme”). Les mots et leurs employeuses ne sont jamais neutres, aussi montrez que nous sommes dans une société où la femme peut et doit avoir toute sa place dans les métiers, dans la grammaire, les textes de loi... et dans toute la société !
• Rechercher la ***cohérence*** : une revue écologique se doit d’être imprimée sur du papier recyclé blanchi sans chlore (à l’oxygène par exemple), sans gâchis de papier lors de l’impression ou de la gestion des invendus.



Passerelle Eco

Passerelle Eco : le montage des panneaux photovoltaïques qui alimentent les ordinateurs du bureau de la revue. C’était pendant l’été 2005, lors du chantier école, avec la participation des marcheurs pour la décroissance.



Télémillevaches

Télé Millevaches, en Limousin, est née en 1986.

Cette liste — sûrement incomplète — vous semble idyllique, utopiste ? Beaucoup de revues et médias différents que nous connaissons et recensons respectent la plupart de ces critères... Donc c’est bel et bien réalisable, à condition de bien le vouloir et d’y mettre les énergies !

Esteban Montoya ■

Les différentes formes

Ces médias revêtent de multiples formes : papier, électronique, radio, télévision associative... Le type de média choisi fait varier d'autant son rythme, sa couleur, le lieu de diffusion, le public, et son caractère plus ou moins participatif et interactif. Petit tour d'horizon au pays de médias plus libres.

Quand on parle médias, on pense en premier à la presse écrite. L'exemple du journal *Particule*, à Rennes : *"L'association La Tondeuse à Roazhon fonctionne sur la base de la responsabilité collective : il n'y a pas de bureau, tous les membres ont la même responsabilité juridique, celle de dirigeants. Le niveau d'investissement est variable, mais les tâches sont régulièrement redistribuées"*. A cette organisation horizontale, inspirée des mouvements autogestionnaires et libertaires, s'ajoutent des objectifs présentés de la façon suivante : *"en complément des autres formes existantes d'information sur Rennes et ses alentours, son initiative s'inscrit dans le vaste mouvement actuel d'une production bénévole de l'information par les citoyens. Notre préoccupation est de produire une information en dehors des contraintes économiques et politiques de la presse conventionnelle et institutionnelle"*. Ses ventes évoluent en fonction des sujets et des années de 400 à 800 exemplaires vendus par numéro, depuis l'année 2000, date de sa création et de son lancement.

Le journal *Fakir* a quant à lui été créé par un étudiant de la faculté de lettres d'Amiens, en 1999, par opposition critique et radicale au magazine municipal *le Journal des Amiénois*, que cet étudiant taxe de mensonge par omission et de propagandisme politique. Au fil de son évolution, le *Fakir* va élargir ses thèmes et passer du statut de journal étudiant à celui de journal local inscrit dans une relation conflictuelle avec les représentants politiques, économiques ou médiatiques de l'agglomération d'Amiens et du département de la Somme. Tiré au départ à quelques centaines d'exemplaires et diffusé dans les milieux étudiants, il atteint désormais un tirage de 3400 exemplaires, et est diffusé non seulement dans la Somme (tout particulièrement à Amiens) mais aussi en France et à l'étranger grâce à son service d'abonnements, et a bénéficié d'un bon relais dans certains médias (1) qui ont reconnu dans ce canard les traits d'un journalisme de qualité et d'investigation (2).


DR

Radio Alternantes en Bretagne.

Les bonnes ondes des radios libres

Monter une émission sur une radio libre nécessite dans un premier temps d'avoir réfléchi aussi bien au(x) thème(s) de l'émission qu'à sa durée et longévité dans le temps au fil de l'année. En effet si celle-ci est hebdomadaire, il faut être sûr d'avoir suffisamment de temps, de matières et de contacts pour réaliser chaque semaine une émission d'une heure soit une cinquantaine d'émissions dans l'année. Pour une heure d'émission à l'antenne, compter en moyenne au moins trois ou quatre heures de plus chaque semaine pour la préparer, l'enregistrer sur place puis la monter avant de la diffuser. Si chaque émission est en direct depuis le studio de la radio, ce temps peut être réduit, mais l'émission risque d'être moins riche. En effet animer une émission de radio c'est proposer un libre paysage sonore et mental que chaque personne doit s'imaginer en écoutant les ondes. Se contenter des voix enregistrées en studio c'est se priver de la vie et des ambiances, bruits, et autres sons de l'extérieur, de la rue, d'un café ou d'une manifestive, et ce serait bien dommage ! "Je préfère la radio parce qu'à la radio les paysages sont plus beaux", déclarait d'ailleurs un enfant à la radio britannique BBC, quand on lui demandait s'il préférait la radio ou la télévision.

Ensuite, il s'agira de présenter le concept de l'émission, avec son ou ses thèmes et son créneau horaire souhaité à l'équipe de programmation de la ou des radios visées. Puis, si l'idée leur plaît, leur proposer une maquette sur cassette ou mini disc de l'émission telle qu'elle se présenterait à l'antenne. Cela permet à l'équipe de programmation de tester votre capacité à réaliser et animer une émission, et de se rendre compte si la qualité et la maquette correspondent à ce qu'elle attendait. L'émission une fois validée par cette équipe et/ou par le bureau de la radio associative, une première émission "tremplin" peut être prévue sur la grille de l'antenne. A vous ensuite de faire résonner les ondes positives !

Le crieur public : un média alternatif !

Eh oui : il diffuse de l'information, crée des liens entre les gens, leur permet de débattre, de s'exprimer, il se trouve au milieu des gentes sur la place publique (media en latin signifiant au milieu), on peut lui transmettre des informations pour qu'il les lise aux autres... Il a donc tout d'un média non ? Et la censure en moins, car à quelques rares exceptions, il lit tous les messages qu'on lui confie. En outre, la criée publique est l'un des pre-

(1) Notamment dans *Télérama*, ainsi que dans *le Monde diplomatique*, ce dernier l'ayant qualifié d' « exemple même de contre-pouvoir local ».
(2) Pour en savoir plus sur l'histoire des journaux *Fakir* et *Particule*, il est nécessaire de se reporter au mémoire de DEA de Benjamin Ferron, présent sur le site internet de l'Observatoire nantais des médias.

miers médias ayant existé sur Terre, vraiment bien avant l'imprimerie, la radiophonie et l'ordinateur !

Ses qualités sont de surcroît tout à fait remarquables ! Visez un peu : diffuse de la bonne humeur, apaise les tensions, favorise la bonne circulation sanguine (grâce aux régulières génuflexions proposées pendant la criée publique), disponibilité, sans consommation d'énergies ni d'eau excessive (contrairement aux puces électroniques polluantes des ordinateurs, issues des nanotechnologies), indépendant et à faible coût (car financé par le bon vouloir des gens), écologique (il roule à vélo triporteur la plupart du temps).

En outre, l'association qu'il a créée a notamment pour objectifs de "valoriser les rapports humains en provoquant des invitations à la rencontre, d'encourager et accompagner les prises d'initiatives citoyennes, et de proposer des alternatives à la télé et à l'individualisme". Chaque criée publique depuis octobre 2005 se termine souvent par une lecture critiquant le caractère nocif et individualiste de la télévision (avec extraits d'un livre critique publié sur la télé, *La télé cannibale*, aux éditions canadiennes Ecosociété). Pour en savoir plus, rendez-vous aux criées publiques chaque dimanche matin, à 11 heures, place de la Croix-Rousse à Lyon !

« Je préfère la radio parce qu'à la radio les paysages sont plus beaux ». Un enfant interrogé par la radio BBC.

L'internet citoyen

De nombreuses associations ont plutôt fait le choix de passer par internet pour leur diffusion d'information. C'est le cas notamment de l'association *Action Consommation* avec sa newsletter, du journal québecois *Simpli-cité* (sur le thème de la simplicité volontaire), ou encore d'*Indymedia*, réseau de sites internet présents dans plusieurs dizaines de pays dans le monde, et en France notamment à Lille, Grenoble, Paris... Les raisons de ce choix proviennent des multiples avantages d'internet : les contraintes éditoriales sont allégées (taille, délais à respecter...), ce support facilite la production coopérative, avec l'ouverture d'un espace de participation plus grand. Et puis internet a surtout permis de réduire les coûts d'envois, de circulation, d'échanges et de diffusion d'informations alternatives sur la 'toile'. Il permet une plus grande interactivité et une interchangeabilité des rôles de producteur et de récepteur de l'information. *"Grâce à ces propriétés, internet est utilisé à la fois comme un support de coordination, un moyen d'information simple et peu onéreux et un mode d'action parmi le nouveau répertoire d'action du cyberactivisme"* (3).



Il permet également de placer des liens, des listes de contacts et des archives d'anciens numéros *en ligne*. Toutefois, internet doit rester un outil complémentaire des autres médias, un véritable plus, et non l'annonce de leur disparition programmée. En effet tout le monde n'a pas accès à internet, loin de là, et cela n'est pas du tout l'objectif (4).

E M ■

(3) Extrait de l'article de Dominique Cardon et Fabien Granjon « Médias alternatifs et média-activistes » du livre *L'altermondialisme en France*.

(4) Les ordinateurs sont de toute façon très polluants, car notamment fabriqués avec des pièces issues des nanotechnologies (de très grosses consommatrices d'eau). Il n'est donc pas nécessaire que chaque habitant-e en possède un. L'idéal serait de se limiter à un cybercafé par quartier ou village, dans les endroits où son usage est justifié.



Esteban

Gérald Rigaud, crieur public dans le quartier de la Croix-Rousse à Lyon.

Comment commencer... et continuer ?

Comment constituer une équipe, créer une association, où trouver des sources d'informations pour son média, et comment les diffuser ? Voici quelques premières pistes.

Pour commencer, il faut choisir le média qui a votre préférence : presse, radio, internet, télévision... Ce choix déterminera le rythme de votre travail, sa nature, sa diffusion, les outils à se procurer pour recueillir l'information.

Quelle sera la "ligne éditoriale" de votre média ? Souhaitez-vous qu'il soit large, généraliste, ou thématique ? Autant de questions auxquelles il vous faudra répondre avant de commencer.

Ensuite, dessiner les contours de votre projet de média, enthousiasmant, fédérateur, avec des idées de thèmes, d'envies, de moyens à se donner, de zone géographique, de quartier et rues à toucher, à écouter !

Il est bien également de savoir se démarquer des médias conventionnels par un style, une énergie, des initiatives ouvertes, un ton libre, une langue franche et fraîche, de l'originalité dans la présentation ! Donnez des articles ou émissions qui donnent l'envie et les moyens de (se) bouger, de faire évoluer la société dans le sens de la solidarité !

Constituer une équipe

Ensuite, il vous faudra motiver généralement plusieurs personnes pour démarrer cette activité. Il faut prévoir qu'avec le temps certaines personnes peuvent quitter le projet pour diverses raisons (fin des études, déménagement dans une autre ville, naissance d'un enfant, baisse de la motivation...). Mieux vaut donc que votre projet tienne la route et donne envie de s'y investir ! Regardez autour de vous si parmi vos ami-e-s ou proches vous connaissez des personnes que ce projet intéresserait.

Puis, des annonces postées dans des revues alternatives, à l'université, dans des bibliothèques, et sur internet dans des forums spécialisés (ceux d'*Indymédia* en France, ou sur celui par exemple de *Discutaction*) peuvent vous permettre de trouver les autres membres de votre équipe. Si vous choisissez la presse (sur papier ou 'en ligne'), n'oubliez pas des illustrateurs-trices et-ou un-e maquettiste, c'est souvent très utile. Et la liberté de critique et de satire est plus grande souvent pour qui sait dessiner que pour un-e rédacteur-trice, grâce à la possibilité de laisser entendre des choses en croquant des personnages (à bon entendeur...).

Le matériel minimum

Les outils à vous procurer dépendront du choix de votre média : une machine à écrire (qui pourrait bien revenir à la mode un jour prochain !), un ordinateur pour la presse papier ou électronique, un lecteur enregistreur minidisc ainsi qu'un micro pour la radio, une caméra (numérique) pour la télévision, un appareil photo (numérique ou argentique, pour publier sur papier et-ou *en ligne*), un téléphone... voire un télécopieur (beaucoup utilisé dans les années 90 en Italie par certains mouvements militants).

Cet équipement de base coûte cher, aussi nous vous recommandons de commencer à vous faire la main avec du matériel partagé, prêté ou loué avant de vous lancer, ne serait-ce que pour vous aider à estimer votre besoin précis de matériel. Vous pourriez tout à fait écrire vos premiers articles et les maquetter simplement sur l'ordinateur d'une amie, de l'université, d'une bibliothèque municipale ou d'un centre informatique. Ce sera moins coûteux et vous permettra de diffuser et vendre votre premier journal, tout en économisant de l'argent pour vous constituer un budget de départ. Idem pour une lettre d'information électronique, à ceci prêt qu'il vous faudra à un moment ou un autre vous connecter à internet pour expédier *en ligne* votre *newsletter* à une liste de personnes intéressées, et-ou pour la poster sur un site internet participatif comme *Indymédia* ou *Samizdat* (1).

Côté ondes indépendantes, certaines radios libres pourront vous prêter, en échange parfois d'une caution, du matériel audio pour sortir et faire des interviews et prises de sons à l'extérieur



durant un après-midi, comme c'est le cas de *Radio Canuts* à Lyon, une radio libre existant depuis plus de 25 ans. Dans d'autres cas vous pourrez vous contenter pour débuter d'enregistrer toutes vos émissions sur place, en studio, en bénéficiant de la structure accueillante, et dans ce cas seules vos cordes vocales et vos bloc-notes seront nécessaires.

Créer une association

Il sera très souvent nécessaire de créer une structure afin de disposer d'un compte en banque (à la Nef par exemple), d'une boîte postale si nécessaire, et pour être reconnu comme un collectif et disposer du statut de "personne morale". L'association loi 1901, déclarée en préfecture, est la plus souple des structures. Cela permet également de recevoir plus

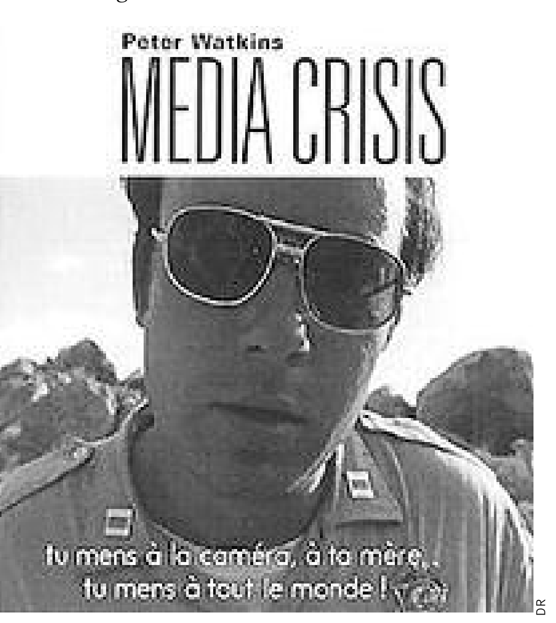
(1) Pour le contact d'Indymédia, voir en fin de dossier dans le carnet d'adresses.

facilement des dons individuels, de demander éventuellement des subventions (argent public) ou de recevoir d'autres soutiens financiers (argent privé de fondations...). Toute subvention demandée, si elle est acceptée, vous permettrait alors non pas de vous rémunérer, mais de vous acheter du matériel de base pour plancher sur votre média (2). Pour créer une association, vous devrez vous rendre en préfecture et remplir un formulaire en indiquant les statuts et préciser ses objectifs, de manière à la présenter et à indiquer les conditions de fonctionnement de celle-ci. Il vous en coûtera en moyenne 45 euros en tout et pour tout (cela paie principalement les frais de parution obligatoire dans le *Journal Officiel*).

Trouver des (res)sources d'informations où s'abreuver

En premier lieu, il y a le propre travail de celles et ceux qui rédigent, et qui viennent avec leurs expériences, leurs rencontres, leurs pratiques dans différentes activités, leurs lectures, leurs envies de débats au cœur et autour de l'association, et qui vont également ensuite à la recherche d'informations et d'interviews à l'extérieur.

Manifestations, centres de documentation du réseau Ritimo, centres de ressources sur la non-violence ou sur les femmes, bibliothèques universitaires (avec salle de périodiques), municipales, Cd-rom, portails citoyens sur Internet, guide des alternatives (éditions du Fraysse) ou numéros régionaux de *S!lence* (3), librairies indépendantes, Guide des médias alternatifs et son site internet, annuaires d'associations locales (*le Guide des lieux favorisant les initiatives et la vie des idées*, réalisé par Millénaire 3 à Lyon par exemple) .... Les sources ne manquent pas : à vous d'y puiser votre matière première !



Le livre Media crisis : un point de vue constructif de Peter Watkins.

Petit budget de départ

Comme nous venons de le voir avec le matériel minimum, le budget d'origine n'est pas forcément important : on pourrait même envisager dans certains cas pouvoir démarrer avec quelques euros si l'on sait trouver le matériel et se le faire prêter au cas par cas, moyennant participation malgré tout !

Comment financer au jour le jour votre journal, l'activité de votre média ? Ne comptez pas sur une éventuelle subvention publique qui — si jamais elle vous est attribuée un jour, suite à votre requête — ne viendrait seulement qu'un an après votre déclaration en préfecture. Mieux vaut compter sur votre public, une valeur ancestrale, une garante sûre de l'intérêt que l'on vous porte (4) ! Les lectrices et lecteurs, par la vente au numéro ou par leurs abonnements, vous permettront de payer le papier et l'impression de votre journal. En cas de besoin, un peu de publicité "alternative" (pour des magasins de vélos, un vendeur de papier recyclé, une librairie indépendante...) et des petites annonces à tout petits prix et sélectionnées (pas les publicités institutionnelles) vous aideront à mettre un peu de beurre dans votre canard.

Le soutien par dons de lectrices et lecteurs n'est pas à négliger non plus. En outre, certaines revues découvertes par nos soins, existant depuis quelques années et s'étant professionalisées, ont réussi à obtenir des emplois sous contrats aidés par l'Etat ... mais c'est une pratique à prendre avec délicatesse et cela n'est pas une véritable solution car cela vous place dans une situation de dépendance forte et directe sur une à plusieurs années vis-à-vis de pouvoirs locaux (comme la région, le département ou la commune). Le jour où vous publierez une information dérangeante sur leurs petites affaires "d'emplois fictifs" (à Paris), d'appels d'offres truqués, ou de mesures de sécurité absentes (dénoncées par le journal *Fakir* à Amiens), on ne manquera pas de vous rappeler à qui vous devez respect... et on pourrait même vous traîner en procès !

Diffusion et rythme de votre média

Choisir un mode de diffusion simple mais efficace.

Pour la presse alternative, commerces et bibliothèque de quartier en premier lieu. Ensuite, faire le choix d'un diffuseur national : Dif'pop, la coopérative Co-errances, ou au cas par cas auprès du réseau de librairies indépendantes locales ou de France (5).

Ne pas oublier de citer la liste de vos lieux de diffusion à chaque fois, dans vos colonnes ou sur votre antenne, votre site, en fin de journal par exemple, afin de permettre aux lectrices et lecteurs de savoir où vous (re)trouver, pour garder un lectorat et 'auditorat' fidèle !

Pensez à proposer des formules d'abonnement à petit prix, voire à prix coûtant au début (sans bénéfice, pour les petits budgets) pour quelques numéros.

Plus la fréquence de votre journal sera grande, et plus vous passerez de temps à le faire et à le diffuser plutôt qu'à le réaliser plus tranquillement : mieux vaut donc commencer modestement par un rythme mensuel ou bimestriel (tous les deux mois), car monter un hebdomadaire est un beau rêve que peu parviennent à réaliser ! Un journaliste comme Jean-Luc Porquet, avant de rejoindre bien plus tard l'équipe du fameux *Canard enchaîné*, participait dans les années 70 à la rédaction d'un journal mensuel de contre-information nommé *Le Clampin libéré*, à Lille... Mais la tentative de passer à un rythme hebdomadaire les a épuisés lui et sa bande, et le *Clampin* disparut après plusieurs années de joyeux et loyaux services !

Pour la radio, la diffusion se fait presque exclusivement sur les ondes, mais de nouvelles radios apparaissent sur le réseau internet, surnommées les webradios ou radios en ligne. Les deux possibilités peuvent être utilisées, l'avantage d'internet étant que votre émission puisse être écoutée également en dehors de votre département.

(2) Pour plus d'informations, voir la fiche Créer une association dans le livre *Guérilla kit*, de Morjane Baba (éd. La Découverte), ou le livre *L'homme-réseau,* d'Emmanuel Juste Duits, pour monter un collectif (éd. Chronique sociale).
(3) Titres et numéros disponibles en avant dernière page de la revue que vous avez entre les mains.
(4) C'est ainsi que l'hebdomadaire satirique *le Canard enchaîné* fonctionne depuis 1916 (depuis près de 90 ans) et il tient toujours debout : plus de 50 000 abonnées et près de 400 000 exemplaires vendus chaque semaine ! Et mine de rien il fait des petits…
(5) Une liste de librairies indépendantes est disponible : voir le Carnet d'adresses en fin de dossier.

Pour la télévision, la diffusion sur les canaux hertziens est très difficile, et les élu-es nationaux ou locaux n'aident pas les médiactivistes du tiers secteur audio-visuel à y émettre, pour des rasions politiques : ces télés libres souvent dérangent par les informations qu'elles diffusent. Ainsi *Zaléa TV* continue-t-il son combat pour les télés associatives… en salles de cinéma, ou sur internet. Le livre *Media crisis* de Peter Watkins est à ce sujet très intéressant, critique et constructif pour toutes celles et ceux qui voudraient se lancer dans la création d'ateliers de vidéos (voir en fin de dossier).

Pour les sites internet engagés et solidaires, l'hébergement se fait le plus souvent chez des hébergeurs alternatifs comme *Ouvaton* (http://ouvaton.coop), ou *Apinc* (Association pour un internet non commercial, site : www.apinc.org). Comptez environ 12 euros minimum par an pour bénéficier de leurs services.

Elargir votre audience

Il est important de se faire connaître : tisser un réseau, diffuser des papillons (ou 'flyers') de votre média dans la zone concernée : quartier, village, arrondissement, ville, réseau associatif ou thématique ...

Nouez des relations avec d'autres médias, alternatifs ou non, des journalistes, des auteur-e-s de blogs citoyens, des gens actifs dans votre ville. Faites parler de votre média !

Votre média peut aussi témoigner de nouvelles formes de journalisme citoyen, comme les blogs (voir encadré).

La constitution de l'équipe

Savoir bien s'entourer, en passant des annonces dans les réseaux associatifs, en milieu universitaire, sur des sites internet et forums spécialisés, à la bibliothèque... Fixez un nombre minimal (et maximal ?) de membres nécessaires au bon fonctionnement de votre association et-ou média.

Les procès éventuels

Les procès — c'est cruel à dire parfois ! — sont d'une certaine façon la preuve que localement (ou nationalement) vous dérangez et faites peur aux notables et élu-e-s locaux. Il faut savoir garder ses preuves d'accusation, les témoignages signés, manier la satire de façon subtile pour faire vivre la liberté de la presse (voir *Le Canard enchaîné*), savoir obtenir le soutien financier de son lectorat pour payer l'avocat nécessaire...

En cas d'accusation forte à porter sur une structure, n'hésitez pas à utiliser le point d'interrogation, à interpeller en posant des questions plutôt qu'en accusant sans preuves assez solides à l'appui. C'est en maniant de façon prudente le point d'interrogation que *S!lence* a ainsi échappé à un procès de Handicap international, que *S!lence* soupçonnait de servir de "service après vente de l'armée".

Quel journal engagé localement ou nationalement n'a pas eu de procès alors qu'il dénonçait des pots de vins, de faux appels d'offres, des emplois fictifs, des violences physiques ou verbales ? Il faut tout faire pour éviter de perdre les procès en prenant les précautions adéquates, en se référant toujours au droit de la presse pour éviter de lourdes condamnations financières qui sonneraient le glas de votre journal (6). La liberté d'expression est immense en France (ce n'est pas le cas dans tous les pays !), notamment en matière de dessins de presse, à condition de bien les utiliser en sachant jouer sa partition sans diffamation et sans faute d'appréciation.



Un blog citoyen sur le globe

Valérie, une lectrice de *S!lence* vivant à Lille, a décidé de créer un blog en janvier 2005, sur le thème de "l'écologie au quotidien, en famille". *"Je désirais partager mon expérience de mère de famille en matière d'écologie. Mon énergie et ma motivation résultent du fait qu'agir pour les générations futures n'est pas pour moi une vaine maxime puisque je suis mère de trois enfants, institutrice et formatrice BAFA de formation. Après, le succès de ce blog aidant, je suis sortie des thèmes centrés sur la famille et j'ai commencé à parler des sujets qui me tenaient à cœur. J'ai ouvert une revue de presse et un agenda. A 43 ans, j'ai plein de choses à dire ! Puis les lecteurs m'ont demandé des compléments d'infos, posé des questions, d'où créations de nouvelles rubriques ! Le blog explose mais bon pourquoi m'arrêter ? Et puis c'est convivial, on m'encourage même de l'étranger ! Mon objectif aujourd'hui est d'informer et sensibiliser un maximum de gens !"* Son blog connaît assez vite un succès plutôt enthousiasmant : plus de 41 000 visites en neuf mois, soir environ 4500 chaque mois. Pour s'informer, Valérie avoue lire "*énormément*". *"J'écoute les radios, je participe à un maximum de conférences, débats et n'étant pas timide, j'interpelle, questionne, m'informe ! Je surfe, je recoupe, je vérifie, j'approfondis. Je marche à l'instinct, j'aime lever les lièvres : un sujet m'intéresse, je recherche infos, bibliographies, je contacte les personnes, associations pouvant me répondre. Plusieurs fois j'ai sorti l'info avant les officieux ou officiels !"*.

Quand on lui demande comment elle finance cette activité, Valérie répond qu'elle travaille en favorisant "*la gratuité, faire sans but mercantile, sans échanges financiers. Je travaille pour le compte des enfants du futur. Libre de tout engagement, sans pression financière, sans patron, le rêve : faites comme moi !"*.

Simple comme bonjour à créer pour tout possesseur ou co-utilisateur d'un ordi, les *weblogs* sont des sites internet qui se présentent sous la forme d'un journal de bord (blog = journal de bord en anglais), avec date du jour à chaque nouvel article, etc. Les sites gratuits permettent de mettre du texte facilement et de façon quasi infinie. Par contre, pour mettre des images, photos numériques et autres illustrations en ligne, il faudra souvent débourser des euros en plus.

Vous trouverez plus d'une vingtaine de blogs citoyens en France, sur le site *www.guidaltern.org*, rubrique « Presse alternative locale ».

Il existe des hébergeurs gratuits comme www.viabloga.com.

(6) Le mémoire de DEA de Benjamin Ferron à Rennes fait état dans une longue liste chronologique des différents journaux qui, au cours des trente dernières années, ont subi des procès de plein fouet, certains ayant de fait disparu. Ne suivez pas leur exemple, faites-vous aider si besoin par d'autres personnes dans la profession ! Quand le journal *Pumpernickel* a connu de graves problèmes en Alsace il y a quelques années, suite à un procès, un « congrès » inédit de la presse satirique s'est tenu en soutien à ce journal. Etaient présents notamment des représentants du *Canard enchaîné* (grand frère historique !), de l'hebdomadaire *La Feuille* de Villeneuve-sur-Lot…

Le renouvellement de l'équipe

Avec l'essoufflement au bout d'un ou de plusieurs numéros, certains journaux ou médias s'épuisent, parfois dès le début, surtout si les activités et tâches sont mal réparties et que certaines personnes ont les épaules trop larges et chargées. Il faut partager au maximum les activités, voire mieux, quand c'est possible pour une petite structure : tourner, échanger les rôles : édito tournant, autoformation à la maquette, initiation au dessin de presse, etc.

De même, il faut savoir *se renouveler dans les thèmes et les lieux,* rester ouvert.

Ce renouvellement peut être *géographique* : parler de tout ce qui se passe dans sa ville, c'est bien, mais il faut savoir élargir les points de vue, les idées, les solutions. Un problème de gestion des déchets ou de circulation se pose ici : il y a des solutions de transports partagés proposées dans telle autre commune…

Il peut-être *thématique* : ne pas parler d'un seul thème sans voir en quoi il peut toucher d'autres thèmes. Ainsi, par exemple, le nucléaire est un sujet passionnant quand on sait l'ouvrir sur d'autres sujets comme les économies d'énergies, isoler et aménager mieux sa maison et donc parler d'écoconstruction, les énergies renouvelables, manger cru, comment vivre plus simplement, plus sobrement chez soi et moins consommer... Les angles d'approche peuvent être multiples, il faut savoir les lier entre eux !

Informer et agir !

Le piège serait de devenir de nouveaux observateurs de plus... mais passifs de ce qui se passe sur la planète, sans en tirer les conséquences pour agir à son niveau ou collectivement.

Contre-exemple : l'association "Energies citoyennes" ainsi fait à la fois de l'information avec son journal *L'Aiguillon*, à Chartres, et participe localement à ce qui se passe dans la ville en participant aux élections — ce qui peut être un frein à sa liberté d'expression (7).

Informer librement et de façon constructive c'est bien, en profiter pour s'associer, échanger et agir, dans le sens de la solidarité, de l'écologie, c'est encore mieux !

E M ■

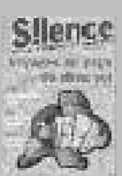
(7) voir le site *www.energies-citoyennes28.org*

Et S!lence ?











Au printemps de l'année 1982, plusieurs étudiant-es qui ont participé à une marche antinucléaire entre Superphénix (en Isère) et Paris décident de lancer une revue régionale sur l'écologie. Comme l'équipe ne dispose pas d'argent, elle décide d'aider le financement de cette revue par la vente de papier recyclé. Cette vente de papier s'effectuera dans un local historique : la Maison de l'écologie, toujours située aujourd'hui au 4, rue Bodin, dans les pentes de la Croix-Rousse à Lyon (voir article dans le n°329, novembre 2005).

Une association est créée : Courant alternatif, et un appel à souscription permet de réunir la somme de 1000 euros, de quoi imprimer un poster qui est vendu en soutien au lancement de la revue *S!lence*. L'association Courant alternatif mène alors deux activités en parallèle : la parution de *S!lence* et la promotion du papier recyclé en mettant en place un réseau de diffusion dans les librairies militantes et les magasins bio. A l'époque, la revue paraît tous les quinze jours, uniquement sur la région Rhône-Alpes, et est réalisée en noir et blanc par des bénévoles ... avec une machine à écrire !

La revue *S!lence* se révèle vite comme étant une entreprise hasardeuse et les premières années, le papier recyclé lui vient régulièrement en aide.

En 1986, une crise éclate et *S!lence* est interrompu. Pendant neuf mois, des débats ont lieu pour redéfinir le fonctionnement de la revue. Un groupe de personnes décide alors de faire le pari de grossir. La revue devient donc mensuelle, nationale, elle achète son premier ordinateur et engage son premier salarié, Michel Jarru. Comme le risque financier est important, la Maison de l'écologie et *S!lence* deviennent deux associations distinctes. *S!lence* volera désormais de ses propres ailes.

Aujourd'hui, *S!lence* existe depuis plus de 23 ans. C'est une revue qui compte cinq salarié-es dont deux à plein temps (soit 27 h 30 !) et trois en quart temps, ainsi que deux dessinateurs, et de nombreuses personnes bénévoles. Elle est diffusée à plus de 7500 exemplaires tous les mois, et compte plus de 5000 abonné-es. On la trouve dans une centaine de points de diffusion, principalement des librairies indépendantes et des magasins bio, elle est présente dans un grand nombre de salons et foires écologiques. Elle refuse d'être présente dans les kiosques et autres marchands de journaux pour des raisons aussi bien écologiques (beaucoup de numéros invendus partiraient au "pilon") qu'économiques (risque financier important obligeant à imprimer 10 à 30 000 exemplaires alors que seul un tiers serait vendu en moyenne).

Ses sources d'informations sont multiples : des relations avec les réseaux militants, des échanges-presse avec une centaine de revues, des lectures de livres, communiqués de presse militants, informations reçues de lectrices et lecteurs, et parfois même des informations issues d'internet. Ce dernier moyen de communication étant jugé peu convivial, il n'est pas privilégié par l'équipe de rédaction.

Les textes et articles de la revue sont libres de droits d'auteur-es (à condition d'en indiquer la source), l'équipe souhaitant que l'information circule librement et ne fasse pas l'objet d'une marchandisation de plus. Ses informations sont souvent riches de contacts et adresses (pas moins de 50 en moyenne dans chaque numéro) pour agir et aller plus loin, à son niveau. Des numéros régionaux paraissent également deux fois par an en janvier et en été, montrant toute la diversité d'alternatives et d'initiatives existant au cœur d'une région ou d'un département (liste en avant-dernière page de ce numéro), comportant reportages locaux ainsi que des centaines d'adresses utiles, classées par thèmes.

S!lence est installé dans un local géré et partagé avec une dizaine d'autres associations, permettant une certaine mutualisation de l'espace et des moyens.

Quant au comité de rédaction et de lecture, il a lieu chaque mois, est ouvert à la participation d'autres personnes sur demande, et la décision de faire paraître tel article ou dossier se fait de manière collective, sans rédacteur en chef qui déciderait seul de tout. Les "éditos" comme le reste de la rédaction sont donc le fruit d'une rédaction aux auteur-es multiples et toujours ouverte à de nouvelles propositions !

En vingt-trois ans, plus de 1200 personnes ont écrit dans la revue.

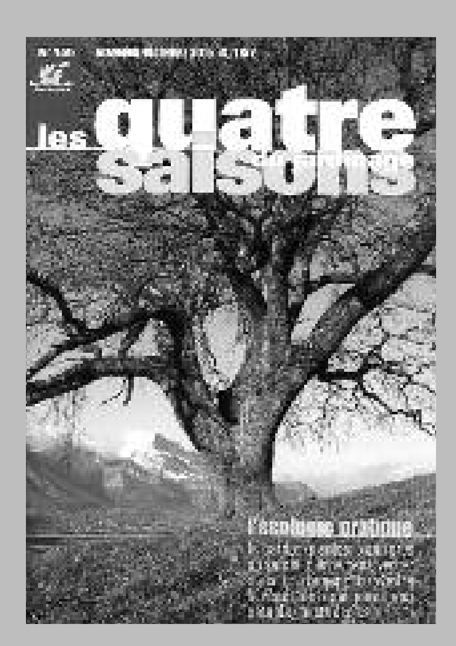
Pourquoi multiplier les petits médias locaux ?

Eh oui : pourquoi ne nous contenterions-nous pas de quelques grands titres nationaux de presse alternative comme L'Ecologiste, Alternative santé, S!lence et les Quatre saisons par exemple ?

Eh bien, par exemple, pour agir localement par l'information constructive, les liens, l'info associative... Etre utile aux autres en leur donnant les adresses, les outils, les contacts et les conseils que vous avez à votre disposition ;

• Pour décentraliser et relocaliser l'information,
• Agir localement,
• Produire une information alternative et engagée délaissée par la presse quotidienne régionale et nationale,
• Faire pression sur les actrices et acteurs locaux,
• Faire de l'investigation de proximité à faible coût,
• La presse alternative locale n'est pas assez développée en France,
• Rapprocher les producteurs des récepteurs de l'information,
• Cela peut aussi permettre de mieux entretenir les liens entre les fédérations et coordinations nationales et les groupes locaux (Amap, paysans et Confédération paysanne, consommateurs, citoyens...),
• Permet d'échanger idées et actions avec d'autres comités ou groupes locaux qui disposent parfois eux-mêmes de journaux locaux : les Alternatifs (Gavr'auch...), les comités locaux locaux d'Attac (plus de 200 en France) ou de Greenpeace, les Verts...
• Amplifier l'écho des rapports de l'Inserm sur la santé, des chambres régionales de comptes sur les pots de vins, les appels d'offres publics truqués, les emplois fictifs, la gestion calamiteuse de l'eau souvent confiée à des multinationales douteuses (Lyonnaise, Générale des eaux...)…

Attention cependant à ne pas tomber dans le piège du nationalisme, du chauvinisme ou du nimbysme ("Pas de cela dans mon quartier"), sous prétexte de préférer l'économie locale : précisez pourquoi les cultures vivrières sont souvent préférables aux exportations, mais en vous distinguant bien des arguments des nationalistes (de "droite" comme de "gauche").



Comment naissent-ils en général ?

Le plus souvent du désir d'associations et d'individus de se faire entendre, d'agir localement à son humble niveau. Pour faire entendre d'autres voix ; pour répondre à la mauvaise presse que nous subissons dans les quotidiens régionaux ou nationaux, de plus en plus soumis à des impératifs marchands, remplis de pubs nocives, gérés par des marchands de canons (1).

E M ■

(1) Pour en savoir plus, voir la liste de la presse alternative locale comprenant une quarantaine de contacts sur le site guidaltern.org

Il existe un courant de pensée qui est très sceptique sur l'usage qui peut être fait des mass médias ou des médias conventionnels, touchant un très large public (presse quotidienne locale, et surtout télévision). La tentation est en effet grande de se laisser inviter à une émission à la télévision, afin d'élargir le cercle des personnes sensibilisées à sa cause. Mais c'est à double tranchant.

Faut-il pourtant abandonner médias et journalistes conventionnels ?

Avant toute chose, il faut savoir faire la différence fondamentale entre la tête et la base d'un média. La *tête*, dans la presse ce sont les rédacteurs en chef (majoritairement des hommes), les éditorialistes, les chroniqueurs permanents ; à la télé ce sont les présentateurs vedettes du petit écran, tandis qu'à la radio ce sont les chroniqueurs et auteurs de revue de presse. Et au-dessus des rédacteurs en chef, il y a la direction d'une société gérée par des actionnaires. En France, ces actionnaires sont souvent des entreprises liées à l'armement ou au BTP, et qui sont liées à l'Etat par des commandes publiques, ce qui en fait des acteurs plus dominants encore dans ce secteur, en raison des enjeux politiques et économiques.

La *base*, ce sont tous les autres, des centaines d'autres, en bas de l'organigramme : journalistes, monteurs, maquettistes, caméraman, preneurs de son, majoritaire-

Carnet d'adresses

Un carnet d'adresses est souvent nécessaire si l'on veut que son média persiste : se constituer petit à petit un réseau de connaissances, de "spécialistes" à interviewer, d'associations, de "têtes de réseaux", d'élu-es qui peuvent (parfois) être de bons complices…

Associations, syndicats

■ **Le crieur public**, ministère des rapports humains, 13, rue du Chariot-d'Or, 69004 Lyon. Courriel : ministeredesrapportshumains@yahoo.fr Site : www.ministere-des-rapports-humains.com
■ **Association Les Pieds dans le PAF**, CCP, 16, rue Jacques-Jollinier, 44600 Saint-Nazaire, tél : 02 40 91 15 71. *Association nationale de téléspectateurs.*
■ **SNRL**, syndicat national des radios libres de France. Site : http://cnrl.leserveur.com/www2
■ **Radio Ici et maintenant** : accepte des émissions proposés par les auditeurs. A longtemps accueilli "Les échos de S!lence", animé par un lecteur de S!lence à Paris. Site : www.icietmaintenant.com
■ **Radio Canut**, 24, rue Sergent-Blandan, 69001 Lyon. Site : www.radiocanut.org (diffusion

Quelles passerelles avec les médias conventionnels ?

Dans le milieu de la presse alternative, toutes les attitudes se rencontrent : du boycott total des "grands" médias à des proximités parfois fidèles. Que peut-on en dire ?

ment précaires (1), avec pseudos contrats et contraintes de fer. Des délais à tenir, des sujets people à traiter, un supérieur hiérarchique dans le dos, et l'anonymat en guise de non-signature à la fin d'un reportage. La précarité croissante dans ce métier qu'est le journalisme favorise la médiocrité de l'information, et jeter les journalistes des médias classiques avec leurs (souvent mauvais) médias serait une erreur.

Face à eux, il faut rester honnête avec soi, ne pas atténuer son discours sous prétexte de le rendre plus audible, garder ses objectifs bien en tête, et surtout se rendre uniquement dans les médias que l'on estime capables d'écouter ce que l'on a à dire, de prendre le temps, de ne pas couper la parole toutes les cinq secondes.

Il faut bien "faire pression" sur elles et eux, parallèlement, pour qu'ils informent autrement, pour qu'ils s'adaptent au goût des citoyens-citoyennes... et non au goût des publicitaires et des marchands de "temps de cerveaux disponibles" ! Les menacer de boycott, leur envoyer individuellement ou collectivement des "lettres de non-abonnement" en leur expliquant pourquoi vous ne vous abonnerez pas à leur journal tant qu'ils sous-informeront les habitant-e-s et ses lectrices et lecteurs. Rions un peu : faites-vous passer pour un public aisé financièrement, et propice à acheter les objets de luxe vantés dans leurs publicités : cela leur fera d'autant plus peur (la peur de perdre un public qui peut leur rapporter de riches annonceurs) !

Certains journaux d'ailleurs évoluent plutôt en mieux : une revue comme *le Monde diplomatique* par exemple fut longtemps dédiée comme son nom l'indique aux diplomates et hauts cadres politiques ou économiques, de consuls, dès les années 70... avant d'évoluer vers la formule actuelle, beaucoup moins "diplomatique' (*"pas si diplomatique que ça"*, précise d'ailleurs leur publicité). Cette revue est d'ailleurs l'une des fondatrices et l'un des soutiens premiers et principaux du lancement de l'association altermondialiste Attac, en France comme à l'étranger, en 1997.



DR

Télé Bocal à Paris.

Soutenir celles et ceux qui s'engagent

Il est utile de soutenir des journalistes militants (voire des "médiactivistes") comme l'animatrice de *Terre à Terre* Ruth Stegassy (France culture) (2), mais aussi l'émission de Daniel Mermet *Là-bas si j'y suis* (sur France inter), Hervé Kempf au *Monde,* Laure Noualhat à *Libération* (rubrique Terre), et bien d'autres encore isolé-es dans leur résistance, seules au milieu de médias conventionnels où la pensée marchande prédomine (3).

La plupart des journalistes commencent d'ailleurs à voir les choses tourner à leur désavantage : de plus en plus de citoyens s'informent *et* informent eux-mêmes un public qui ne se satisfait plus

(1) Lire à ce sujet la *Gazette des précaires de Radio France*, ou le Comité contre la casse de France culture.
(2) Voir interview dans *S!lence* n°323.
(3) L'émission de Daniel Mermet est souvent menacée par la direction, son émission fut interdite après le 11 septembre 2001 pendant une semaine, donc notre soutien à ce genre de 'médiactiviste' est toujours vital.

en direct). *Des Canut infos quotidiens le soir, l'émission Traboule ! sur les alternatives locales, et toujours pas de publicité depuis plus de 25 ans.*
■ Site **www.altpress.org** : presse alternative anglophone, classée par thèmes.

Emissions de radios classiques

■ *Là-bas si j'y suis*, émission sur France inter du lundi au jeudi de 17 à 18 h. Il reste quelques rares archives d'anciennes émissions de radios sur le site http://lbsjs.free.fr
■ *Terre à terre*, émission de France-Culture, le samedi de 7 à 8 h. Disponible sur internet : www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre_a_terre

Télévisions associatives

■ **Zalea TV**, 47, rue d'Aubervilliers, 75018 Paris. Site : www.zalea.org
■ **Télé Bocal**, Goumen Bis, 2 bis, cité Aubry, 75020 Paris, tél : 01 43 48 02 08. Courriel : contact@telebocal.com. Site : www.telebocal.org
■ **TV Bien** (Paris), site : www.tvbien.com
■ **TV Bruits** (Toulouse), site : www.tv-bruits.abri.org
■ **Sans Canal Fixe** (Tours), site : www.sanscanalfixe.org
■ **Canal Ti Zef** (Brest), site : www.canaltizef.infini.fr
■ **Teleregard.net**, Petit Brahic, 07460 Banne. Site : www.teleregard.net. *Site diffusant des informations critiques sur la télévision.*

Critique, analyses, observatoires

■ **Acrimed**, Action-critique-médias (Paris), sur la critique des médias. Site : www.acrimed.org. *A collaboré à la publication du petit guide de l'observateur des médias "Informer sur l'information", co-écrit avec PLPL.*
■ **OFM**, Observatoire français des médias, 3, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris, tél : 01 53 94 96 69. Site : www.observatoire-medias.info. *Suivi et critique régulière des médias. Travail complémentaire de l'Acrimed.*
■ **L'Oie plate**, Observatoire indépendant des éditeurs, BP 17, 94404 Vitry cedex, info@loieplate.com. Site : www.loieplate.com. *Association qui aide les auteurs à publier. Nombreux conseils disponibles pour ceux et celles qui veulent publier une revue.*

Diffusion

■ **Co-errances**, 47, rue d'Aubervilliers, 75018 Paris. Site : www.co-errances.org. *Coopérative de diffusion en librairies indépendantes (éditions, vidéo, presse, musique).*
■ **Dif'Pop**, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. *Diffusion en librairies diverses, généralistes.*
■ **AlterreNat Presse**, Le Bourg, 82120 Masonville, tél : 05 63 94 15 50. Courriel : contact@alterrenat-presse.com. Site : www.alterrenat-presse.com *Diffusion en magasins bio, librairies, salons.*
■ **Agora International**, www.agora-international.com *Diffusion de livres.*
■ **Papirralp**, 8, boulevard Edouard-Rey, 38000 Grenoble, tél : 04 76 17 00 68. Courriel : alpepapier.commande@wanadoo.fr. Site : www.premiumwanadoo.com/papirralp. *Pour trouver un distributeur de papier recyclé proche de chez vous.*

Lectures, bibliographie et sources

■ **Le Guide des médias alternatifs et des sources d'informations différentes,** 400 pages, 10 euros environ, à paraître courant 2006, publié par une maison d'édition indépendante (loin de tout marchand d'armes). *Au menu : Annuaire thématique des médias alternatifs (plus de 800 titres), avec presse alternative, radios libres, télés associatives et internet citoyen, conseils pour créer un média différent, interviews de journalistes et de médiactivistes, dessins de presse, carnet d'adresses, bibliographie, et index des thèmes et noms cités. Site : www.guidaltern.org*

des médias médiocres et de leurs faits divers (4). Des journalistes se syndiquent, s'opposent à certains choix de leur direction (à *France 2* ou à *Radio France* par exemple).

Des citoyens et activistes de plus en plus nombreuses font fleurir leurs informations notamment à travers des sites, des blogs citoyens et les lettres d'informations électroniques qui poussent ici et là, et qui touchent un public de plus en plus large, estimé à plus d'un million de personnes (voir encadré).

La leçon du référendum sur la Constitution européenne

Beaucoup de personnes commencent à se rendre comptent que les médias dominants diffusent les idées d'une minorité de personnes, de l'élite notamment, ou la pensée de PDG, de chefs de partis et d'éditorialistes, et la propagande pour le Traité constitutionnel a bien révélé le gouffre qui sépare "l'élite" de la population française. Là encore les médias alternatifs (5) ont su se distinguer et montrer, expliquer les annexes du traité, la face cachée de la "pétition citoyenne", etc.

Les médias alternatifs, sous leurs multiples formes, connaissent depuis ces dernières années un regain d'intérêt, et touchent un public de plus en plus large, tandis que certains mass-médias comme les principales chaînes de télévision n'ont plus l'effet dévastateur d'hier, n'arrivant plus à convaincre autant avec leurs mensonges. Le *bourrage d'écrans* ne marche plus aussi bien, les résultats du 29 mai 2005 étant là pour nous rappeler qu'un nombre grandissant de gens ne croient plus le discours de propagande de l'Etat, des principaux partis politiques et des journalistes, pratiquement tous oui-ouistes.

Il nous appartient donc de continuer ce mouvement qui commence à prendre une certaine ampleur, en l'aidant, en créant, en y participant, en le soutenant. A nous de jouer à présent pour faire résonner nos ondes positives !

E M ■

L'auteur de ce dossier anime le site www.guidealtern.org et prépare un Guide des médias alternatifs à paraître en 2006. On peut le joindre en écrivant à l'association le P'tit gavroche, 9, rue des Pierres-Plantées, 69001 Lyon

(4) Les "journaux gratuits" contribuent à la médiocrité et l'uniformisation par le bas pour une large part.
(5) Sauf l'éditorialiste de *Charlie hebdo*, le triste Philippe Val.

Carnet d'adresses (suite)

site-ressources notamment sur les médias alternatifs, leur diffusion, avec plus de 500 titres répertoriés et classés par thèmes ou par ordre alphabétique.

■ **La trame de l'underground**, collectif, éd. Le Rebouteux, 7, avenue Gambetta, 75020 Paris. *Guide des activistes de la scène musicale, artistique et militante française, paru en 2002.*

■ **Là-bas si j'y suis : carnets de routes**, de Daniel Mermet, éd. Pocket. *Chroniques radios de Daniel Mermet extraites de son carnet de routes.*

■ **Media crisis**, de Peter Watkins, édition Homnisphères, Paris, 260 pages, 2004. *Un point de vue riche, constructif et critique notamment sur les mass médias audiovisuels : à lire absolument !*

■ **L'almanach critique des médias**, de Mehdi Ba et Olivier Cyran, éd. Les Arènes, 360 pages, septembre 2005. *Une sorte de "bible" illustrée de la critique des médias, rédigée par une vingtaine de journalistes. Peu digeste (donc à lire en plusieurs fois), mais riche en exemples de manipulations des informations.*

■ **Sur la télévision**, de Pierre Bourdieu, éd. Liber-Raison d'agir. *Par son succès et la justesse de ses analyses critiques, ce petit livre rouge a beaucoup fait parler de lui, notamment chez certains journalistes que cela ne fait pas rire du tout.*

■ **Les nouveaux chiens de garde**, de Serge Halimi, édition Liber, version augmentée en 2005. *Un des livres clefs sur la critique des journaux et journalistes conventionnels.*

■ **Sociologie du journalisme**, Erik Neveu, éd. La Découverte, collection Repères. *Un livre précis, riche en analyses, et critique, notamment sur les dérives du journalisme qui tend à devenir une marchandise.*

■ **Les Petits soldats du journalisme**, de François Ruffin, éd. Les Arènes. *Critique en règle du formatage en cours au CFPJ et dans d'autres écoles de journalisme.*

■ **"Les médias-activistes"**, article de Dominique Cardon dans le livre *Altermondialisme en France*, éd. Flammarion. *Court mais riche article notamment sur le renouveau des médias alternatifs des années 1990.*

■ **Propagande, médias et démocratie**, de Noam Chomsky, éd. Ecosociété.

■ **L'autre France, l'underpresse**, d'André Bercoff, éd. Stock, 1975, épuisé, à lire en bibliothèque.

■ **L'Internet militant**, de Fabien Granjon, éd. Apogée, 2001. *Sur le cyberactivisme, l'internet citoyen, les listes de diffusion... Avec un regard sociologique porté sur eux.*

■ **Libération : de Sartre à Rothschild**, de Pierre Rimbert, éd. Raisons d'agir, 2005. *Une histoire critique du fameux quotidien, qui fut un temps très à gauche et sans publicité au début des années 1970 ! A lire avant de voir ce journal disparaître.*

■ **La presse alternative locale**, mémoire de recherche-DEA, de Benjamin Ferron sur, 2004, *lisible sur le site internet de l'Observatoire nantais des médias (format .pdf). IEP de Rennes. Parfois ardu à lire pour non initié à la sociologie. Des interviews en revanche intéressantes et accessibles.*

■ **La fabrication de l'information**, par Florence Aubenas et Miguel Benasayag, éd. La Découverte.

■ **Comment manipuler les médias : 101 recettes subversives**, de Patrick Farbiaz, éd. Denoël, 1999. *Dans ce livre épais, l'auteur, un "activiste antimédia", et l'un des créateurs de l'association Les pieds dans le PAF, répertorie de multiples moyens d'utiliser les médias et de les détourner pour faire passer un message militant en imaginant des trucs et astuces presque infinis.*

■ **Informer sur l'information**, *petit guide de l'observateur des médias, co-écrit par PLPL et l'Acrimed (diffusé par Co-errances). Pratique mais un peu court sans doute : au-delà de l'observation et de la critique des médias, quelles pistes proposer, notamment aux journalistes ? La critique est aisée, mais les propositions sont rares.*

■ **Revue internationale situationniste**, collectif, intégralité des numéros réédités aux éditions Fayard, 1997. *Idéale pour se replonger dans l'univers d'une revue radicale, écrite sans concession dans les années 1960, et qui préfigure largement le mouvement de Mai 1968. De nombreux thèmes y sont pertinemment abordés : la psychogéographie, l'urbanisme unitaire, mais aussi la marchandisation de la vie, les manipulations de l'information, du langage et la censure, les tromperies intellectuelles, les jeux de pouvoir, le colonialisme... Une revue qui n'a pas perdu de sa valeur malgré le temps : à lire donc, pour public motivé !*

■ **"Libres antennes, écrans sauvages"**, revue *Autrement*, n° 17 de février 1979 (épuisé).

Lieux-ressources

■ **La Médiathèque La Riche,** place Leclerc, 37520 La Riche, tél : 02 47 76 60 80. Courriel : mediatheque.lariche@wanadoo.fr ; site : http://www.ville-lariche.fr/site_media/maquette/pages/fonds_mureau.htm. *Le Fonds Mureau, conservé au cœur de cette médiathèque, près de Tours, est constitué de journaux de presse alternative publiés de 1946 à nos jours. Cette collection compte près de 300 titres différents, soit 2500 exemplaires issus de la France entière et de quatre pays européens : Italie, Royaume Uni, Allemagne et Suisse. Dans leur majorité, les journaux datent des années 70-80 et ont une diffusion locale ou régionale, d'où la mention de "presse alternative d'expression locale".*

■ **La Bibliothèque nationale de France,** dépôt légal des périodiques, quai François-Mauriac, 75706 Paris Cedex 13, tél : 01 53 79 59 30. Site : http://catalogue.bnf.fr. *Dépôt légal d'un grand nombre de publications et périodiques rares, notamment alternatives. A noter que depuis une dizaine d'années, les archives nationales sont doublées par des archives régionales.*

Revues

■ **Fréquences libres**, 10, avenue Pierre-Sémard, 26000 Valence, tél : 04 95 06 40 28. Site : www.frequenceslibres.org *Revue épisodique sur les radios libres.*

■ **PLPL**, BP 70072, 13192 Marseille Cedex 20. Courriel : redaction@plpl.org ; site : www.plpl.org. *Revue critique de médias.*

■ **Passerelle Eco**, Corcelle, 71190 La Chapelle-sous-Uchon. Site : www.passerelleco.info *Pratiques et contacts pour vivre ensemble sur une même planète.*

■ **Le Monde diplomatique**, 1, avenue Stephen-Pichon, 75014 Paris, tél : 01 53 94 96 01. Site : www.monde-diplomatique.fr/revues. *Mensuel avec une riche rubrique "Dans les revues" en fin de chaque numéro. Plus de 200 listées sur leur site.*

■ **Manière de Voir** n°80, "Combats dans les médias".

■ **Le P'tit gavroche**, 9, rue des Pierres-Plantées, 69001 Lyon, France. Site : www.guidaltern.org *A paraître début 2006, revue dédiée aux médias alternatifs, avec dossier thématique. Cherche personnes collaboratrices.*

■ **Particule**, à Rennes. Site : www.rennet.org/particule.

■ **Fakir**, 34 rue Pierre-Lefort, 80000, Amiens, tél/fax : 03 22 33 04 77. Site : www.fakirpresse.info

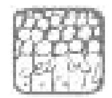
■ **Graswurzel revolution**. Site : www.graswurzel.net Revue allemande assez proche de l'esprit Silence.

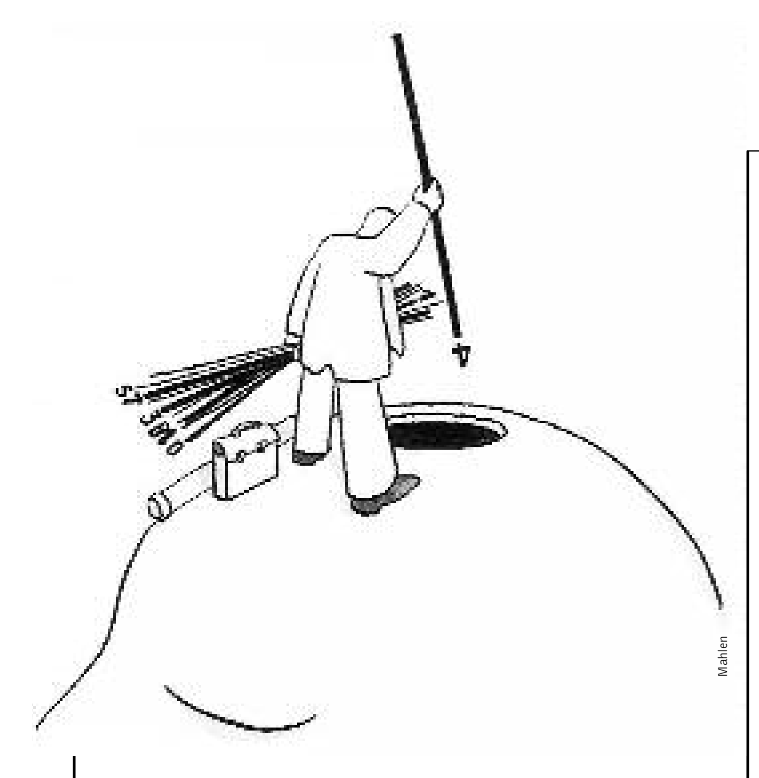
■ **Les Renseignements généreux** : brochures courtes et très pertinentes notamment sur la Françafrique, la démocratie, le blanchiment de l'argent, des critiques sur le commerce dit "équitable"... Site : http://rengen.ouvaton.org

Autres sites

■ **Indymedia.org** : plusieurs sites existent en France, notamment à Lille, Grenoble, Paris et Nantes. Site : http://www.indymedia.org/fr

■ **Samizdat.net** (hacktivist news service), site : http://www.samizdat.net





Mahlen

Publicité

■ **Paris : retour dans le métro.** Après différents épisodes judiciaires, la RATP pensait sans doute avoir fait plier le mouvement antipub. Raté : le 8 décembre au soir, plusieurs centaines de publicité ont été détournées par des groupes dispersés sur les différentes lignes.

■ **Paris : les Déboulonneurs.** Une centaine de personnes a participé aux premières actions "à visage découvert" le dernier vendredi de chaque mois. Il s'agit, par une action de désobéissance civile, de demander une révision restrictive des lois qui régissent les panneaux publicitaires. A chaque action, les manifestants attendent la police et demandent à être inculpés, sans succès pour le moment. *Collectif des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris.*

■ **Le Mans : procès de barbouilleurs.** Pour avoir recouvert de blanc d'Espagne (un produit que la pluie efface) des panneaux publicitaires, quatre personnes sont passées en procès le 24 novembre au Mans. Premier procès de désobéissance civile antipublicitaire, le procureur a affirmé qu'il fallait respecter la loi et écrire à son député si l'on est gêné par un panneau ! Quand un inculpé a mentionné qu'il avait été choisi arbitrairement parmi une vingtaine de personnes, le procureur a demandé les noms, annonçant qu'"il se ferait un plaisir de les faire citer". Une voix est alors montée de la salle pour donner son nom et son adresse, puis une deuxième... et jusqu'à une dizaine. Le procureur n'a pas insisté. Une peine d'intérêt général a été demandée, délibéré le 26 janvier. Soutien auprès de *Pierre Humeau, 126, rue du Pavé, 72000 Le Mans, tél : 02 43 23 13 20.*

■ **Record européen**. Avec un million de panneaux publicitaires, la France arrive en tête de l'Europe pour le décervelage. Selon *Paysages de France*, entre 30 et 40% de ces panneaux sont implantés de manière illégale.

Les racailles de France

Le 5 décembre, 300 plaques commémoratives ont été apposées dans différents lieux de Paris, avec dix textes différents du genre : "A la mémoire des grands-parents de la racaille venus défendre la France chaque fois qu'elle était en guerre. (...) En avril 1917, ils étaient 170 000 à se battre aux côtés des Français. Leurs enfants et petits-enfants méritent la patrie" ou "Hommage aux centaines de milliers d'immigrants venus construire et reconstruire une France qui maintient depuis toujours leurs enfants et petits-enfants au ban de sa société. A quand une loi sur le rôle positif de l'immigration ?". L'initiative a été signée "Les racailles de France", un groupe d'étudiants (onze filles et cinq garçons) qui ont ensuite accepté une interview dans *Le Monde* du 10 décembre. Réflexion : "En 1968, on n'a pas mis les jeunes en prison car ils étaient les enfants de la bourgeoisie. Nous oui, car nous sommes les enfants de personne".

Toujours plus d'exclus

Si le chômage a baissé très légèrement en 2005 (-0,5 %), c'est parce que les statistiques sont faussées, même l'UDF le dénonce. Aujourd'hui, près d'un chômeur sur deux n'est plus indemnisé par les Assedic et ne s'y inscrit donc pas forcément. Environ 25 % des salariés vivent aujourd'hui avec des contrats précaires. Signe de l'augmentation de l'exclusion : le nombre de RMIistes a augmenté lui de 5,2 % en un an. Et encore : un jeune de moins de 25 ans sur quatre est au chômage... et n'a pas droit au RMI. Selon un sondage, 36 % s'estiment en difficulté financière.

Discrimination à l'embauche

Dans le cadre d'une enquête réalisée par la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, il ressort qu'à l'embauche, la première cause de discrimination est le handicap physique devant le nom maghrébin et l'âge de plus de 50 ans.

CALAIS

Aide aux démunis sanctionnée



DR

Pour avoir hébergé des personnes en situation irrégulière (qui cherchaient à passer en Angleterre), Jean-Claude Lenoir et Charles Frammezelle se voient condamnés à un total de 8000 € d'amendes. Leur unique crime : donner assistance à des personnes en détresse ! Les associations qui les soutiennent ont rappelé que si des militants ont choisi d'accepter d'héberger des réfugiés, c'est parce que les services de l'Etat ne le font plus depuis la fermeture du centre de Sangatte. On peut envoyer de l'argent en soutien à l'adresse suivante : *Salam Calais, maison pour tous, 81, boulevard Jacquard, 62100 Calais.*



DR

La pointeuse biométrique, montrée du doigt.

Action contre le contrôle social

Le 17 novembre, au moment du repas de midi, une vingtaine de clowns se sont présentés pour jouer un sketch à l'entrée du réfectoire du lycée de la Vallée-de-Chevreuse (Essonne). Cet établissement situé dans la technopole de Saclay (avec des laboratoires du CEA, du CNRS, de Polytechnique et de grandes multinationales) expérimente un dispositif biométrique pour contrôler le flux des élèves au self-service. Tout en distribuant un tract expliquant aux élèves comment ils se font surveiller par le biais de leur carte biométrique qui peut être lue en d'autres endroits que l'établissement scolaire, quelques clowns ont détruit à coups de marteau deux bornes de lecture des cartes. Les clowns ont alors été violemment pris à parti par les surveillants et des élèves et trois personnes ont été interpellées. Traduites en flagrant délit le 19 novembre à Ivry, le procès a été reporté au 16 décembre. Les dégâts sont estimés à 15 000 €. Délibéré en attente.



Environnement

CHINE

Croissance insoutenable

Dans *Der Spiegel* du 7 avril 2005, Pan Yue, ministre de l'environnement en Chine avoue que *"le miracle économique va bientôt prendre fin car l'environnement ne peut pas suivre. Un tiers de notre territoire reçoit des pluies acides, la moitié de l'eau de nos sept grandes rivières est maintenant inutilisable, alors qu'un quart de nos citoyens n'ont pas accès à l'eau potable (...) La Chine va avoir dans les années à venir plus de 150 millions d'émigrés écologiques (...) Nous avons fait l'erreur de croire que la croissance économique et les ressources financières qu'elle apporte allaient nous permettre de répondre aux crises environnementales et à l'augmentation de la population"*.
La croissance chinoise s'accompagne d'une multitude d'accidents industriels provoquant de nombreux dégâts. Suite à une importante pollution d'une ville par le benzène à la suite de l'explosion d'une raffinerie de pétrole, le ministère de l'environnement chinois a reconnu qu'en 2004, le coût des accidents industriels avait atteint 6 % du budget national et qu'ils ont provoqué 225 000 morts ! La vie humaine ne vaut pas cher dans la dictature chinoise.

Déchets

■ **Moins de déchets, plus de culture**. La ville de Rotterdam a mis en place une carte de fidélité qui permet de cumuler des points en choisissant des produits à faible teneur de déchets. Une liste de ces produits est fournie avec la carte et régulièrement actualisée. Des points sont aussi accordés à ceux qui amènent leurs déchets en déchetterie ou dans des lieux de réparation. Les points cumulés donnent droit à des remises sur les activités culturelles de la ville et l'accès gratuit aux transports en commun. *(Changement climatique, Sabine Rabourdin, éd. Delachaux et Niestlé)*

■ **Stop le plastok !** Une vingtaine d'associations dont Agir pour l'environnement, France-Nature-Environnement, le CNIID, la ligue pour la protection des oiseaux... ont lancé une campagne contre les bouteilles en plastique en déversant une montagne de bouteilles vides devant le siège de Danone le 22 novembre dernier. Les associations demandent l'interdiction des bouteilles en plastique de petite taille, la mise en place d'un réseau de bouteilles réutilisables et l'engagement de Danone à diminuer le nombre des bouteilles en plastique mono-usage (7 milliards par an actuel-


DR

Changement climatique

■ **Cent fois plus vite.** Ceux, de moins en moins nombreux, qui continuent à affirmer que le réchauffement climatique actuel peut être naturel devront revoir leurs arguments : des études présentées au sommet mondial sur le changement climatique montrent que l'élévation de température actuelle est cent fois plus rapide que lors de réchauffements naturels antérieurs.

■ **Groenland : un glacier s'emballe !** En 1988, la vitesse du glacier Kangerdlugssuaq est mesurée, elle est alors de 5 km par an. Une nouvelle mesure faite cette année montre que le glacier se jette dans la mer à la vitesse de 14 km par an, soit presqu'un triplement de vitesse qui s'explique par le réchauffement du sous-sol et qui précipite en grand nombre des icebergs qui vont fondre dans la mer. *(Greenpeace, automne 2005)*

50 40 30 20 10 0 -10 -20 -30 -40 °C
120 100 80 60 40 20 0 -20 -40 °F

■ **Russie : le bon élève ?** Lors du sommet mondial sur le climat qui s'est tenu fin novembre à Montréal, un point a été fait sur les engagements de réduction des gaz à effet de serre pris dans le cadre de Kyoto. Les Etats-Unis qui ont refusé de s'engager, ont augmenté leurs émissions de 13 % depuis 1990 alors qu'ils devraient baisser de 7 % d'ici 2010. Les Australiens qui ont eux aussi refusé de signer, ont augmenté de 20 % au lieu d'une baisse de 6 %. Les Japonais, signataires, ont augmenté de 12 % au lieu de baisser de 6 %. Le Canada, signataire, a augmenté de 20 % au lieu de baisser de 6 %. L'Europe a baissé de 2,5 % mais doit atteindre -8 %. La Chine qui ne s'est engagée à rien, est en train de rattraper les émissions des Etats-Unis. Reste la Russie qui devait stabiliser ses émissions... et qui les a baissées de 39 %. Apparemment bon élève, la Russie est surtout victime d'un effondrement de son économie et de la baisse de sa population (500 000 habitants en moins chaque année !).

■ **Les Inuits portent plainte.** Profitant de la réunion sur l'après-Kyoto qui s'est tenue à Montréal début décembre, les Inuits de l'Alaska et du grand Nord canadien ont rendu publique leur plainte devant la commission des droits humains de l'Organisation des Etats américains. Cette plainte est contre les Etats-Unis qui, en refusant de s'engager dans une baisse des émissions de gaz à effet de serre, provoquent le réchauffement du nord du continent et par là la mort de leur mode de vie.


DR

■ **Conséquences biologiques considérables.** Tous les organismes vivants ont la possibilité de s'adapter à une hausse des températures... à condition d'en avoir le temps. Ce qui inquiète aujourd'hui les biologistes qui travaillent sur la question, c'est l'accélération du phénomène qui rend l'adaptation impossible pour de plus en plus de variétés, en particulier dans le monde végétal où le déplacement vers le nord est possible et constaté, mais extrêmement lent.

AUVERGNE

Vulcania dans le rouge

Pendant des années, écologistes et protecteurs de l'environnement se sont opposés au projet mégalomane de Giscard, Vulcania. Le "parc européen du volcanisme" devait "désenclaver l'Auvergne". Annoncé à 44 millions d'euros, il en finalement coûté 130 ! Pour être rentable, il lui faut 500 000 visiteurs par an. En 2002, pour son année d'ouverture, attrait de la nouveauté aidant, il y a 628 000 visiteurs, mais dès la seconde année, cela chute à 387 000 entrées et un déficit de 2,14 millions d'euros est enregistré. Un audit réalisé pour le compte de la région depuis passée à gauche, indique que le choix d'un site enterré empêche de modifier suffisamment les attractions pour maintenir l'intérêt, que les visiteurs sont surtout ceux de la région et non de l'Europe... et que l'on peut prévoir une chute de fréquentation autour de 200 000 visiteurs par an. Chers contribuables auvergnats, il va falloir maintenant payer ! *(Territoires, juin 2005)*


DR



Action citoyenne pour une alternative aux pesticides

Un rapport publié le 22 septembre 2005 par la Commission royale britannique sur la pollution environnementale (RCEP) donne un avertissement sérieux sur les effets négatifs des pesticides et les risques encourus par les riverains ou par les personnes se trouvant à proximité des zones de pulvérisation, ce qui inclut toute personne vivant près des zones cultivées ainsi que les promeneurs parcourant la campagne alors que des pesticides sont pulvérisés.
Le rapport demande de repenser l'évaluation des risques des pesticides, la reconnaissance d'un lien possible entre exposition aux pesticides et problèmes de santé, la mise en place d'un programme d'évaluation de l'exposition et des effets sur la santé qui permettrait de déterminer l'importance réelle du problème, la reconnaissance des conflits d'intérêt potentiels qui existent dans le système actuel d'évaluation et la nécessité de revoir l'organisation de ce système. Elle demande que le public soit obligatoirement averti avant traitement avec une signalisation d'alerte sur le site. Enfin, elle demande que le droit d'accès à l'information contenue dans les registres de pulvérisation des fermes soit accordé. L'association internationale Pesticide Action Network s'est félicitée de ce rapport qui reprend en grande partie leurs revendications. En France, le MDRGF, Mouvement pour le droit des générations futures, demande qu'une telle étude soit faite en France alors que se multiplient les pulvérisations aériennes à proximité des habitations.
L'ACAP, Action citoyenne pour une alternative aux pesticides, est un collectif d'associations ayant comme objectif d'informer sur les dangers sanitaires liés à la pollution de l'eau, du sol, de l'air, des aliments, des corps… par les pesticides. Elle organise du 21 au 29 avril 2006, au niveau national, une semaine des "alternatives aux pesticides". Afin que cette semaine ait le maximum de visibilité, un appel est lancé pour qu'associations, communes, collectifs, s'investissent dans l'organisation d'une ou plusieurs manifestations telles que : visites de jardins et vergers bio, conférences, diffusion de films comme "Pesticide non merci", rencontre avec les élus, collecte d'emballages vides, promotion de la bio dans les cantines… Toutes les idées sont les bienvenues.
Pour participer ou pour en savoir plus : *Nadine Lauverjat, ACAP, MDRGF, Escalier B, 1er étage, 92, rue de Richelieu, 75002 Paris, tél : 01 45 79 07 59.*

lement). Les vieux lecteurs de la revue se souviendront que Silence avait animé une campagne sur le même thème dans les années 80 alors qu'à l'époque France-Nature-Environnement misait sur le recyclage de ces bouteilles en plastique. Un recyclage qui, comme nous le dénoncions alors, n'a jamais été mis en place faute de débouchés, le plastique se dégradant en cas de réutilisation.

■ **Electronique.** En 1997, la moyenne d'âge des ordinateurs mis à la casse était de cinq ans. Fin 2005, cette moyenne est tombée à deux ans ! En 2004, il s'est vendu 674 millions de téléphones portables dans le monde… leur durée de vie est en moyenne de six mois. Conséquence de cette débauche technologique : au niveau mondial, les déchets électroniques représentent déjà 5 % des déchets et on s'attend à un triplement dans les cinq ans à venir ! *(Greenpeace magazine, hiver 2005)*

■ **Dangereuses piles.** On compte en moyenne 25 appareils à piles dans chaque foyer français et fin 2004, le taux de récupération des piles usées n'était que de 34 %, ce qui signifie que deux piles sur trois finissent dans les déchets habituels, provoquant une importante pollution lorsqu'elles sont ensevelies ou incinérées. Le cadmium et autres métaux lourds (mercure, nickel, plomb, zinc…) contenus dans une pile peuvent provoquer des maladies respiratoires et osseuses, une fatigue extrême, des maux de tête, etc. Jeter une pile est illégal, mais le système de retour aux lieux de vente ne fonctionne pas suffisamment. Le plus simple ne serait-il pas d'opter pour d'autres alternatives moins polluantes : branchement au secteur (ce qui consomme 1000 fois moins d'énergie qu'avec une pile !), batteries rechargeables, batteries solaires… ou choix d'autres produits fonctionnant sans piles.



Contre la chasse à courre

Il existe aujourd'hui 465 équipages de chasse à courre contre 154 en 1975. La récente loi britannique du 18 février 2005, interdisant cette pratique outre-Manche, on peut s'attendre à une nouvelle forme de tourisme. Une pétition circule demandant l'abolition de la chasse à courre. On peut se la procurer auprès du *Collectif pour l'abolition de la chasse à courre, Kerandour, 22110 Glomel.*

Transports

■ **Drogués de mobilités !** Selon une étude de l'Insee publiée début septembre, en euros constants, un ménage français consacrait 145 euros par mois au transport par automobile en 1960, 1588 en 1980, 4074 en 2000, 4273 fin 2004. Fin 2004, il faut encore ajouter près d'un millier d'euros pour les autres modes de transport. Pour le budget automobile, les carburants représentent environ un quart des dépenses, ce qui veut dire que lorsque vous faites un plein à 50 €, vous dépensez en fait directement 200 € en intégrant vos autres coûts du déplacement (voiture, parking, péages, parcmètres, garagiste…). Il faut encore y ajouter ce que vous payez par vos impôts (hôpitaux, aides aux handicapés, réalisation des routes…).

■ **Morts sur la route.** En 2005, la route n'a tué "que" 5000 personnes en France, 50 000 dans l'Union européenne, plus de 100 000 en Chine. Peu de guerres font autant de victimes, et surtout avec autant de soutien de la part des victimes. Même si le gouvernement peut se vanter d'avoir sérieusement réduit le nombre de morts en France, cela reste encore insuffisant.

■ **Réduire la vitesse.** Selon une étude du Transport Research Laboratory de Londres, baisser la vitesse des voitures de 3 km/h en moyenne permettrait de diminuer de 5000 le nombre de morts en Europe. Le gouvernement des Pays-Bas a annoncé son intention de réduire la vitesse à 80 km/h en dehors des villes. En Suède, la vitesse sur autoroute est limitée à 110 km/h, 90 km/h sur les 4 voies, 70 km/h sur les voies ordinaires. Un sondage réalisé début septembre en France indique que 57% des Français seraient favorables à une baisse de la vitesse sur route à 80 km/h.

■ **Radars.** La France compte 1000 radars fin 2005. Cela en fait un tous les 1000 km de route ! Comme ils sont indiqués, autant dire que les chauffards peuvent continuer à risquer la vie des autres. A titre de comparaison, on en compte 7700 en Grande-Bretagne et 5000 aux Pays-Bas. *(Fnaut-Infos, septembre 2005)*

■ **Supprimer la voiture ?** Les quantités de personnes qui se déplacent actuellement en voiture nécessiteraient une multiplication des trains, des bus et des avions par quatre pour pouvoir supprimer la voiture… et ceci en supposant que tous roulent pleins, ce qui serait évidemment impossible. Le recours aux transports en commun pour limiter la consommation de pétrole ne peut donc suffire : il va vraiment falloir diminuer la mobilité des personnes. *(source : La Vie après le pétrole, éd. Autrement)*

■ **Lyon : succès des Vélo'v.** Après six mois de fonctionnement, la mise en place d'un parc de vélos collectif à Lyon vole de succès en succès. Actuellement, chacun des vélos parcourt en moyenne 30 km par jour soit une distance quotidienne parcourue de 60 000 km ! (pour 2000 vélos), soit le triple que ce que prévoyait l'étude préalable. L'arrivée des mauvais jours, avec de la neige en novembre, a fait baisser l'usage du vélo pendant le week-end (déplacements de loisirs) mais n'a pratiquement pas fait baisser l'usage en semaine (déplacements de nécessité). Les étudiants ont massivement recours au Vélo'v ce qui a obligé à agrandir les parcs de stationnement à proximité des différentes universités. Autre surprise : les usages de la nuit. Les Vélo'v restent très utilisés après la fermeture des transports en commun, entre minuit et cinq heures du matin. Point négatif : les nouveaux cyclistes ne savent pas qu'il faut se lever de sa selle pour monter sur un trottoir et une cinquantaine de roues arrière sont voilées chaque jour !

Résistances au

Depuis plusieurs mois, le Val de Suse est en ébullition. La manifestation du 16 novembre a réuni 80 à 100 000 personnes pour dire d'une seule voix : "No TAV" (non au TGV) !

Le Val de Suse, dans la région du Piémont en Italie, est une vallée des Alpes un peu perdue, frontalière avec la France. La cause de la colère et de la résistance, c'est le projet de nouvelle ligne ferroviaire dit *TGV Lyon-Turin*. Il mijote depuis au moins une dizaine d'années, annoncé depuis fort longtemps au niveau européen dans les futurs grands travaux pour construire de nouvelles voies de circulation, notamment sous les Alpes. Du côté français, c'est la région Rhône-Alpes qui est concernée. Cette nouvelle ligne, qui se déclinerait en une partie fret et une partie voyageurs, engagerait des travaux énormes dans la région. Le plus impressionnant et le plus difficile à réaliser serait le gigantesque tunnel de 53 km sous les Alpes, qui partirait de Saint-Jean-de-Maurienne pour ressortir en Italie, dans le Val de Suse justement. Le coût des travaux est estimé à 13 milliards d'euros ! Autant dire que ce projet pharaonique est certainement le plus gros chantier européen des vingt prochaines années. L'enjeu est de taille.

Du côté des politiciens, tout le monde s'accorde pour promouvoir le TGV Lyon-Turin. Les deux Etats (italien et français) ont déjà signé des accords de principe. La présidente de la région du Piémont et la confédération syndicale CGIL vont dans le même sens. Du côté français, le conseil régional, le conseil général de Savoie et les élus des municipalités comme celles de Chambéry ou de la vallée de la Maurienne, sont sur la même ligne : oui au TGV Lyon-Turin ! L'Europe soutient, et a déjà déboursé quelques dizaines de millions d'euros. Mais le projet peine à démarrer… Seules les galeries de reconnaissance dans la vallée de la Maurienne ont marqué le début des travaux, alors que la première galerie de reconnaissance côté italien devait justement commencer à être creusée cet automne à Venaus. C'est que 13 milliards d'euros au bas mot et 500 millions d'euros uniquement pour les travaux de reconnaissance, ça ne se trouve pas facilement, même dans les caisses des Etats les plus riches de la planète.

Le deuxième problème qui s'annonce difficile à surmonter pour tous les promoteurs du projet, c'est la résistance active de la population piémontaise.

Depuis plus de dix ans que la lutte existe en Italie, les dernières démonstrations de résistance au projet réaffirment la détermination des habitant-e-s de la région. Dans le Val de Suse, le 4 juin 2005, au moins 30 000 personnes parties de la petite ville de Suse rejoignent le site du chantier de la galerie de reconnaissance de Venaus. Le 31 octobre, un énorme mouvement d'opposition embrase la vallée italienne, empêchant les forces de l'ordre d'avancer vers les lieux de sondage. Les ouvriers des usines se mettent en grève : le train entre Modane (France) et Turin sera bloqué plus de trente fois. Cette journée se termine par des fêtes populaires dans les villages. Les jours suivants, les heurts continuent avec la police et les arrestations se multiplient. Dans la vallée, la population, réunie en assemblées générales, appelle à la grève générale pour le 16 novembre. Ce jour là, l'appel est largement suivi, et c'est de 80 000 à 100 000



DR

1) 8 décembre 2005 : des milliers de policiers déployés dans la vallée...



DR

2) Les manifestants passent alors par la montagne...

DR

3) ...et investissent le chantier en force.

Lyon-Turin



personnes qui manifestent. Tous les commerces ont baissé leur rideau et, des gamins aux plus vieux, tous et toutes sont dans la rue et dans la montagne. Dans une vallée qui compte 50 000 habitant-e-s, les renforts sont venus de toute la région et de la capitale du Piémont, Turin. Dans le Val de Suse, les élus municipaux (et même les curés !) ont depuis longtemps senti le vent tourner et rejoint la population dans son opposition au TAV. La vallée se trouve actuellement sous occupation policière avec plus de 15 000 agents sur place. Pendant ce temps, dans la région Rhône-Alpes, le consensus pro-TGV se maintient. Même les communes de la Maurienne, qui seront touchées de plein fouet par les chantiers pour n'en tirer aucun bénéfice, restent favorables au projet. Seules quelques timides voix commencent à émerger.



DR

Comment faire passer la pilule

Les raisons de refuser la nouvelle ligne ne manquent pourtant pas. Dans le Val de Suse, on fait savoir qu'une vallée de montagne déjà parcourue par une autoroute, deux routes nationales, une ligne ferroviaire et deux lignes électriques ne peut accueillir une nouvelle infrastructure sans que cela engendre des effets négatifs insupportables sur l'environnement, et tout simplement sur la vie dans cette région. Une nouvelle ligne avec un flux continu de trains aurait des conséquences graves sur la santé, avec une pollution électromagnétique et sonore, notamment la nuit. De plus, toute la région jusqu'à Turin deviendrait un immense chantier pendant 15 à 20 ans, avec des centaines de camions quotidiens supplémentaires transportant les matières extraites de la montagne ! Sans oublier que les premières études ont montré que de l'amiante et de l'uranium à l'état naturel se trouvent dans la roche, et seraient remontés à la surface lors des travaux d'excavation.

En Italie, l'arrogance du gouvernement est telle qu'il a cru pouvoir se passer d'informer ou de consulter la population locale, ce que les plus modérés lui reprochent. Mais la plupart des Piémontais-es disent que c'est justement parce qu'ils se sont informé-e-s par leurs propres moyens, et qu'ils connaissent donc la réalité du projet, qu'ils s'opposent de toutes leurs forces au Lyon-Turin.

Du côté français, le mouvement de résistance italien inquiète les promoteurs du projet, qui ne cessent de dire que la démarche pour présenter le TGV Lyon-Turin a été différente en France ; selon eux, cela expliquerait l'inaction, voire le point de vue favorable, des populations locales sur le sujet. Il est vrai que l'Etat français et les collectivités territoriales ont procédé autrement qu'en Italie, probablement échaudés par la résistance au tunnel du Somport, qui a duré des années, ou par celle des opposant-e-s aux nouvelles lignes TGV. La démarche s'est donc voulue plus participative, cherchant à faire croire aux gens qu'ils avaient leur mot à dire, pourvu qu'ils aillent dans le même sens que ceux qui décident. En guise de pseudo-débat démocratique, l'information, ou plutôt la communication, se fait à coup d'expositions, comme à Chambéry, où les habitant-e-s et les écoliers ont été invité-e-s à découvrir le "grand projet". La presse locale et les publications des collectivités ont fait l'apologie du progrès technologique pour associer les opposant-e-s à une attitude passéiste, tout en présentant à la population l'aspect inéluctable de l'augmentation du trafic de marchandises et donc l'obligation d'anticiper cette évolution.

Enfin, l'argument décisif sur lequel les responsables s'appuient aujourd'hui, c'est le ferroutage comme alternative au tout-routier.

L'argument du ferroutage

Après avoir délibérément favorisé le tout-routier et le lobby du transport sur route, les élu-e-s découvrent les vertus du ferroutage pour mieux faire passer la pilule du TGV Lyon-Turin.

Le TGV, dans sa version voyageurs, ne peut intéresser que les cadres et patrons des deux capitales régionales, et l'intérêt pour les populations locales est inexistant : ils n'en verront que les nuisances, et peuvent très bien se contenter des lignes actuelles pour voyager, d'autant plus que ce TGV ne s'arrêtera que très peu entre les deux métropoles, les petites gares locales étant "oubliées" par la grande vitesse. Par contre, l'argument du ferroutage fait mouche, notamment dans les vallées de Maurienne ou du Mont-Blanc, asphyxiées

par des milliers de camions (plus de 6000 par jour). Et c'est également pour cette raison que, de gauche à droite, tout l'échiquier politique français soutient le projet. Ainsi, les Verts, ne voyant pas plus loin que le bout de leur nez, s'engouffrent dans sa promotion.

Et pourtant, cet argument ne tient pas la route…


DR

8 décembre : envahissement du chantier sous les lacrymogènes



DR

17 décembre : manifestation à Turin

Les prévisions d'augmentation du trafic de marchandises sont vertigineuses. Ce qui se profile, ce n'est pas un transfert des camions vers le rail, qui se ferait naturellement selon les élu-e-s, mais bien l'augmentation généralisée du trafic, à la fois sur les routes et par le train, pour peu que celui-ci devienne plus avantageux économiquement pour les entreprises de transport. Le Lyon-Turin, comme tous les projets du même type, ne permettra aucunement d'éviter le transport routier désastreux, mais servira, dans 15 à 20 ans, à absorber partiellement l'augmentation du transport de marchandises à travers l'Europe. Sur route, sur rail, ce sera toujours plus de transports, toujours plus de pollutions.

Nous ne pouvons, en effet, déconnecter cette problématique locale (au niveau des Alpes) de la question de la production et du transport des biens. Nous savons tous aujourd'hui que les capitalistes et les Etats cherchent à produire au moindre coût pour augmenter leurs marges de profit sur un marché qui a atteint l'échelle européenne, voire mondiale. Nous avons tous entendu ces exemples qui montrent l'absurdité de l'organisation capitaliste de la production, où un produit fera le tour de l'Europe avant d'être fini, et parfois de revenir au point de départ pour être vendu, les patrons allant chercher la main d'œuvre surexploitée à moindre coût là où elle se trouve, au sud, à l'est de l'Europe… C'est ce qui entraîne l'explosion du transport de marchandises, avec son corollaire de pollutions, de dangers (accidents), de transports vides (un camion sur trois), d'usure des routes, et la nécessité de construire toujours plus d'infrastructures de circulation et de communication. Tous ces coûts étant assumés par la collectivité, pour le plus grand bénéfice des entreprises ! Et puisque l'on parle de la vraie raison du projet – adapter le territoire aux besoins du capitalisme – n'oublions pas que le juteux marché de 13 milliards d'euros pour la construction de la ligne doit faire rêver plus d'un patron. Il paraît qu'en Italie, Berlusconi aurait des intérêts directs dans le futur marché de la ligne (on n'est jamais si bien servi que par soi-même) ; en France, on imagine que cela se fera dans la plus grande transparence…


DR

Quelles alternatives ?

Les solutions alternatives à court terme existent pourtant.

Il suffirait de favoriser réellement le ferroutage sur les lignes ferroviaires existantes qui traversent les Alpes, en les développant et en les adaptant. L'urgence d'un transfert de la route sur le rail, c'est aujourd'hui, et pas dans 15 ou 20 ans ! Encore faut-il qu'il y ait une réelle volonté politique alors que le fret SNCF est en diminution et que le lobby routier est tout-puissant.

Fondamentalement, il est évident que c'est le modèle capitaliste qui doit être remis en cause.

Pour empêcher les productions inutiles, réévaluons nos besoins réels. Favorisons également la production locale et sa consommation sur place, qui limitera les transports.

Il s'agit donc bien de reprendre nos vies en main, en exerçant un contrôle des modes et des choix de production, de transport et de distribution, en les gérant directement, ici comme en Ukraine (pays héritant de l'accident de Tchernobyl) ou ailleurs.

Le concept de décroissance est particulièrement adapté à cette problématique. La situation et les enjeux du Lyon-Turin illustrent bien la fuite en avant d'un capitalisme qui nous conduit dans une impasse, un monde invivable. Cela nous montre également que les Etats et leurs représentants locaux ont un seul objectif : satisfaire le système capitaliste, qui les en remercie grassement, au détriment de gens surexploités d'un côté et crevant de la pollution de l'autre, tout en subissant les délocalisations de production.

Aujourd'hui, il est crucial de soutenir la résistance dans le Val de Suse par notre solidarité, en faisant circuler l'information sur la situation locale, et en développant la lutte là où nous vivons.

C'est sur notre terrain, dans nos villes et villages, au sein de nos associations, qu'il convient de créer un rapport de force susceptible d'infléchir les décisions politico-économiques. Face à l'Etat et à la logique de profit, nous choisissons l'action directe et collective qui s'attaque à la seule corde sensible du pouvoir : celle de l'argent !

Fédération anarchiste de Chambéry. ■



Le Pendolino italien qui se penche dans les virages peut traverser les Alpes à 160 km/h sur les voies actuelles.

Depuis l'écriture de ce texte, la lutte a connu de nombreux rebondissements. En voici un résumé :

28 novembre : La police prend position à 3h du matin à Venaus pour protéger les travaux de sondage préalable de ce lieu choisi pour abriter l'entrée du tunnel de 53 km. Le lendemain, une manifestation réunit 30 000 personnes, 5000 autres se rendent sur le site du chantier de Venaus pour empêcher la police de prendre possession de la totalité des terrains. L'occupation permanente est décidée.
6 décembre : C'est vers 3h30 du matin qu'un millier de policiers et carabiniers attaquent le site occupé de Venaus. Ils matraquent les 200 habitants qui dorment là avant de raser tout le campement au bulldozer. 19 personnes sont blessées. A l'annonce de l'attaque, les habitants de toute la vallée de Venaus à Turin descendent dans les rues, les églises sonnent le tocsin. Petit à petit, tout s'arrête en une grève générale spontanée et sauvage : usines, écoles, bureaux, établissements publics, trains de banlieue... L'autoroute, les routes nationales et la ligne de train sont bloquées plusieurs fois par des barrages et des barricades, érigés par des personnes de tous âges.
8 décembre : Parties de Susa, 30 000 personnes manifestent en direction de Venaus, dont l'accès est bloqué par des milliers de policiers. Certaines choisissent l'affrontement direct avec la police ; d'autres le contournement par la forêt. Après plusieurs heures d'escarmouches, les derniers 250 flics, encerclés de toute part, lâchent prise et le chantier est réoccupé pour quelques heures par des milliers de Valsusains.
9 décembre : Rassemblement en solidarité avec la lutte en Val Susa à Grenoble, devant le siège des Verts Isère, pour protester contre la participation de leurs élus à ce projet. Un autre a lieu le lendemain à Chambéry devant la mairie.
10 décembre : Réunion au sommet à Rome entre ministres, responsables locaux des petites communes du Val Susa, un responsable des chemins de fer italiens et le maire de Turin. A la sortie, le gouvernement italien promet d 'attendre la remise d'un rapport sur l'impact sanitaire et environnemental du projet dans la vallée avant de lancer les travaux à Venaus. L'accord est interprété comme une "trêve olympique", les JO devant se dérouler en Val Susa à partir de février 2006.
17 décembre : Une nouvelle manifestation rassemble plus de 50 000 personnes à Turin.
7 janvier : Première grande manifestation contre le TGV côté français à Chambéry.



DR

A Turin le 17 décembre.



DR

Camp permanent aux abords du chantier.

Position des Verts

Les Verts français défendent depuis toujours le projet du Lyon-Turin. Ils pensent que le ferroutage est la seule solution pour éviter le problème des camions et soutiennent ainsi le "développement du rail". Leur prise de position récente sur la décroissance n'a pas l'air de leur avoir ouvert les yeux sur la véritable solution au problème des transports : la relocalisation de l'économie. Gérard Leras (président des élus Verts de la région Rhône-Alpes) pense que la contestation italienne est due à un "défaut de communication", c'est-à-dire que les autorités italiennes n'ont pas su manœuvrer les populations qui ont tout à perdre avec ce projet. Leur position est d'autant plus regrettable qu'elle sert de "caution écologique" aux promoteurs du TGV, qui s'appuient sur eux pour dire "qu'en France, tout le monde est d'accord". Les Verts italiens ont eux une position "décroissante" en demandant une baisse du trafic routier dans les Alpes et le maintien du Pendolino, train italien qui roule sur les voies actuelles, et qui en se penchant dans les virages permet déjà de franchir la montagne à 160 km/h.

Ambiance

Je suis allé plusieurs fois dans le Val Susa durant le mois de décembre et en suis revenu vraiment impressionné. Les rassemblements permanents sont de véritables lieux de rencontres, de confrontation réciproque et de passage des informations. Les jeunes, familles ou anciens y font vivre une expérience d'autogestion quotidienne. Chacun contribue comme il le peut, l'un fournissant les sièges, l'autre un poêle à chauffer, l'un cuisinant et l'autre portant du vin. A l'intérieur du mouvement, des discussions très vives ont eu lieu entre les groupes, notamment sur le rapport à la violence ou aux maires. Mais les différents points de vue n'ont pas empêché le mouvement de continuer et de s'élargir. Finalement, tout le monde s'est retrouvé uni dans la défense du terrain contre la police ; l'ambiance et la combativité s'améliorant au fil des jours. Je n'avais jamais vu une telle énergie collective.

Vincent Peyret ■





DR

Obésité
Les sodas en procès

Après le tabac et les chaînes de restauration rapide, une nouvelle série de procès s'annonce aux Etats-Unis : l'Etat de Massachusetts a attaqué Coca-Cola et Pepsi-Cola comme responsables partiellement de l'obésité des enfants. En cause, les distributeurs de boissons sucrées qui sont installés dans les établissements scolaires en échange d'une aide financière.

■ **Cobayes malades.** Une étude publiée par le *Journal of agricultural and food chemistry* par le CSIRO, plus grand organisme de recherche publique australien, montre que l'ingestion de petits pois modifiés génétiquement pour résister à des insectes, provoque chez des cobayes des maladies des poumons. L'article conclut : "*La réaction des cobayes à la protéine pourrait préfigurer des atteintes à la santé humaine*". *(Politis, 1er décembre 2005)*

■ **Suisse : moratoire.** Alors que le gouvernement militait ouvertement pour la culture des OGM, les électeurs suisses ont voté à 55,7 % pour un moratoire de cinq ans supplémentaires, comme le demandaient agriculteurs et associations de consommateurs. Victoire citoyenne.

■ **Bracelet électronique contre faucheurs !** A peine autorisé pour éviter les récidives, les procureurs demandent l'utilisation du bracelet électronique pour les inculpés dans les différents procès OGM. Ainsi, le travail de surveillance des gendarmes serait sans doute facilité. Cela aura au moins le mérite de favoriser la rotation des responsabilités au sein des faucheurs !

■ **Brest accueille les OGM ?** Alors que la région Bretagne s'est déclarée sans OGM, la ville de Brest a donné un avis favorable à l'extension des installations portuaires de Cargill, principal importateur de soja en France… soja de plus en plus d'origine transgénique. La mairie socialiste a indiqué avoir privilégié la création de 80 emplois. Une situation dénoncée par le collectif d'associations *Cohérence* qui dénonce le double discours des élus brestois présents au conseil général. *Cohérence, 2, rue Clairambault, 56100 Lorient, tél : 02 97 84 98 18.*

DR

Manifestation à Brest le 2 avril 2005.

■ **Québec : pour l'étiquetage.** Un sondage commandé par Greenpeace et rendu public le 14 novembre indique que 79% des Québécois sont pour un étiquetage des produits contenant des OGM. 8% ne savent pas, 13% seulement y sont opposés.

Nestlé pollué, REACH d'actualité

Nestlé a annoncé le 23 novembre le retrait de son lait maternel suite à une pollution de celui-ci par une substance provenant de l'emballage. Greenpeace a fait remarqué qu'en l'état actuel de la législation, l'introduction de cette substance dans l'emballage n'avait fait l'objet d'aucune étude et demande donc le renforcement de la directive REACH actuellement en débat au niveau européen pour le contrôle préventif avant utilisation de nouvelles molécules chimiques.

LOIRE-ATLANTIQUE

Journées d'été d'ALIS

ALIS, Association liberté information santé, organise du 1er au 4 juillet ses journées d'été au centre de vacances Domaine du Bois-Joubert, à Donges. Elle propose des conférences-débats : dimanche 2 à 9h30, *les dangers de l'aluminium dans les vaccins ;* lundi 3, à 9h30, *comment se libérer de nos peurs par rapport à la contrainte vaccinale ;* à 21 h, *santé de l'enfant et vaccinations.* Renseignements : *ALIS, 19, rue de l'Argentière, 63200 Riom.*

Téléphone portable

■ **De moins en moins nombreux !** Contrairement ce qu'essaient de nous faire croire les grands média qui encaissent les pages de publicité pour les grands opérateurs de téléphonie mobile, il y a de moins en moins d'abonnés à cet engin destructeur de santé ! Il a fallu le procès fait par l'UFC Que Choisir, fin novembre, contre les ententes illégales entre les trois opérateurs Orange, SFR et Bouygues, pour que soit rendu public le nombre d'abonnés : le maximum a été atteint en 2001 avec 14,66 millions d'abonnés (soit 23 % de la population) pour ensuite redescendre à 11,18 millions en 2003, derniers chiffres fournis au tribunal par le conseil de la concurrence. Cela ne représente donc plus qu'environ 17 % de la population et une perte de 3,42 millions d'abonnés. On est bien loin des affirmations comme quoi tout le monde a un portable !



DR

enfants comme cibles. Alors que le gouvernement nandé de prendre des précautions avec l'usage des télées portables par les enfants, que le parlement débat loi visant à interdire la publicité pour les enfants, a lancé une campagne de publicité le 19 décembre er proposant d'offrir des téléphones portables pour Noël ux enfants dès 11 ans, ciblant sur les possibilités d'écouter de la musique.

■ **Pas-de-Calais : une antenne accusée.** En 2004, une élève de l'école communale de Ruitz meurt d'une tumeur au cerveau. Un événement rarissime à cet âge. Or sur le toit de l'école est installée une antenne-relais pour la téléphonie mobile. Cette année, la découverte d'une deuxième tumeur chez une autre fille de l'établissement met le feu aux poudres et les parents remettent une pétition au maire demandant le retrait de l'antenne faute de quoi les enfants n'iront plus à l'école. Le 29 novembre, le maire, Jacques Brévart (PS) a obtenu de SFR que l'antenne soit débranchée.

Stratégie payante ?

Après de multiples fauchages collectifs, les procès ont pris la suite pendant l'automne 2005. Les verdicts ouvrent un vaste débat sur la légitimité de la loi lorsqu'une majorité de la population est en butte avec celle-ci.


Gilles Gesson

Faucheurs à Menville, juillet 2004.

Le verdict du procès de Toulouse, le 15 novembre dernier, pouvait laisser présager le pire : José Bové de nouveau condamné à une peine ferme de prison, des élus Verts en sursis et surtout une indemnité énorme à payer au propriétaire des semences (plus de 100 000 €).

Le 26 novembre, un huissier procédait à une saisie conservatoire sur le compte national de la Confédération paysanne, empochant 18 000 € et bloquant de fait le fonctionnement administratif du syndicat : l'huissier pouvant bloquer le compte jusqu'à concurrence d'avoir récupéré 196 000 €. Il s'agissait de récupérer le montant d'une amende prononcée pour un fauchage effectué par le syndicat à Montbéqui, dans le Tarn-et-Garonne.

Reconnaissance de l'état de nécessité

A l'opposé de ces deux démarches, le 28 octobre dernier, le tribunal de Grenoble estimait que l'action de fauchage d'un champ OGM à Saint-Georges-d'Espéranche, entrait tout à fait dans une démarche syndicale et que les inculpés pouvaient bénéficier de la loi d'amnistie des élections présidentielles de 2002.

Enfin, le jugement le plus intéressant est intervenu le 9 décembre à Orléans où le tribunal a relaxé 49 faucheurs reconnaissant la validité de la plaidoirie des avocats évoquant "l'état de nécessité" pour justifier de la "destruction de bien d'autrui". Ce tribunal reconnaît pour la première fois que "la diffusion incontrôlée de gênes modifiés constitue un danger actuel et éminent" et "peut-être la source d'une contamination et d'une pollution non-désirée". Le tribunal ne les a condamnés qu'à rembourser les frais de procédure (soit 6000 €) alors que Monsanto en voulait 398 000 € !

Evidemment, l'Etat et Monsanto ont tout de suite fait appel de ce jugement et la bataille judiciaire n'est pas encore finie.

Arriver sur le terrain politique

Les différences d'interprétation entre les tribunaux montrent bien que la loi n'est pas à la hauteur du problème posé. La multiplication des études scientifiques qui alertent sur des effets indésirables d'organismes génétiquement modifiés, laissent craindre que le pire soit probable : la libération dans la nature d'un gêne artificiel provoquant une pollution définitive. Des scénarios "noirs" existent : si un gène provoquait par exemple la stérilité d'espèces végétales sauvages, il pourrait y avoir un déséquilibre écologique général dont la nature, puis l'agriculture, puis la société tout entière, ne pourrait pas forcément se remettre.

Dans ce contexte, évoquer les droits à la propriété privée pour des apprentis sorciers qui ne pensent absolument pas à notre alimentation, mais uniquement à satisfaire des actionnaires, est hors-sujet.

Alors qu'en Suisse, un référendum vient de prolonger pour cinq ans l'interdiction de la culture et de l'importation des OGM ; alors qu'en Espagne, l'agriculture biologique n'existe quasiment plus du fait du laxisme dans les cultures transgéniques, il est important en France de maintenir la pression pour que les actions des faucheurs débouchent sur un indispensable débat politique, avec en bout de campagne le respect des vœux de la population qui très majoritairement souhaite l'interdiction des OGM.

Mobilisation financière

Pour que les 5000 faucheurs volontaires — dont de très nombreux élus Verts et représentants syndicaux — qui acceptent de se faire arrêter, de passer en procès, et d'éventuellement faire de la prison, puissent continuer leurs actions en 2006 contre d'éventuelles nouvelles parcelles d'expérimentation en plein air, il faut de toute urgence que les 70 % des Français qui se disent contre les OGM les aident : si vous n'avez pas la disponibilité de temps, ni l'envie de courir de tribunaux en tribunaux, ce qui est bien compréhensible, vous pouvez au moins soutenir financièrement afin de rendre inefficace l'arme financière, arme préférée de l'Etat et de Monsanto.

Il y a urgence à collecter quelques centaines de milliers d'euros pour que la Confédération paysanne, les Verts et d'autres structures ne soient pas freinées dans leurs démarches et pour que, de tribunaux en tribunaux, la situation politique devienne de plus en plus inconfortable pour un gouvernement complice de quelques multinationales (1).

Michel Bernard ■

Pour aider financièrement, envoyez vos chèques à :
Construire un monde solidaire,
4, place Lucien-Grégoire, 12100 Millau,
tél : 05 65 59 14 36.

Amis de la Confédération paysanne,
104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet.

(1) Selon un bilan dressé par les Verts, le total des frais engagés (procédures, avocats, amendes, dommages et intérêts) dépasse actuellement les 300 000 €.



Journée internationale contre les mutilations sexuelles féminines

Le 6 février a été choisie en 2002 par un réseau d'organisations internationales pour marquer la journée du refus de l'excision et autres mutilations sexuelles. De nombreuses manifestations de sensibilisation sont organisées, particulièrement en Afrique autour de la projection du film *Moolaadé* du cinéaste sénégalais Ousmane Sembéné.

Banlieue s'enflamme

Banlieue sans femmes ?

A part quelques articles par-ci par-là, quelques réactions d'associations, peu d'analyses sur les banlieues ont noté l'absence presque totale des filles et des femmes dans le phénomène des révoltes de novembre. Parfois les journalistes parlent des mères inquiètes de l'avenir de leur… fils, surtout s'il a été interpellé. Peut-on s'attaquer à l'exclusion dans les banlieues sans se poser la question du genre ? Qu'en est-il des femmes hors-mères ?
En parlant de femmes solidaires, pacifiques, mères avant tout, gardiennes des traditions, sauveuses des valeurs culturelles, ne sommes-nous pas dans le mythe ? Un débat sur cette question a été ouvert en novembre par le réseau universitaire *Genre en action, CEAN, Centre d'étude d'Afrique noire, à l'IEP de Bordeaux, 11, allée Ausone, domaine universitaire, 33607 Pessac cedex, www.genreenaction.net*

Yves Rocher contre les femmes ?

Leader mondial de cosmétologie d'origine végétale, Yves Rocher prétend "rendre le quotidien de la femme plus agréable" selon un de ses slogans publicitaires. 133 ouvrières de *La Gacilienne* filiale d'Yves Rocher au Burkina Faso, apprécieraient que cela soit vrai car après neuf ans de travail, elles ont toutes été licenciées le 1er août 2005 et depuis demandent le respect de leurs droits.
En France, un collectif s'est constitué pour les soutenir. Depuis 1996, dans le cadre d'un projet de développement, l'usine employait ces femmes pour fabriquer des sachets en plastique et des rouleaux de tombola que la marque offrait à ses clientes.
Les conditions de travail y étaient horribles : entrepôt mal éclairé, mal ventilé, femmes serrées sur des bancs, bavardage interdit sous peine de retenue d'une demi-journée de salaire, un simple retard occasionnait des mises à pied de sept à dix jours, absence de congé maternité, non-prise en compte des heures d'allaitement, absence de médecine du travail, horaires à rallonges et cadences infernales, chômage technique à répétition… à l'arrivée un salaire de misère : environ 15 € par mois, soit un tiers du salaire minimal légal au Burkina Faso. Un syndicat est créé en 2001. En 2004, une coordination française de femmes entend l'appel de ces femmes et adresse une lettre au PDG du groupe lui demandant de mettre fin à la surexploitation de ces ouvrières. Yves Rocher mène une enquête et conclut au dénigrement. Le syndicat signale alors que seule la direction a pu s'exprimer. En avril 2005, Yves Rocher annonce son désir de quitter le pays et propose aux ouvrières de racheter l'usine, ce qu'elles refusent. Le 1er août, l'usine ferme, sans explication ni préavis. Suite à une mobilisation ici et là-bas, Yves Rocher propose 76 € pour fin de contrat, et 283 € pour solde de tout compte en échange d'une lettre s'engageant à ne pas effectuer de poursuite. Les femmes ont estimé que le licenciement et les dommages et intérêts pour procédure abusive se montaient à 2830 € par salariée. Une campagne de lettres est en cours pour demander à la multinationale de payer.
Réseau Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.

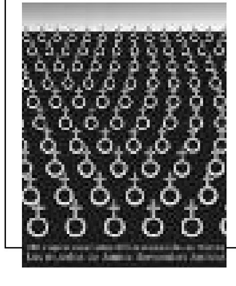
MEXIQUE

Meurtres de femmes

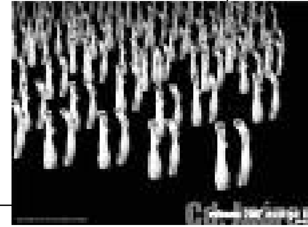
Depuis 1993, plus de 400 femmes ont été retrouvées violées et étranglées, parfois mutilées, dans la région de Ciudad Juarez, ville-frontière avec les USA. Ces meurtres sont totalement impunis du fait d'une police corrompue aux ordres de la mafia locale qui contrôle de nombreux bordels où défilent les Texans. La plupart des femmes retrouvées mortes sont des femmes issues des milieux populaires, ouvrières, serveuses, employées de maisons et le plus probable est qu'elles sont tombées dans des traquenards pour servir de "chair fraîche" à des orgies organisées pour les riches texans. Des artistes se sont mobilisés pour dénoncer cela et une exposition de 65 affiches a été organisée en décembre 2005 dans le métro de Mexico.











Etat sexiste

L'Etat a beau multiplier les lois en faveurs de la parité, il ne les applique pas en interne. Un rapport officiel du 20 septembre 2005 montre que si 58 % des fonctionnaires sont des femmes, seules 12,1 % y exercent des postes de responsabilité. Tout aussi significatif : le conseil d'administration du CNRS est composé de 21 personnes dont douze personnalités choisies par l'Etat. Lors du renouvellement de ces personnes, fin novembre, le ministère a nommé… douze hommes ! Conséquences : on compte 20 administrateurs pour une seule femme ! Les femmes représentent actuellement 31 % du CNRS.

AFRIQUE DU SUD

Viols sans fin

Le viol est perçu en Afrique du Sud comme un droit et le gouvernement ne fait rien pour le réprimer. Pire : alors qu'il avait promis, en avril 2002, que les victimes auraient dorénavant droit gratuitement à un traitement préventif contre un éventuel Sida et à un suivi psychologique, la loi a été amendée de telle sorte que, depuis 2003, ce sont les violeurs qui ont droit aux soins gratuits !
Les viols sont monnaie courante et se pratiquent dès le plus jeune âge, souvent de manière collective.
Une enquête menée auprès de trois cent mille adolescents de 10 à 19% montre que 11% des garçons et 4% des filles reconnaissent avoir déjà imposé des rapports sexuels à quelqu'un. Selon un relevé à Johannesburg, 24% des agresseurs ont moins de 14 ans !
Si les viols représentent la moitié des affaires de justice, ils ne représentent que 7% des condamnations.
33 % des femmes disent avoir été violées depuis moins d'un an !
Les conséquences en sont un taux de Sida en pleine explosion. Alors que moins de 4% étaient atteintes en 1992, le taux est aujourd'hui de 38%, 87% des femmes contaminées ayant moins de trente ans. L'espérance de vie est en chute libre, presque personne n'ayant les moyens de suivre une trithérapie qui peut bloquer le développement de la maladie.
Pour compléter le tout, les femmes sont exportées en grand nombre vers les bordels occidentaux.
Les filières officielles allemandes en importeraient plus de 50 000 par an.
(Le Monde diplomatique, octobre 2005)

Amiante militaire

L'armée cherche à se débarrasser de son porte-avion Clemenceau, lequel contient encore des centaines de tonnes d'amiante (au moins 105 tonnes selon l'armée). Le 11 octobre dernier, la cour d'appel de Paris se déclarait incompétente concernant la violation de la convention de Bâle qui interdit l'exportation de déchets toxiques vers des pays n'ayant pas les installations nécessaires pour s'en débarrasser (voir Silence n°331).
Le 12 décembre, Greenpeace a mené une action spectaculaire : plusieurs équipes de ses militants arrivant à grimper sur le porte-avion pourtant stationné dans la rade militaire de Toulon, ridiculisant au passage l'armée française. Des banderoles ont pu être déployées sur un mât et sur la plate-forme du navire, une équipe étant interceptée alors qu'elle essayait de peindre un slogan sur la coque.
Malgré les demandes répétées d'associations indiennes, le gouvernement français donnait le feu vert au départ du navire vers l'Inde le 25 décembre (jour férié pour être plus discret).
Le 26 décembre, deux associations Ban-Abestos France (bannir l'amiante) et Greenpeace, ont saisi le tribunal administratif pour demander l'annulation de cette autorisation.



DR

CHINE

Ventes d'armes

Après les massacres des étudiants sur la place de Tienanmem, en juin 1989, l'Europe avait décidé un embargo sur les armes à destination de la Chine. "Un anachronisme" s'est plaint de Villepin, fin novembre... le jour où le premier ministre chinois venait de signer un accord pour l'achat de 150 Airbus, d'un TGV, d'une usine d'hélicoptères civils...

SARDAIGNE

Base secrète US

Il aura fallu un accident de sous-marin nucléaire, en octobre 2003, pour que le public découvre l'existence d'une base secrète de l'armée américaine en Sardaigne, sur l'îlot de San Stefano. Cette base qui serait opérationnelle depuis 1972 est entièrement souterraine et ne s'ouvre que dans un port de l'armée italienne. Elle accueillerait de 5 à 8000 militaires et au moins trois sous-marins nucléaires. Le ravitaillement est assuré par un navire US géant (qui peut accueillir 12 000 personnes) et qui habituellement est amarré devant l'entrée de la base pour en masquer la présence.
L'annonce de l'extension de la base à l'automne 2005 a provoqué la colère des élus corses et sardes et une manifestation a réuni 400 personnes le 30 octobre dernier sur des embarcations qui ont essayé de bloquer l'entrée du port militaire. Le projet d'extension prévu sur 19 hectares se ferait au sein du parc naturel marin des Bouches de Bonifacio. Les élus craignent que cette extension ne serve à déployer des missiles nucléaires.
Après la révélation de l'emplacement de la base de sous-marins, l'US Navy a estimé qu'elle ne pouvait plus poursuivre sa mission. Elle a annoncé le 22 novembre qu'elle allait quitter la base. Pour aller où ? Secret défense !
Au moment où l'on parle de la construction européenne, il serait peut-être temps de se poser la question de savoir si l'on doit maintenir l'armée américaine en force en Europe alors que la "guerre froide" est finie depuis quinze ans.

Abolition des armes nucléaires

Les troisièmes journées pour l'abolition des armes nucléaires se tiendront à Vitry (Val-de-Marne) du 12 au 14 mars. Elles seront suivies par l'assemblée générale de l'association Abolition des armes nucléaires, à Paris, le 15 mars à 17 h, au siège de *Stop-Essais, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris*.

Essais et décès en métropole

Les armes nucléaires françaises ont été testées longuement dans le Sahara et en Polynésie. Le discours est maintenant que l'on peut continuer tranquillement en laboratoire, le nucléaire militaire étant devenu propre. Mais les manipulations et expérimentations qui se passent sur le site de la direction des applications militaires du CEA à Moronvilliers, près de Reims, sont là pour nous rappeler qu'il n'en est rien : explosions accidentelles (comme en novembre 2004), cancers du personnel, sous-traitances sous-qualifiées et contaminées et silence de la grande muette comme des salariés qui ont peur de perdre leurs emplois. Cela devrait se compléter à partir de 2012 par la mise en route du site du laser Mégajoule, aux portes de Bordeaux. Après les victimes à l'extérieur de la métropole, on peut donc s'attendre à des victimes, civiles et militaires, plus proches de chez nous !

Unipaz

Unipaz est une université de paix qui a vu le jour au Brésil pour développer une approche holistique. Elle propose notamment des formations sous forme de compagnonnage dans ce pays. Elle est aujourd'hui présente dans plusieurs pays européens et propose différentes formation sur "l'art de vivre en paix", mettant en avant l'écologie intérieure. Elle propose des stages à Orléans (4-5 mars), Beauvais (11-12 mars), Paris (1-2 avril), Lannion (8-9 avril), La Roche-sur-Yon (10-11 juin) et tiendra une université d'été à la communauté de l'Arche, à Saint-Antoine-l'Abbaye (Isère), du 9 au 16 juillet. L'occasion d'accueillir Marco Ernani, ancien maire d'Altinopolis où a été mis en place un programme d'éducation à la paix, May East de Findhorn... Pour en savoir plus : *Unipaz-France, 6, rue de l'Occident, 78000 Versailles, tél : 01 39 02 23 04.*

PARIS

Jeûne contre l'arme nucléaire

Après un jeûne devant l'école militaire, du 19 au 21 mai (lors de la conférence du traité de non-prolifération), puis un jeûne du 6 au 9 août devant la base militaire de Taverny (60e anniversaire des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki), le groupe de jeûneurs a enquêté pour localiser le commandement des armes nucléaires. Celui-ci semble se trouver à l'Ilôt Saint-Germain devant lequel un jeûne est maintenant organisé le premier vendredi de chaque mois. Si vous souhaitez participer à cette journée de critique de l'arme nucléaire, rendez-vous le vendredi 3 février, place J.-Bainville (M° Solférino), sous l'horloge du ministère de la Défense. Renseignements : *06 71 60 05 46 ou marie-claude.thibaud@wanadoo.fr*

ISÈRE

Formations non-violentes

L'Arche de Saint-Antoine propose des formations non-violentes tout au long de l'année. Prochaines sessions : *Autour de sa vie, accepter le monde* du 17 au 22 février ; *La culpabilité* les 25 et 26 février ; *Gérer positivement mes conflits interpersonnels, travail sur les conflits de pouvoir* du 17 au 19 mars ; *la médiation, un espace offert aux incompréhensions* du 26 avril au 1er mai... *Arche de Saint-Antoine, cour du Cloître, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 97.*

MIDI-PYRÉNÉES

Agir pour la non-violence

Un grand festival régional sur ce thème aura lieu à Tournefeuille (près de Toulouse), les 1, 2 et 3 juin : créations artistiques, stands associatifs, présentation des formation à l'action non-violente, la gestion positive des conflits, la défense de l'environnement, les droits humains, l'économie alternative et solidaire... Invités : Jean-Marie Muller, Pierre Rabhi, Patrick Viveret, François Plassard, Ricardo Petrella... Renseignements : *ACDE, Association columérine socio-éducative, 19, allée du Val-d'Aran, 31770 Colomiers, tél : 05 61 78 40 74.*

Les assassins

Si l'on vous demande où se trouvent les armes nucléaires françaises, que répondez-vous ? Au plateau d'Albion, dans les sous-marins de l'île Longue, sous les ailes des avions Mirage. Et si l'on vous demande où se trouvent les armes biologiques françaises ? Elles n'existent pas ? Vous en êtes certains ? Elles sont peut-être quelque part... entre Lyon et Grenoble.

Elles sont manipulées par des ingénieurs, des chercheurs, des techniciens qui habitent peut-être près de chez vous, qui font leur marché le week-end, ont des enfants, une maison, des loisirs. Ils sont peut-être de votre famille, vous les croisez peut-être dans la rue chaque matin, vous avez confiance en eux. Ce sont des assassins en blouse blanche, ils développent des bio et des nanotechnologies proliférantes, duales (civiles aussi bien que militaires) et mortifères.

Des laboratoires "sans risque zéro"

"Il est absolument impossible qu'un virus sorte par accident du laboratoire. Le risque zéro n'existe pas, mais il reste purement théorique". Alain-Jean Georges, directeur du laboratoire Biomérieux, Lyon (1)

Etats-Unis, octobre 2001. Une série de lettres piégées à l'anthrax, bactérie qui provoque la maladie du charbon, fait cinq morts. Un mois après le 11 septembre, c'est l'affolement général dans la population. Evacuations de bâtiments, décontaminations de centres postaux, traitements préventifs de dizaines de milliers de personnes... Pour la première fois, une puissance occidentale est victime d'un attentat bioterroriste et prend conscience de sa vulnérabilité.

Les auteurs de ces "biocrimes" ? Ils restent inconnus. Mais un an après, l'enquête du FBI situait *"la source des envois d'anthrax à l'intérieur de la communauté scientifique spécialisée. [...] le responsable de ces morts avait participé ou participait toujours aux programmes militaires de prévention contre les armes bactériologiques. [...] Les indices mènent tous vers des matériaux développés dans le cadre du programme de recherche américain sur les armes biologiques"* (2)

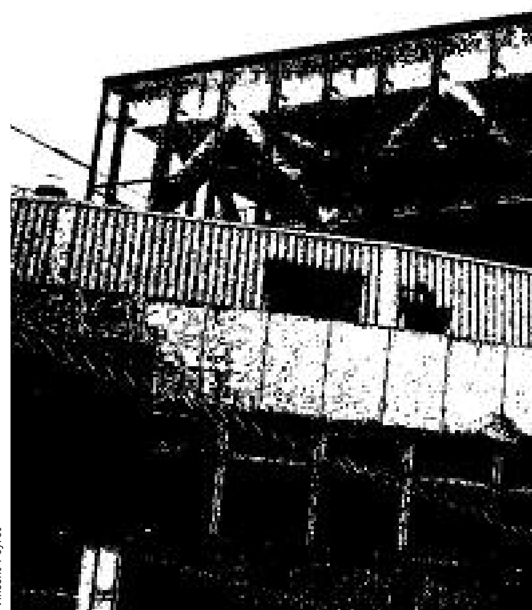
Au centre des soupçons, le centre militaire de Fort Detrick, près de Washington. Plus exactement le laboratoire P4 de l'USAMRIID, l'institut de recherche sur les maladies infectieuses de l'armée américaine. Le terme P4 désigne les laboratoires conçus pour manipuler des virus généralement mortels, ne connaissant ni traitement, ni vaccin, et se transmettant facilement, notamment par aérosols. *"Alors même que l'USAMRIID participe à l'enquête sur les lettres contaminées, il est également soupçonné d'être la source potentielle du charbon — et peut-être le repaire du terroriste lui-même. La souche du bacille, nommée Ames, qui était contenue dans les lettres, a été cultivée ici après avoir été isolée chez une vache texane, même si par la suite elle fut envoyée à plus d'une douzaine de laboratoires"* (3).

Fort Detrick peut sembler bien loin de nous. Il paraît bien plus proche quand on sait qu'il existe sept laboratoires P4 dans le monde, dont un en France, basé à Lyon (1). Bien plus proche quand on sait que le seul laboratoire français spécialisé dans les recherches biologiques militaires se trouve à La Tronche, près de Grenoble.

Le laboratoire de La Tronche est relativement connu. Il a été médiatisé par l'affolement suite au 11 septembre 2001. Les puissances occidentales redoutent alors une attaque bioterroriste à la variole.

Les Etats-Unis décident de vacciner plusieurs millions de personnes. La France, qui a cessé la vaccination obligatoire des Français en 1979 suite aux effets secondaires parfois dangereux, constate son manque de vaccins antivarioliques. Il s'agit de reconstituer les stocks, au plus vite. Le Centre de recherches du service de santé des armées (CRSSA), en face du CHU de Grenoble, sera réquisitionné. Fort de ses 300 personnes, de son laboratoire de virologie et de ses 4,5 millions d'euros de budget annuel, il est le seul en France à être spécialisé dans les risques nucléaires, biologiques, chimiques. On vit alors *"les chercheurs du CRSSA sous les feux de l'actualité"* (4).

Le laboratoire P4 *Jean-Mérieux* de Lyon est beaucoup plus discret, *"se méfiant pire que la peste de la publicité"* (1). On comprend vite pourquoi. Avenue Tony-Garnier, à Gerland, dans le septième arrondissement, on manipule *"les virus dangereux pour lesquels on ne dispose ni de vaccin ni de traitement efficace, comme ceux des fièvres hémorragiques Ebola, Lassa et Marburg"* (5). C'est *"le seul de cette importance en Europe, en raison notamment de la présence d'une animalerie qui permet des tests sur les rongeurs, essentiellement, mais aussi quelques primates, le cas échéant [16 cages]"* (1). Construit en 1999 par la Fondation Mérieux *"sans appel d'offre, ni enquête préalable auprès des riverains"* (6), il est sous la responsabilité de l'Inserm, Institut national de la santé et de la



Vincent Peyret

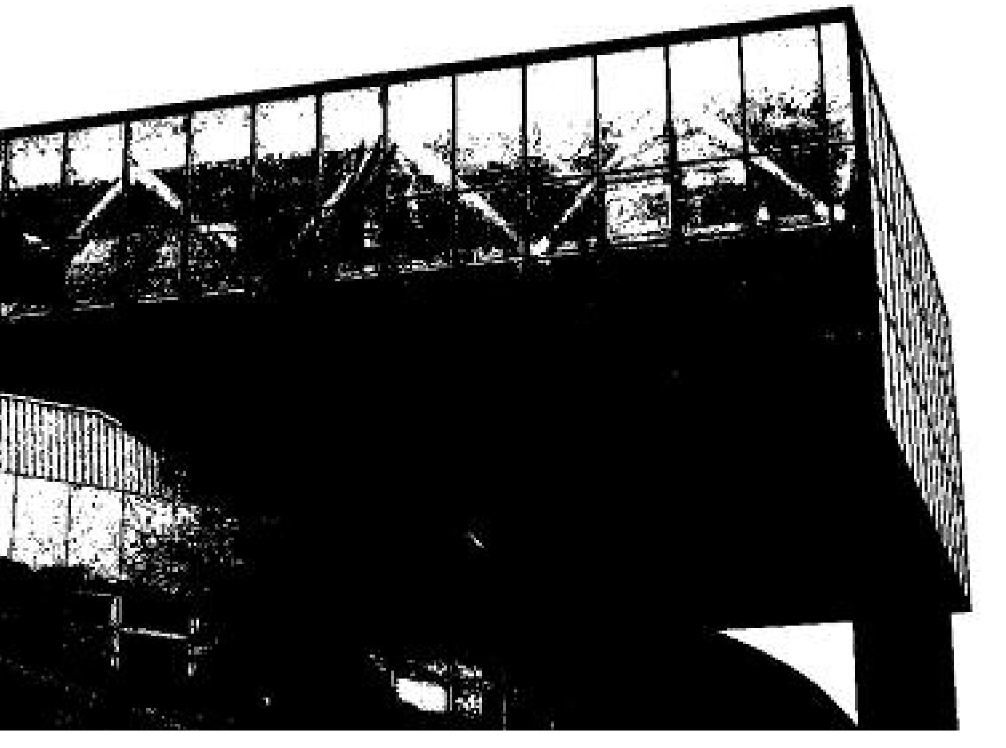
Le labo P4 à Lyon, en pleine ville.

(1) *Acteurs de l'économie*, janvier 2005.
(2) *Le Monde*, 4 juillet 2002.
(3) *Courrier international*, 5 septembre 2002.

sont parmi nous (1ère partie)

du CNRS, de l'Université Lyon I, de l'Ecole normale supérieure, de l'Institut Pasteur, et bien sûr du CRSSA de La Tronche. But officiel de ce projet de dix millions d'euros ? Diagnostiquer les agents pathogènes et s'en protéger. *"Ce laboratoire fait partie de l'œuvre humaniste du docteur Mérieux"* précise le professeur Alain Georges, directeur du P4 (1). Rappelons que le patron de la société BioMérieux est Alain Mérieux, ami de Charles Millon et de Jacques Chirac, deux grands humanistes.

Pour la sécurité du laboratoire, tout semble avoir été pensé : *"badge à présenter, code confidentiel à composer, plusieurs sas à franchir, scaphandre à enfiler"* (5). *"L'air est changé 25 fois par heure et passe par trois filtres 'absolus' avant d'être rejetés dans l'environnement"* (1). *"Les dimensions infimes des virus [...] imposent des précautions extrêmes. Ils peuvent filtrer à travers le béton ou le caoutchouc, mais les nouveaux matériaux synthétiques et les scaphandres issus de la technologie nucléaire permettent aujourd'hui de relever le défi"* (6). Bref, une machinerie de haute précision. *"Il ne peut y avoir de laisser-aller. L'idée de vétusté, même relative, est à exclure. Un outil comme celui-ci nécessite un entretien parfait, comme un avion"* souligne le Professeur Girard, directeur du département de virologie de l'Institut Pasteur et sa respon-



Et les vols, sont-ils à craindre ? *"Quant à l'éventualité d'un 'casse' à des fins terroristes, il est possible mais peu probable, le laboratoire n'abritant que de petites quantités de germes, insuffisantes dans la perspective d'une action malveillante"* (1). C'est oublier que la multiplication des germes est à la portée de tout laboratoire bien équipé, le plus important étant de récupérer la souche originelle... En 1998, des journalistes de *Sciences et Avenir* ont fait un test : peut-on voler des éléments pathogènes de l'Institut Pasteur ? *"Très facilement, ils se sont retrouvés devant un réfrigérateur non verrouillé contenant des fioles de toxines botuliniques"* [la plus mortelle des toxines connues] (7) Réponse de l'Institut à l'époque : *"Même dans un bâtiment ultraprotégé, le problème se poserait. Si un terroriste veut récupérer une souche, il se fera passer pour un étudiant"* (7).

Guère rassurant quand on lit que "Le P4 Jean Mérieux a une vocation de laboratoire d'accueil pour des équipes extérieures" (8).

Les attaques terroristes sont-elles prévues ? *"Bien des scénarios ont été passés en revue, du tir de bazooka auquel la structure peut résister jusqu'à l'irruption d'un commando"* (5). Et en cas d'avion qui s'écrase, en cas de bombe ? *"Aucune parade ne semble avoir été envisagée en ce qui concerne les effets dévastateurs d'un éventuel attentat à la voiture piégée"* [...] *"La nuit, les camionnettes circulent dans l'enceinte pour livrer le laboratoire d'analyses médicales mitoyen. Il est vrai qu'il y a beaucoup de va-et-vient et qu'on ne peut pas tout surveiller"* admet le professeur Girard (6). Mais le préfet du Rhône tient à nous rassurer : *"dans l'hypothèse (peu probable) d'une agression de type explosif entraînant une rupture massive du confinement, les virus seraient tous détruits car ces derniers ne supportent pas des températures supérieures à 50°C"* (6). Nous voilà moins optimistes quand, quelques lignes plus loin, le même article nous apprend que *"le chauffage à 50°C des virus n'est efficace que s'il est prolongé pendant au moins trente minutes"*. Notre préfet du Rhône semble être au courant, puisqu'il a classé le P4 comme "un point sensible au plan militaire". Sa sécurité *"relève d'une commission nationale de hauts gradés qui [...] a donné son aval dans un document classé 'confidentiel défense'"* (6).

Cette brève présentation des laboratoires lyonnais et grenoblois ne manquera pas d'attiser la polémique. Gageons que pour les plus optimistes, il ne faut pas verser dans le "catastrophisme". La France n'est pas les États-Unis. Le P4 de Lyon n'est pas celui de Fort Detrick. Pour les plus pessimistes ou les plus responsables, c'est selon, Biomérieux et le CRSSA sont vulnérables aux vols, aux attentats, aux fuites des savoir-faire et aux accidents.

L'horreur scientifique

Lyon et Grenoble n'abritent pas seulement deux laboratoires "sans risque zéro". Ces villes sont également le fer de lance européen des bio et nanotechnologies .

En Isère, 7000 personnes travaillent dans les biotechnologies. Premier centre de recherche technologique en Rhône-Alpes : le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de Grenoble. Celui-ci regroupe 3000 personnes, dont autant de biologistes que de physiciens (9). Un chiffre qui doublera avec l'ouverture en 2005 de Minatec, pôle de nanotechnolo-

(4) *Dauphiné Libéré*, 17 octobre 2001.
(5) *Le Monde*, 24 octobre 2001.
(6) *Science et Vie*, novembre 2000.
(7) *Sciences et Avenir*, nov 2001.
(8) *Biofutur*, octobre 2004.
(9) *La menace, bioterrorisme : la guerre à venir*, Dominique Leglu, éd. Laffont, 2002.

gies cofondé par le CEA et l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG), 4500 professeurs, chercheurs, ingénieurs, étudiants, pour 169 millions d'euros d'investissements (dont 75% publics). Minatec devrait être lui-même accompagné de Biopolis, structure visant à développer la liaison recherche-industrie autour des biotechnologies. Citons également le *Rhône-Alpes Génopole* et le *Cancéropôle*, tous deux spécialisés dans la génomique (connaissance des gènes) ou la protéomique (connaissance des protéines).

Tous ces projets sont présentés comme porteurs d'innovations dans le domaine médical et industriel.

Minatec, Biopolis, Genopole, Canceropole... Inutile de préciser que toutes ces installations sont copieusement financées par les collectivités locales, le conseil général de l'Isère et le conseil régional Rhône-Alpes. *"Ici, les élus ont été vaccinés à la high-tech. Cela permet d'avancer plus vite et d'éviter de se poser des questions métaphysiques"* nous explique François Brottes, député PS du Grésivaudan, maire de Crolles (10).

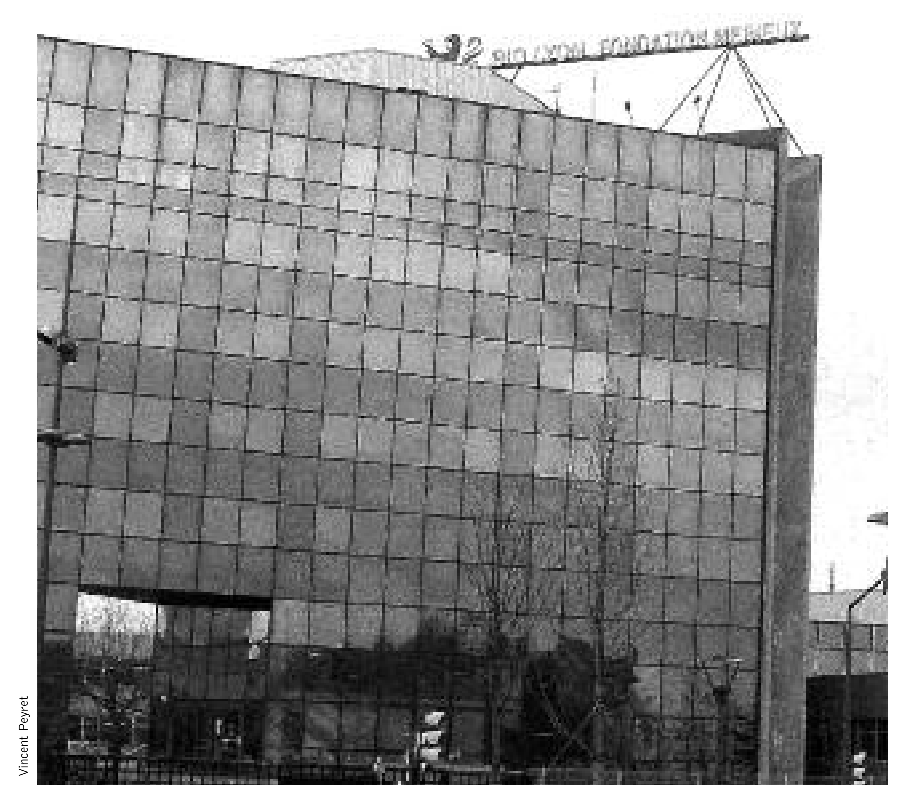
Mais voilà, le "high tech" a son revers. Les bio et nano sont des technologies duales qui suscitent les plus vives inquiétudes. Voici ce qu'affirment Patrice Binder, médecin chef au Service de santé des armées, et André Ménez, chercheur au CEA : *"Les micro-organismes génétiquement modifiés sont une source potentielle d'agents biologiques pour des terroristes"* (8). Et nos chercheurs de dresser une "liste non exhaustive des propriétés qui pourraient être recherchées" : micro-organismes anodins transformés pour lui faire produire une toxine bactérienne, animale (scorpion) végétale (ricine) micro-organismes résistant aux antibiotiques (antiviraux) aux vaccins classiques, micro-organismes exprimant des antigènes déjouant les systèmes de détection ou de diagnostic standard. Eh ! Oui, *"Les OGM, ça sert aussi à faire la guerre"* (11). *"On peut insérer les gènes de la toxine du choléra dans le génome de bactéries coliformes. Pas de détection possible avec de simples analyses biologiques. On peut prendre aussi le virus du rhume, y incorporer une portion de gène d'une toxine de scorpion, par exemple, et en faire quelque chose de plus dangereux que le banal coryza"* (7) ou encore *"greffer des éléments du virus du sida dans le virus de la grippe"* (12). On continue la liste des horreurs ? *"On peut rendre pathogène une bactérie inoffensive et bien connue, telle Escherichia coli, en lui insérant des gènes de toxicité empruntés au génome de bactéries dangereuses.* [...] *Ces techniques sont déjà pratiquement maîtrisées"* (11).

De la science-fiction ? Pas vraiment. La revue scientifique *Vaccine* nous apprend qu'en décembre 1997, des savants russes ont modifié génétiquement une souche de maladie du charbon de façon à la rendre insensible aux vaccins existants contre cette bactérie. *"Le génie génétique permet maintenant, en manipulant le génome des agents classiques de la guerre biologique — peste, maladie du charbon, tularémie, etc. — de les rendre beaucoup plus dangereux qu'ils ne le sont déjà"* (11). Et dans ce domaine, l'imagination est sans limite. *"Introduire un virus 'silencieux' dans le génome d'une population donnée, virus qui serait réveillé ultérieurement par un signal chimique. [...] L'idée, explique David Sourdive, un spécialiste français de l'étude des génomes, est de réaliser une arme ciblée sur une population choisie et préalablement 'marquée' par un virus"* (11). On imagine l'intérêt militaire d'une telle application...

Un second exemple de biotechnologie duale ? Les microbiologistes s'intéressent aux peptides, des molécules encore plus petites que les protéines. Dans l'organisme, elles régulent la production d'autres molécules, par exemple les hormones. De ce fait, elles jouent un rôle dans le sommeil, l'humeur ou les émotions. Le contrôle des peptides pourrait constituer des armes biologiques incapacitantes, c'est-à-dire neutralisant l'adversaire sans le détruire totalement. Les recherches sont abondantes dans ce domaine, notamment au CEA (direction des sciences du vivant).

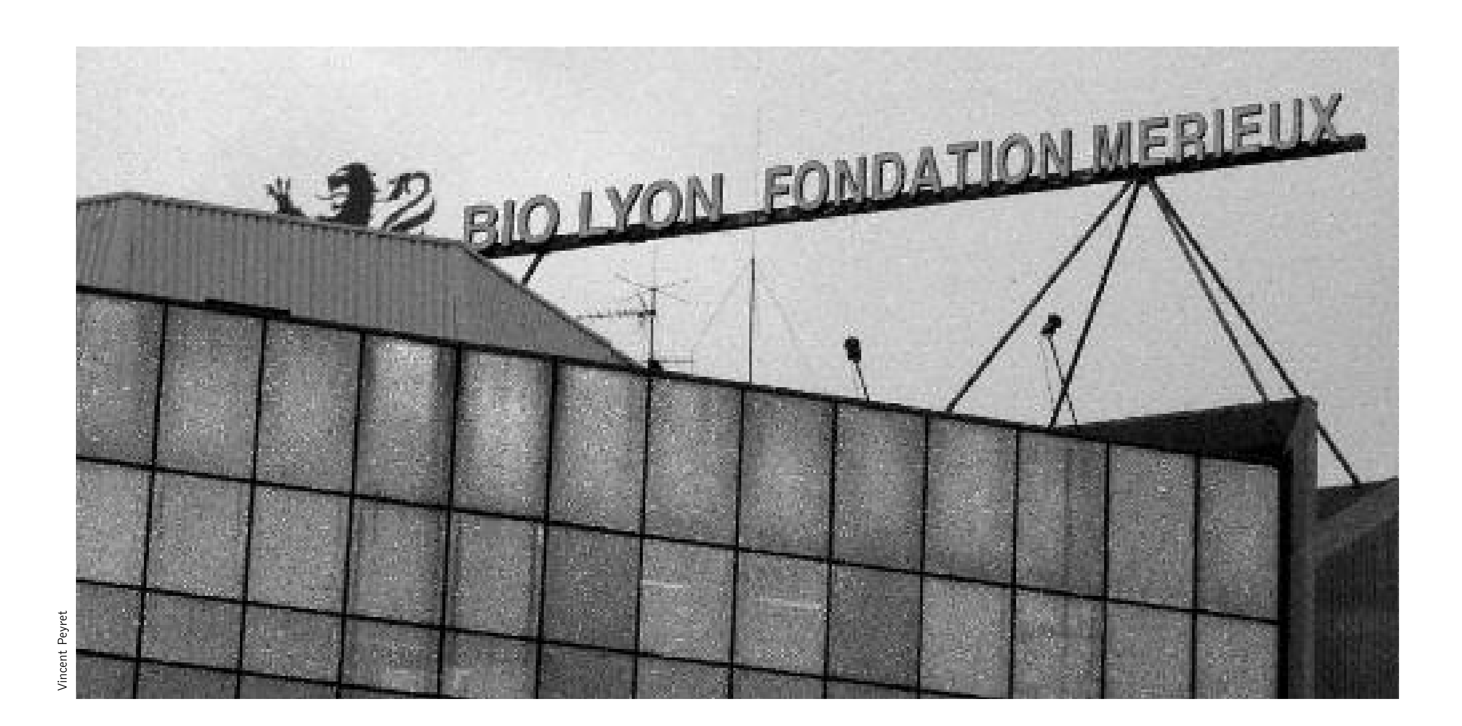
Autre illustration de la dualité microbiologique : la création ex nihilo de virus. La revue *Science* explique comment, en juillet 2002, des chercheurs du département de génétique moléculaire et de microbiologie de New York ont réalisé la synthèse chimique de l'ADN du virus de la polio, *"à partir de séquences d'ADN achetées par correspondance et d'une formule chimique trouvée sur Internet"* (13). Donnez-nous les plans, nous fabriquons le virus ! Or *"si l'on peut créer ou recréer par synthèse un virus comme celui de la poliomyélite, rien n'interdit d'imaginer que d'autres constructions de formes de vie à partir d'éléments inertes sont possibles"* (12). Pourquoi pas la variole, la peste bubonique, l'Ebola...

Nous pourrions allonger cette liste des horreurs biotechnologiques. Dominique Raymond-Vidal, chercheur au CRSSA, nous met en garde : *"les progrès des sciences pharmaceutiques, et de la galénique en particulier, avec les nanotechnolo-*



Vincent Peyret

(7) *Sciences et Avenir*, nov 2001.
(8) *Biofutur*, octobre 2004.
(9) *La menace, bioterrorisme : la guerre à venir*, Dominique Leglu, éd. Laffont, 2002.
(10) *Le Monde*, 17 avril 2002.
(11) *Le Monde*, 19 janvier 2002.



Vincent Peyret

gies, la micro-encapsulation, les adjuvants, les antistatiques, la stabilisation des substances biologiques, des poudres et des aérosols, sont également à prendre en compte dans le risque de détournement à des fins agressives" (8).

Comme le résume si bien un expert de la délégation générale de l'armement (DGA) : *"en fait, il n'y a rien en biologie qui ne soit transposable sur le plan militaire"* (11).

Et les militaires ne s'y trompent pas, semble-t-il. Ils sont présents dans tous les projets bio et nanotechs rhône-alpins. Le CEA et la DGA sont partenaires de Minatec. Le CRSSA est impliqué dans le P4 de Lyon. L'armée est au conseil d'administration de l'ADEBAG, l'association pour le développement des biotechnologies à Grenoble, qui porte le projet Biopolis. C'est bien simple, l'armée est partout.

La dualité des bio et nanotechnologies ? Les chercheurs en sont parfaitement conscients. Des mises en garde apparaissent régulièrement dans leurs publications. Ainsi, toujours Dominique Raymond-Vidal : *"les scientifiques doivent être avertis des risques de détournement de leur recherche et ils doivent conduire leurs projets selon des règles d'éthique rigoureuses"* (8) Et la population, doit-elle être avertie ? Quant aux "règles d'éthique rigoureuses", qui les établit ? Qui les contrôle ? Notre chercheur grenoblois du CRSSA n'a sans doute pas lu les articles de son collègue du CEA : *"les gènes de la plupart des micro-organismes (virus, bactéries...) sont manipulés ou transférés dans le cadre de recherches agroalimentaires, industrielles et surtout en santé humaine, animale ou végétale tout à fait légitimes. Mais les connaissances ainsi acquises ont un caractère dual qui ne peut être occulté"* (8).

Mais si les risques des bio et nanorecherches font l'unanimité, personne ne remet en question la recherche elle-même. Celle-ci est toujours présentée comme humaniste et désintéressée. Un refrain bien résumé par Patrice Binder et André Ménez, du CEA : *"Si les biotechnologies sont développées pour le bien de l'humanité, on ne peut exclure, a priori, la possibilité de détournements de ces intentions louables"* (8). Ah ! Si des méchants ne s'emparaient pas de nos gentilles découvertes... On tombe des nues devant la (fausse) naïveté de ces grands scientifiques. Comme si le film de Jean Druon, *Un siècle de progrès sans merci* (2001) n'avait pas mis en évidence que toute technologie est, tôt ou tard, utilisée de la pire manière qui soit. Comme l'ont expliqué Jacques Ellul, Ivan Illich ou Gunther Anders, il n'y a pas une "bonne" recherche qui serait "mal" utilisée. Il y a une recherche, et il importe que l'humanité décide si oui ou non elle est prête à en assumer toutes les conséquences possibles (14).



Vincent Peyret

Entrée du CRSSA à Grenoble.

Mais, au CEA, on ne lit ni Ellul, ni Illich, ni Anders... En revanche, on y affirme que "les biotechnologies sont développées pour le bien de l'humanité".

Le bien de l'humanité, ce serait peut-être réaliser que deux Français sur trois meurent du cancer, dont 80 à 90 % résultent de la dégradation de notre environnement (15). Les bio et nanotechnologies seront sans doute très utiles pour créer des mini-pompes à insuline, des mini-caméras pilules, des implants oculaires et auditifs, et autres prothèses palliatives. Mais pourrait-on plutôt s'attaquer à la source de nos maux : les rejets chimiques et radioactifs, ceux de CFC, de dioxines des incinérateurs, les pesticides, les additifs agro-alimentaires ? Ce serait sans doute trop demander. Pourquoi s'attaquer aux causes des pollutions et des maladies, quand le remède aux effets et la production de substituts dopent la croissance économique ?

(suite et fin au prochain numéro)

Service civil lyonnais

secily@no-log.org

(12) *Le Monde*, 15 juillet 2002.
(13) *Libération*, 3 octobre 2002.
(14) *Le système technicien*, Jacques Ellul, éd. Le Cherche-midi, 2004 ; *La convivialité*, Ivan Illich, éd. Fayard, 2004 ; *Obsolescence de l'homme*, Gunther Anders, éd. Encyclopédie des nuisances, 2001.
(15) *Le Monde*, 14 février 2004 ; *Ces maladies créées par l'Homme*, D. Belpomme, éd. Albin Michel, 2004 ; *La société cancérigène*, G. Barbier et A. Farrachi, éd. La Martinière, 2004.



Petite phrase

"La mondialisation s'opère dans l'irrespect total de la nature. L'analyse du Club de Rome, qui a mis en garde en 1972 contre l'exploitation trop poussée des ressources de la planète, a été ridiculisée et oubliée. Elle avait seulement le tort de sonner l'alarme trop tôt. Le pillage a continué alors que la population augmentait. Il est impossible de donner à tout le monde le niveau de vie des Américains, c'est-à-dire que le développement durable est une chimère malfaisante".
Jacques Blamont
Académie des sciences, auteur d'*Introduction au siècle des menaces,* éd. Odile Jacob, interview dans *Le journal du CNRS,* septembre 2004.

Colonialisme positif ?

"Le moment est venu de reconnaître les ombres de la période coloniale (...) Le choc de la colonisation a porté atteinte à la dignité du peuple kanak qu'elle a privé de son identité (...) Il convient de faire mémoire de ces moments difficiles, de reconnaître les fautes, de restituer au peuple kanak son identité confisquée".
Ces phrases sont extraites de l'accord de Nouméa, ratifié par référendum, à la demande de Jacques Chirac, en 1998.
A comparer avec la récente loi qui demande aux enseignants de montrer les côtés positifs de la colonisation.

Constitution européenne
Le retour !

Le 13 octobre, la Commission européenne a lancé un plan D comme "dialogue, démocratie et débat" pour relancer le processus d'adoption du traité constitutionnel refusé par les Français et les Néerlandais. En clair, après une fine étude politique, le texte risque de revenir — identique pour ne pas avoir à être rediscuté par les pays l'ayant adopté — d'ici quelques années. Au hasard : après les élections présidentielles de 2007 ?

Ingrid Bétancourt

Candidate des Verts en Colombie au moment de son enlèvement par les Forces armées révolutionnaires, Ingrid Bétancourt est retenue en otage depuis maintenant quatre ans. Elle a été enlevée le 23 février 2002.

MARSEILLE

Ecrivains du peuple

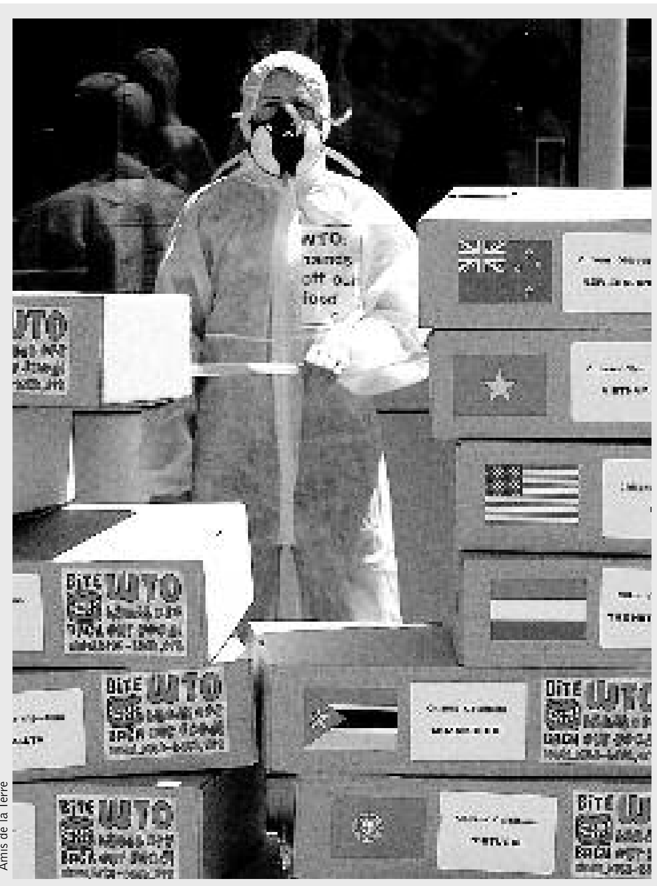
La revue *Marginales* publie un numéro spécial sur les deux écrivains du peuple Jean Giono et Herry Martinson. Un débat est organisé le 4 février à cette occasion à la bibliothèque de l'Alcazar, 58, cours Belsunce, à Marseille autour de quatre thèmes : la littérature prolétarienne, le voyage, la pacifisme, l'engagement politique.
Renseignements : *Marginales, Les Billardes, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 73 08 94.*


DR
Evo Morales.

BOLIVIE

Victoire des Indiens

Pour la première fois de son histoire, les élections en Bolivie ont porté un syndicaliste indien au pouvoir. Evo Morales a été élu dès le premier tour, le 18 décembre, avec 51 % des voix, dans un pays où les Indiens représentent 70 % de la population. Evo Morales, proche de Chavez au Venezuela, devrait venir renforcer le pôle des opposants à la main mise du libéralisme dans le continent sud-américain. Evo Morales a déclaré qu'il serait le "cauchemar de Bush", qu'il allait renationaliser la compagnie de gaz, supprimer les avantages accordés aux multinationales, mettre fin aux privilèges issus de la période coloniale.



Amis de la Terre
Remise de 100 000 signatures contre les OGM, à Hong-Kong.

OMC
Victoire libérale

Le sommet de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, à Hong-Kong, début décembre, a de nouveau été longuement bloqué par les demandes des pays du Sud, emmenés par les représentants du Brésil, de l'Inde et de la Chine. Pour eux, il s'agit de protéger les paysans qui dans le monde font un travail prioritaire : assurer la nourriture. Ils demandent donc que cessent les aides à l'exportation des pays du Nord qui cassent les marchés du Sud, que cessent les aides aux agriculteurs du Nord, que les brevets soient plus souples pour permettre aux pays du Sud d'accéder à certains savoirs, en particulier dans le domaine des médicaments.
De nombreuses actions ont eu lieu pendant le sommet. Le jour de l'ouverture, Oxfam, une des plus anciennes organisations de solidarité internationale, a remis une pétition signée par près de 18 millions de personnes dans le monde, demandant que l'OMC se réoriente pour aller vers un commerce plus équitable. Des manifestations de rue ont régulièrement bloqué les abords du sommet et des militants ont même réussi à interrompre le discours inaugural du directeur de l'OMC aux cris de "L'OMC tue les paysans". Pour la petite histoire rappelons que ce directeur est Pascal Lamy, un socialiste français.
Alors que pendant plus de deux ans, la coalition de pays du Sud avait réussi à bloquer les négociations pour la libéralisation des commerces, le 18 décembre dernier, à Hongkong, l'OMC a publié un rapport final ayant valeur de traité international qui entérine la poursuite des négociations commencées en 2001 autour de la question de la privatisation des services. A l'arrivée seuls Cuba et le Venezuela ont maintenu leur opposition. Les syndicats patronaux ont crié victoire. Les négociations reprendront le 30 avril prochain. Ces accords qui seront encore négociés jusqu'en 2013 vont dans le sens d'une plus grande marchandisation et favorisent les grands au détriment des plus petits. Cela devrait se traduire par un effondrement de la petite agriculture dans le sud et une perte des protections sociales partout dans le monde. Le maintien du capitalisme est à ce prix.

Des hommes, des chevaux, une Terre

Le Domaine de Gauchoux est un élevage équin biologique basé en Limousin. Le cheval, conçu comme un mode de vie, y est au cœur de toutes les activités et notamment d'une activité de tourisme "équitable" en Mongolie.

"*Le point d'ancrage entre les hommes et la Terre est ici le cheval"* affirme Alan Le Gall, un des fondateurs du *Domaine de Gauchoux*, dont la devise est *"des hommes, des chevaux, une Terre"*. Pour lui, le cheval peut-être le catalyseur d'une éthique dans les rapports entre les hommes et la Terre. Des équidés à l'équité, le domaine, au départ simple élevage équin et centre équestre à la portée locale, est devenu un écolieu accueillant touristes, compagnons et stagiaires dans des yourtes, favorisant la sensibilisation à l'écologie, important des yourtes et organisant des voyages équestres « équitables » en Mongolie.


Alban Labouret

Une ferme équestre alternative

Après son compagnonnage au sein du *Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (Repas)*, Alan reprend avec deux autres personnes une ferme près de Bellac dans le haut Limousin. Le collectif s'appuie sur une association servant de façade, ouverte au public pour les activités équestres, et sous-traitant à la ferme la part agricole de son activité. Mais une tension se crée entre ceux du collectif qui ont un statut informel et ceux qui sont salariés, ces derniers ne souhaitant pas mettre leur salaire en commun. Selon Alan, « *le salariat est l'aliénation de la liberté individuelle* », il déresponsabilise et pose la question d'une justice sociale qui devrait apporter la même protection à tous. Le salariat serait ainsi responsable « *du mythe de l'exploitation par le travail* », causant ainsi la dévalorisation de la valeur travail. La ferme, qui était répartie sur deux hameaux, se sépare en deux exploitations, Alan et sa compagne reprenant ainsi l'activité équestre. Une nouvelle forme juridique, la Sarl, qui est également propriétaire du foncier mais qui n'est pas en nom propre, devrait faciliter une éventuelle transmission. A long terme, Alan n'a pas abandonné l'idée d'un collectif. Il aimerait qu'un lieu de vie se constitue à la ferme autour d'activités agricoles orientées vers une utilité sociale, et parle même de créer une Scic (Société coopérative d'intérêt collectif). La volonté du *Domaine de Gauchoux* est de transmettre sa vocation à entreprendre autrement. Il est ainsi une des structures d'accueil pour le compagnonnage du *Repas*, qui au delà de la volonté d'essaimage, pourrait aussi être l'occasion de donner à certains l'envie de venir agrandir le collectif. Le domaine dispose en effet d'une maison libre et la Sarl agricole n'impose pas de limites en termes d'activités. Mais selon Alan, « *c'est à la personne qui s'installe de prendre ce qu'il y a à prendre, car les responsabilités se prennent, elles ne se donnent pas* ».

Aujourd'hui, le *Domaine de Gauchoux* est un élevage d'une cinquantaine de chevaux sur soixante hectares. Il s'agit de « *nourrir les animaux, pour nourrir les hommes, pour nourrir la Terre* ». Sur les terres ingrates du Limousin, l'élevage les conduit à mettre en œuvre une gestion extensive et biologique des terres et à travailler sur des variétés locales de fourrages (herbe, épeautre, orge…). Mais la superficie de la ferme ne permettant pas à l'élevage d'être complètement autonome, le domaine achète des céréales aux fermes voisines. Au lieu de leur commander ces céréales en quintaux, comme c'est l'usage, le domaine les leur commande en surface : « *les paysans ont été surpris lorsque je leur ai annoncé que je leur achetais deux hectares d'orge* », raconte Alan. Il s'agissait pour le domaine de subvertir ces rapports économiques en y introduisant les notions d'équité, de solidarité et d'écologie. En demandant à ces paysans conventionnels de ne pas traiter les cultures commandées, tout en étant solidaire du résultat de la récolte, le domaine créé chez ses fournisseurs un glissement d'une logique qui privilégie la productivité et le profit, vers une logique qui privilégie la qualité et le respect de l'environnement.

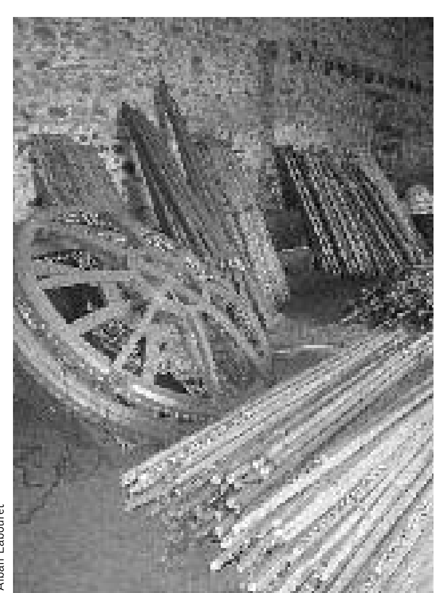
Le *Domaine de Gauchoux* a également pour activité l'animation d'un club équestre qui compte quatre-vingts adhérents, enfant et adultes, et accueille aussi un public handicapé (deux groupes hebdomadaires). Dans ce cadre, le domaine a mis en place une formation d'animateur en tourisme équestre en partenariat avec le Cfppa (Centre de formation professionnelle pour adultes) de Bellac.

Du Limousin à la Mongolie

Mais ces activités ne permettant pas d'assurer la survie de l'entreprise, le *Domaine de Gauchoux* souhaite aussi se lancer dans l'accueil. En 2001, un groupe de huit de ses clients demande au domaine d'organiser un voyage équestre en Mongolie. Au retour de ce voyage, durant lequel il a découvert une culture profondément ancrée sur le cheval, Alan commande deux yourtes qui, constituant un habitat lié au cheval, original, écologique et à faible coût, sont idéales pour démarrer l'activité d'accueil du domaine. En plus de cette activité d'accueil basée sur les yourtes, le Domaine de Gauchoux est aujourd'hui aussi importateur de yourtes fabriquées en coopératives en Mongolie afin, comme l'explique Alan, de ne pas spolier les Mongols de leur savoir-faire.

Au cours de ce premier voyage, qu'il organise « *au contact d'éleveurs mongols, en dehors des sentiers touristiques* », Alan se découvre aussi un rôle de médiateur culturel, « *passerelle entre la culture de la terre et la culture urbaine* » de ses clients. Et l'activité de voyages équestres se développe : alors qu'au départ, il ne travaillait qu'avec une famille d'accueil, il envoie aujourd'hui soixante-dix personnes par an en Mongolie, travaillant ainsi avec les populations de trois vallées. Conscient des problèmes que cette activité importatrice de devises étrangères peut provoquer dans des communautés basées sur une structure clanique traditionnelle, le *Domaine de Gauchoux* aide les Mongols à s'organiser en coopératives de travail basées sur l'élevage équin. Et Alan d'ajouter que « *les communautés mongoles retrouvent ainsi l'esprit de l'époque communiste, mais cette fois cela profite directement aux familles* ». En liant cette activité touristique à l'activité traditionnelle d'élevage, Alan souhaite préserver l'autonomie des Mongols. Les éleveurs qu'il a formés pour l'accueil ont à leur tour formé d'autres éleveurs. Le *Domaine de Gauchoux* a également acheté des yourtes dans différents campements mongols, permettant ainsi aux touristes de suivre un itinéraire allant de famille en famille. Ce type de voyages, au plus près des traditions de la steppe mongole, vise aussi à faire prendre conscience aux touristes occidentaux qu'il est possible de vivre à un très faible coût énergétique et que le mode de vie, le rapport à la nature des Mongols, peut constituer un exemple.


Alban Labouret


Alban Labouret

Yourtes démontées.

Avec la croissance du nombre de familles entrant dans le réseau d'accueil mis en place avec l'aide du *Domaine de Gauchoux*, la rémunération des nomades augmente et permet d'éviter que ceux-ci aillent travailler dans les mines d'or — détenues par des compagnies occidentales — dans lesquelles on utilise toujours des traitements très nocifs au mercure. Les Mongols se rendent compte de l'importance de leurs troupeaux. La conservation de l'habitat traditionnel est aussi, selon Alan, une des conséquences positive de ce type de tourisme. En effet, une yourte ne se monte pas par un individu seul, cette activité repose sur un rituel et une cosmogonie ancestrale, et est par conséquence socialement structurante. Par ailleurs, la yourte est un habitat des plus soutenables : construit en bois, feutre et tissus, donc en matières entièrement renouvelables, éclairage à l'énergie solaire, chauffage à la bouse séchée (alors que les températures peuvent atteindre - 40°C !).

Cesser de nuire ou cesser d'agir ?

Mais Alan constate que la récupération de ce nouveau débouché touristique par les « tour operators » est déjà en cours. Et il relate sa rencontre avec l'ambassadeur de France en Mongolie qui, trouvant que les microprojets que le *Domaine de Gauchoux* met en œuvre n'ont pas de sens, lui demande pourquoi il ne se lance pas, à grand renfort de capitaux, dans la construction d'un grand centre équestre ! Comme cela a été cruellement illustré par le tsunami du 24 décembre 2004, les conséquences écologiques et socioéconomiques du tourisme Nord/Sud sont presque toujours catastrophiques et inéquitables.

Conscient des risques de dérive ou de récupération de ses activités en Mongolie, le *Domaine de Gauchoux* tente néanmoins à son niveau d'y changer le cours de l'occidentalisation. Il soulève ainsi une question fondamentale, celle de la capacité de subversion des alternatives, face à un système dont on connaît trop bien la capacité de récupération. Pour le *Domaine de Gauchoux*, la réponse est claire : « *Il faut se battre dans le système* ». C'est aussi pourquoi il s'est impliqué au niveau national au sein du syndicat interprofessionnel du cheval ou qu'il milite au sein d'Attac, car bien que cette association soit pour lui « *politisée et récupérée* », il croit encore à « *la politique du grain de sable* ». Le fait d'agir localement dans une structure alternative cohérente avec ses idées sur l'écologie, la solidarité, l'équité, semble conférer à Alan une légitimité pour agir aussi plus globalement à l'intérieur du système. « *La cohérence apporte la légitimité* », affirme-t-il.

Le *Domaine de Gauchoux* envoie de riches touristes en avion à l'autre bout du monde, ce qui, pour une alternative qui place l'écologie au cœur de ses valeurs, peut paraître pour le moins incohérent.


Alban Labouret

Mais si malgré cela, il y a toujours cohérence entre cette nouvelle activité et les idées fondatrices de cette alternative, c'est que soit les valeurs écologiques ont subi une inflexion (un début de récupération ?), soit l'objectif d'équité et de solidarité avec les Mongols crée une cohérence plus large et autorise donc une petite incohérence sur le volet écologique. Nous vivons tous avec des incohérences, c'est le prix à payer pour rester au cœur de la société. Passés ces questionnements, on peut se demander si les voyages équestres que le *Domaine de Gauchoux* propose sont réellement une alternative équitable et solidaire permettant de lutter contre l'occidentalisation de la Mongolie ? Ce tourisme alternatif constitue-t-il un rempart contre les effets bien plus destructeurs de l'industrie touristique ? Ou bien provoquera-t-il, sous couvert d'équité et de solidarité, l'effet contraire ? Et surtout, est-ce de la responsabilité des Occidentaux de construire les nécessaires alternatives au Sud ? Si nous connaissons bien les conséquences de l'industrie du tourisme sur les pays du Sud, celles d'un tourisme alternatif, qu'il soit équitable, solidaire ou écologique, restent encore à mesurer, tout en tenant compte du fait que notre point de vue occidental, aussi critique soit-il, ne peut être que culturellement subjectif. L'enfer est bien souvent pavé de bonnes intentions. Alors, au lieu de chercher à aider les autres, ne faudrait-il pas commencer par cesser de leur nuire?

« *L'idéal aurait été de ne jamais aller déranger* [les Mongols], *de les laisser évoluer tranquillement, mais l'histoire en a décidé autrement avec l'arrivée des Russes en 1924* », nous répond Alan. Depuis, la Mongolie « *s'est mise à loucher vers l'Occident, dès 1995, avec pour résultat une augmentation des différences entre les villes et les campagnes et cela à un rythme vertigineux* ». Le mal est donc fait. Et c'est ainsi une deuxième question fondamentale que soulève le *Domaine de Gauchoux*, celle du champ d'action des alternatives et de leur légitimité à intervenir à l'autre bout du monde. Dans un monde où les effets écologiques et sociaux d'un système dominant globalisé n'épargnent aucun être vivant, est-il possible de traduire dans les faits une nécessaire solidarité planétaire en n'agissant que localement ? Même s'il paraît impossible de se constituer en rempart contre cette occidentalisation rampante du monde, n'est-il pas important d'aider des familles à se maintenir dans leur mode de vie traditionnel et de permettre à des jeunes exilés en ville, où « *ils recherchent le fric facile* », de retourner travailler chez eux ? N'est-il pas de notre responsabilité de faire en sorte que les Mongols évitent de croire que le modèle occidental véhiculé par la télévision est le seul valable, qu'il est possible de vivre mieux en diminuant leurs troupeaux et donc en préservant la Terre ? Les alternatives ne doivent-elles pas contribuer à maintenir des îlots de "vie simple" — "vie décroissante" dirions-nous en Occident — partout dans le monde ? Le *Domaine de Gauchoux*, fidèle à la "philosophie du faire" commune à tous les participants du *Repas*, armé de sa cohérence et d'une capacité de remise en cause permanente, a décidé de risquer un réponse à ces questions par l'expérimentation d'alternatives. Et pour Alan, les évolutions positives constatées au cours de ces quatre dernières années, donnent un sens à son action. « *C'est beaucoup mieux que d'avoir assisté passif à l'écroulement de cette société pastorale* » affirme-t-il, lui qui ne peut rester les bras croisés face à la situation de ses amis Mongols. En tout cas, il « *reste vigilant et* [se] *pose très souvent ce type de questions* ».


Alban Labouret

Alan Le Gall.

Il faut condamner un commerce international — même équitable —, un tourisme Nord/Sud — même solidaire — qui rendent de plus en plus de populations dépendantes du système capitaliste mondialisé. Mais comme *Andines*, dans le domaine du commerce international, ou *Perche Activités*, dans les domaine des technologies appropriées, le *Domaine de Gauchoux* montre qu'il ne faut pas tomber dans une idéologie non-interventionniste simpliste qui assimilerait "cesser de nuire" à "cesser d'agir". Il questionne ainsi la nécessité de trouver une alternative à l'aide au développement. S'il est clair que celle-ci doit se préserver de la charité et du paternalisme, elle ne se situe pas non plus dans le renoncement et l'isolement total. Pour contribuer à la construction du post-développement, en Limousin comme en Mongolie, le *Domaine de Gauchoux* a choisi le cheval. Alors laissons-nous aller à rêver que lorsque nous serons tous sortis du développement, des caravanes hippomobiles permettront à des Limousins d'aller en Mongolie et à des Mongols d'aller en Limousin, afin d'échanger leurs savoirs et savoir-faire dans un esprit d'autonomie, d'équité et de solidarité. La devise « *des hommes, des chevaux, une Terre* » revêtirait alors toute sa signification.

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

Domaine de Gauchoux, Gauchoux Haut,
87300 Peyrat-de-Bellac, tél : 05 55 68 71 80,
www.gauchoux.fr

Energies

Ordinateur à manivelle

Des chercheurs du MIT, Massachusset institut of technology, aux USA, ont mis au point un ordinateur qui peut se brancher sur le secteur ou être rechargé par une manivelle. Une minute de manivelle assure 30 minutes d'autonomie. Destiné a priori aux pays du Sud, il pré- … ve aux … l ne sera … mmercia- … ais dis- … par les … verne- … nts dans … es … mage.



DR

Fin du pétrole

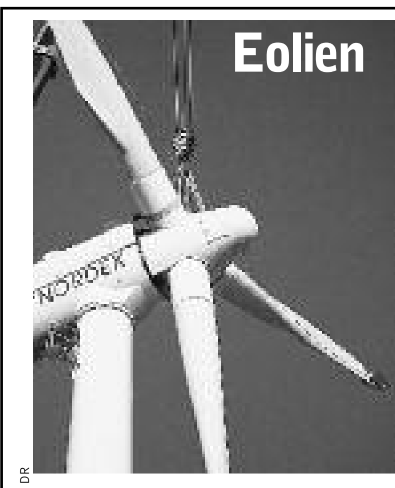
■ **Etats-Unis : plates-formes menacées.** On compte plus de 600 plates-formes pétrolières dans le Golfe du Mexique qui assure environ un quart de la consommation de pétrole des Etats-Unis. Avec 7 cyclones en 2004, une douzaine en 2005, elles sont régulièrement stoppées, voire dégradées… ce qui explique en partie les brutales variations du prix du baril à l'automne.

■ **Feu vert en Alaska.** De même que les réserves indiennes n'ont pas permis de sauver la culture indienne, les réserves naturelles des USA ne serviront bientôt plus à protéger la nature. Le 2 novembre, le sénat des Etats-Unis a adopté un texte autorisant l'exploitation pétrolière des sous-sols de l'Alaska au sein d'un territoire classé comme réserve depuis 1960.

■ **Canada : le nucléaire à la rescousse ?** Le Canada extrait déjà du pétrole des schistes bitumineux abondants dans son sous-sol… mais cela demande énormément d'énergie. Pour fournir cette énergie, le groupe français Total envisage de construire… une centrale nucléaire ! Pas moins ! Cela ne peut être rentable que si le prix du pétrole monte encore beaucoup… et que celui de l'uranium reste stable, ce qui n'est pas du tout garanti.

Gaspillage à tous les étages

Une famille française dépense environ 2000 € par an pour ses consommations en énergie… soit sept fois plus qu'au temps de ses grands-parents dans les années 60. Les améliorations apportées à chaque appareil, les améliorations apportées à l'isolation (une maison neuve économise 60 % d'énergie par rapport aux normes des années 60) n'y font rien : nous consommons de plus en plus car nous vivons de manière de plus en plus dispersée, dans des espaces de plus en plus grands, de plus en plus chauffés et avec une multitude de gadgets qui consomment peu chacun mais beaucoup ensemble. Environ 10 % de notre facture provient aujourd'hui des veilles des appareils contre 2 % il y seulement dix ans : ces veilles consomment ce que produisent 6 réacteurs nucléaires ! *(Changement climatique, Sabine Rabourdin, éd. Delachaux et Niestlé)*



DR

■ **Frein à compresseur.** Les éoliennes pourraient produire beaucoup plus d'électricité si elles n'étaient pas obligées de ralentir lorsque le vent est trop fort. Il existe plusieurs méthodes pour freiner les éoliennes comme l'ouverture de contre-poids ou la modification de l'orientation des pales… mais un ingénieur espagnol vient de mettre au point un système qui récupère l'énergie du freinage sous forme d'une compression d'air à haute pression. La réserve d'air compressé peut alors servir à faire tourner une turbine lorsque l'éolienne ne fonctionne pas. Des essais montrent que pour certaines installations, ce procédé pourrait aller jusqu'à tripler la production de l'éolienne. *(Environnement-magazine, septembre 2005)*

■ **Espagne : objectif 20 000 MW.** L'Espagne a atteint une capacité de 10 000 MW en janvier 2006. Près de 2500 MW ont été installés en 2005 et l'éolien a fourni, en 2005, 8,5 % de la consommation électrique du pays soit 20 000 gigawatts-heure. Au 1er janvier, 436 parcs étaient en fonctionnement dont un quart dans la Galice (au nord du Portugal). L'entreprise espagnole Gamesa est devenue le deuxième fabricant mondial d'éoliennes, après le danois Vestas Wind Systems. Le gouvernement espagnol revoit sans cesse ses objectifs à la hausse. Il prévoit maintenant 20 000 MW pour 2011. Le secteur comprend déjà 500 entreprises qui emploient 30 000 personnes, un nombre qui devrait doubler d'ici cinq ans. En 2011, l'Espagne espère ainsi en avoir fini avec ses réacteurs nucléaires… et en sera sortie bien plus vite que l'Allemagne.

■ **Charente : fin des opposants ?** Significative cette petite réunion des anti-éoliens en Charente contre un projet de parc à Saint-Fraigne. Le 4 décembre, l'association *Vent pire* invite pour une conférence le président national de *Vent de colère* pour démontrer tout le mal qu'ils pensent des éoliennes. Mais Verts, Confédération paysanne, Charente nature et d'autres associations ont décidé de venir en aide à la commune et plus de 150 pro-éoliens ont assisté à la réunion… contre huit anti-éoliens vite débordés : un éditeur parisien, un délégué CGT énergie et leurs familles !

■ **Aveyron : 90 MW.** En construction à Salles-Curan, trente éoliennes, de 3 MW chacune, devraient entrer en fonctionnement fin 2007. Avec 90 MW, c'est le permis de construire terrestre le plus important accordé pour le moment en France. Le propriétaire est Total qui crée à l'occasion 160 emplois. Les éoliennes devraient fournir l'équivalent de la consommation de 140 000 personnes soit 50 % de la consommation du département. *(Le Monde, 24 décembre 2005)*

SUÈDE

Train au biogaz

Un train expérimental au biogaz fonctionne depuis le 24 octobre entre Linköping, au sud de Stockhölm et Västervik, à 80 km. Il s'agit d'un autorail à un seul wagon dont l'ancien moteur Fiat a été remplacé par deux moteurs à gaz Volvo. Le biogaz est récupéré par fermentation de déchets végétaux. Avantage du moteur : il est plus silencieux que le diesel et il utilise une énergie renouvelable. La compagnie Svensk biogas qui a créé ce premier train espère développer ce concept.



DR


DR
Blocage des rails lors d'une action contre l'arrivée d'un train de déchets.

ALLEMAGNE

Pas de barrière à Gorleben

Ironie de l'histoire. Pour stocker ses déchets nucléaires, l'Allemagne de l'Ouest avait choisi une enclave qui avançait dans l'Allemagne de l'Est. Après la réunification, le site de Gorleben se retrouve en plein milieu du pays ! Belle anticipation des politiques.

Les mêmes politiques ont justifié l'enfouissement des déchets hautement radioactifs dans cette ancienne mine de sel en expliquant qu'ils mettraient en place différentes barrières pour éviter que, dans les siècles à venir, la radioactivité puisse migrer vers l'extérieur. Mais comme cela coûte cher, l'actuel ministère de l'environnement vient d'annoncer que la mine elle-même était une barrière suffisante. Pour démentir ces propos irresponsables, plusieurs centaines de manifestants ont envahi le site le samedi 10 septembre provoquant un moment de panique dans les rangs de la police. Une immense banderole a été déployée sur le mur d'enceinte : "Demi-vie du plutonium 24 000 ans, durée de vie d'un conteneur Castor : 40 ans. Les enfants prennent la responsabilité de leurs parents". Le site est prévu pour accueillir 420 conteneurs Castors et en compte déjà 56. Chaque arrivée de déchets provoque toujours d'immenses manifestations. *(Réseau Sortir du nucléaire)*

RUSSIE

Enorme pollution radioactive

Fin novembre, le procureur régional d'Ekaterinbourg, dans l'Oural, a annoncé que des mesures faites dans la rivière Tetcha indiquent que les lacs de rétention de l'usine de retraitement des déchets nucléaires russe Maïask ne fonctionnent plus et que de l'ordre de 10 millions de m3 de déchets nucléaires passent chaque année dans la rivière. L'usine Maïak, construite en 1948, est aujourd'hui totalement obsolète. Déjà en 1957, un accident majeur avait eu lieu dans cette usine provoquant l'évacuation de plus de 260 000 personnes de la région. L'accident avait été caché pendant de longues années pour ne pas gêner le développement de l'énergie nucléaire.

GRANDE-BRETAGNE

Blair relance le nucléaire ?

Le 29 novembre, Tony Blair a fait un discours indiquant qu'il envisageait une relance du nucléaire en Grande-Bretagne. Son discours a été interrompu par une action de Greenpeace qui au-dessus de lui a réussi à déployer une banderole : "le nucléaire est une mauvaise solution". Le gouvernement irlandais a réagi vivement en dénonçant les pollutions que son pays subit déjà du fait des rejets radioactifs provenant de l'usine de Sellafield (équivalent de l'usine de La Hague en France). La BBC a organisé un sondage par internet : des dizaines de milliers d'auditeurs se sont prononcés : 70 % sont contre la relance du nucléaire.

BURE

L'envers du débat

A la veille du débat public sur le nucléaire qui devait se tenir le 9 novembre à Joinville (Haute-Marne), un courrier anonyme a transmis aux opposants un document interne de la préfecture de Haute-Marne en date du 8 juillet. Ce document explique en soixante pages comment museler les élus locaux en répartissant au mieux différentes aides économiques. Dans le document, il est clairement indiqué que le laboratoire sera bien un site d'enfouissement des déchets ; qu'il faut que Bure apparaisse comme la solution pour le futur pour éviter que la question des déchets ne remette en cause la construction de l'EPR. De 9 millions d'euros d'aides par an et par département, le rapport suggère de monter à 30 millions... alors que ces aides devaient s'arrêter en 2006. Le rapport reconnaît que le discours sur l'emploi n'est pas le bon : *"le bilan économique est insuffisant, sans effets visibles sur l'emploi"* et suggère d'inciter l'industrie nucléaire à venir installer des usines dans la région pour donner un espoir économique à des élus de plus en plus désappointés : *"seul un développement de l'activité et de l'emploi permettraient d'obtenir l'acceptation des populations et de leurs représentants"*.

Formation radioactivité

La CRII-Rad, Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, organise dans ses locaux une formation d'une journée "radioactivité et radioprotection", le samedi 4 février. Programme : Qu'est-ce que la radioactivité ? Les différents moyens de détection et leur utilisation. Quels sont les effets des rayonnements ionisants sur la santé ? La protection des populations : mesures en situation normale et accidentelle, contre-mesures (exemple de Tchernobyl). *CRII-Rad, immeuble le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence.*

EPR

Cherbourg : 15 avril 2006

Si vous ne voulez pas que le nucléaire ne reparte en France (et en Europe) pour une cinquantaine d'années, il faut impérativement bloquer l'actuel projet d'EPR à Flamanville (Manche).

Un rassemblement est organisé pour le week-end de Pâques à Cherbourg (15 et 16 avril 2006). Vous pouvez déjà agir aujourd'hui :

■ en faisant un don financier aux organisateurs : chèque à l'ordre du Crilan, à adresser à : *Crilan, 10, route d'Etang-Val, 50340 Les Pieux, tél : 02 33 52 45 59.*

■ en organisant un départ groupé depuis votre ville, département en prenant contact avec *Jocelyn Peyret, Cherbourg 2006, 159-161, avenue de Paris, 50100 Cherbourg-Octeville, tél : 02 33 88 09 06, site : www.stop-epr.org*

Leconte est bon ?

Plus d'une vingtaine de lettres reçues à Silence, le double à la Nef, la nomination de Philippe Leconte à la tête du conseil de surveillance de la société financière alternative suscite beaucoup de questions. Nous avons envoyé Michel Bernard et Jacques Caclin le rencontrer

Le meilleur moyen d'avoir des réponses était de rencontrer Philippe Leconte. Ancien élève de Polytechnique, il entre en 1965 dans une équipe de recherche en physique nucléaire au CEA (1). Spécialiste du noyau atomique, il va mener des recherches à l'aide d'accélérateurs de particules.

Le nucléaire comme énergie possible ?

Très vite, il s'intéresse au débat sur les applications possibles du nucléaire. Le milieu scientifique se divise au début des années 70 sur la question du développement des réacteurs nucléaires pour produire de l'électricité. En 1974, plusieurs centaines de physiciens nucléaires signent un appel contre les centrales nucléaires. On y trouve déjà des personnes comme Bella Belbéoch ou Monique Sené, qui animeront jusqu'à nos jours le GSIEN (2). Philippe Leconte ne signe pas cet appel, mais lit la littérature abondante de l'époque et se retrouve assez bien dans le livre de la CFDT *Condamnés à réussir*. Il pense alors qu'avec de la rigueur, il est possible de maîtriser cette énergie.

Nommé directeur français de l'Institut Laue Langevin à Grenoble, il a la responsabilité d'un petit réacteur de recherche en bordure de l'agglomération. Son métier l'a amené à manipuler des sources extrêmement radioactives. Il frôlera l'irradiation grave lors d'une intervention dans un accélérateur. Il sait donc quels risques l'on prend à manipuler des produits radioactifs.

Le doute

Lors de l'accident de Tchernobyl, en 1986, le doute s'installe. Pour lui, pour qu'un tel accident se soit produit, il faut une série de décisions mal coordonnées, une désorganisation de l'équipe responsable du réacteur. Il commence alors à débattre avec d'autres physiciens sur le modèle de société qu'implique le nucléaire. En 1991, il anime le Cercle d'études sur l'énergie nucléaire avec quinze collègues. Ils veulent comprendre par eux-mêmes les enjeux et s'engagent sur une véritable autoformation qui débouche sur un livre : *Le Nucléaire expliqué par des physiciens* (3). Il n'y a pas de prise de position, mais volonté d'informer. Philippe Leconte suit alors avec attention les débats entre pro- et antinucléaires. Il refuse de trancher, mais il ne contribuera à aucun moment de sa carrière au développement de l'énergie nucléaire, qu'elle soit civile ou militaire.

Découverte de l'anthroposophie

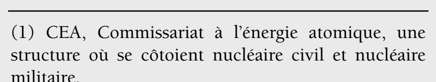
En 1976, l'un de ses deux fils ne supportant pas le système scolaire, il les inscrit tous les deux dans une école Steiner, située près de son domicile. Le résultat est si spectaculaire qu'il éprouve une immense reconnaissance. Il aide, en tant que parent, aux tâches de fonctionnement. Il ne connaît alors rien au mouvement anthroposophique qui est à la base de cette école. Il commence à l'étudier.

En 1988, l'école organise une conférence avec Jean-Pierre Bideau, ancien directeur d'école Steiner qui anime, depuis une dizaine d'années, l'association La Nef dont le but est, à terme, la création d'une banque fraternelle. Le projet l'enthousiasme. En 1990, il intègre le conseil d'administration de l'association La Nef alors qu'elle vient de donner naissance à la société financière La Nef.

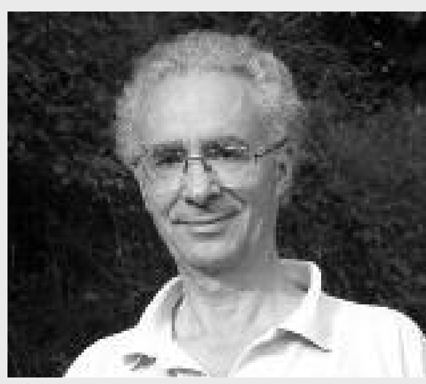
Il est passionné par le vaste panel d'initiatives issue des impulsions de Rudolf Steiner dans des domaines très variés : scolaire, agricole, social, culturel.

Un homme en cheminement

Les deux démarches se confrontent : l'administrateur de l'association la Nef interroge le directeur du CEA. Alors qu'il approche de la retraite, en 1999, Philippe Leconte en arrive à l'idée que le nucléaire ne peut pas être une énergie d'avenir, mais que, même si l'on doit s'orienter vers une sortie du nucléaire, il va falloir en gérer les déchets. Interpellé sur le plan éthique, il décide d'y consacrer le reste de sa carrière professionnelle. Il demande à être détaché au ministère de la Recherche et y coordonne les applications de la loi Bataille (4). Dans ce cadre, il est également le représentant de la France au sein d'Euratom pour l'énergie de fission. Puis il est appelé à diriger au CEA les recherches pour la gestion des déchets radioactifs. Retraité, il a été nommé récemment membre du conseil scientifique de l'IRSN, structure regroupant l'OPRI ou l'IPSN (5), qui est fortement contestée par les opposants au nucléaire



(1) CEA, Commissariat à l'énergie atomique, une structure où se côtoient nucléaire civil et nucléaire militaire.
(2) GSIEN, groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, 2, rue François-Villon, 91400 Orsay, télécopie : 01 60 14 34 96.
(3) Paru aux éditions EDP Sciences.
(4) La loi Bataille fixe un calendrier pour prendre des décisions sur l'avenir des déchets. Elle a notamment conduit à la construction du laboratoire de Bure.
(5) IRSN : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. OPRI, Office de protection contre les rayonnements ionisants, structure qui a elle-même succédé au SCPRI, après le scandale des mensonges sur le nuage de Tchernobyl, dépendait du ministère de la santé. IPSN, Institut pour la protection et la sûreté nucléaire, une des directions du CEA.
(6) CRII-Rad, Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, association indépendante née au moment de l'accident de Tchernobyl. CRII-Rad, immeuble le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence.
(7) Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 78 28 29 22.
(8) Enercoop, 11, rue des Réglises, 75020 Paris, tél : 01 73 02 69 25.



DR

Philippe Leconte



Jardins partagés et solidaires


Champs libres

La fondation JM-Bruneau, sous l'égide de la fondation de France, propose des aides financières à des jardins solidaires et partagés à l'initiative d'habitants. Cette fondation privilégie les projets à vocation multiple (sociale, écologique, pédagogique…) et finance en priorité l'investissement (achat de matériel durable, équipement ou aménagements, plantations…). Pour faire une demande d'aides,il faut envoyer une présentation de l'association, un descriptif du projet, un budget prévisionnel, le montant de la demande et son affectation précise. Les aides sont délivrées tout au long de l'année. Ecrire à : *Yves Helbert, Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris*.

Le Riff et les tomates rouges

Denys Piningre dans le cadre d'une réflexion sur le produire et manger localement, cherche à réaliser un documentaire sur comment l'autosuffisance s'est perdue dans le Riff marocain, comment certains paient cher pour venir en France cueillir des tomates rouges sans saveur, comment les hypermarchés arrivent quand même à nous les vendre (avec un peu de sel), comment on en arrive à produire hors-sol, hors-saison, comment les ouvriers sont de moins en moins payés, comment en acceptant d'aller faire nos courses dans une grande surface, nous donnons le pouvoir à ce système de se perpétuer, comment nous pourrions faire autrement, ici, dans nos champs et eux, les Marocains, chez eux. Une souscription est lancée pour financer ce documentaire. On peut en savoir plus auprès de *Denys Piningre, 5, rue Fongate, 13006 Marseille, tél : 06 75 60 86 88.*

Agriculture bio

■ **Broyeurs à compost.** Les bois de taille des arbres, les tiges sèches des fleurs et des légumes peuvent aller au compost, mais à condition de les hacher finement pour accélérer leur décomposition. C'est plus intéressant pour le jardin que les feux aujourd'hui interdits (car comme les incinérateurs, ils dégagent des molécules toxiques) ou que d'emmener les déchets verts en déchetterie ce qui suppose un transport coûteux écologiquement. Pour broyer les végétaux, il existe toute une gamme de broyeurs à rotor ou à couteaux, électrique ou au fuel que présente *Les Quatre saisons du jardinage* (n°155, novembre 2005) : ils sont malheureusement fortement consommateurs d'énergie. Des lecteurs connaissent-ils des méthodes alternatives sans moteur (autre que la patience et le sécateur) ?

■ **Saône-et-Loire : arboriculture biodynamique.** Le mouvement de culture bio-dynamique propose deux formations à l'arboriculture au domaine de Saint-Laurent (71250 Château) : les 11 et 12 mars pour ceux qui ont déjà une expérience, les 18 et 19 novembre pour les débutants. Renseignements : *Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41.*

■ **Haute-Savoie : un jardin bio sur votre balcon.** L'association *Graine de jardin* réunit des passionnés du jardinage biologique à "petite échelle" qui souhaitent échanger idées et astuces, le tout encadré par des spécialistes du sujet. Elle offre des fiches pratiques, des trucs, un forum internet… Elle compte des adhérents un peu partout en France. *Graine de Jardin, 61, chemin des Fins-Nord, 74000 Annecy.*

■ **Drôme : Au plus pré.** *Au plus pré* est un point de vente collectif de producteurs bio. Il a ouvert le 10 décembre 2005 et propose une large gamme de produits : fruits et légumes, produits laitiers, volailles, œufs, viande, pain, céréales, aromates et de l'artisanat local. Il bénéficie de l'aide du réseau Agribiodrôme et se situe à La Laupie, entre Cléon-d'Andran et Sauzet/Montélimar. *Au plus pré, 26740, La Laupie, tél : 04 75 21 26 24.*

Finances

■ **La Nef financeur de la filière bio**. La Nef dispose maintenant d'un agrément du ministère de l'agriculture pour accorder des prêts bonifiés à l'agriculture. En 2004, la Nef a prêté à 21 projets dans ce domaine et 39 dans le reste de la filière bio. Les sommes prêtées représentent 35% du total prêté en 2004. *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 04 72 69 08 60.*

et qui rassemble l'expertise scientifique nécessaire à la sûreté nucléaire et à la radioprotection. Il y insiste pour que l'on respecte le rôle de la société civile à qui il revient de définir et de défendre les valeurs qui sous-tendent le monde où nous vivons.

Il avance dans ses idées en cherchant la vérité. Comme raconté dans un courrier des lecteurs, en juin 2003, il discute avec Claude Robert, sociétaire actif de la Nef, sur les conséquences de Tchernobyl. Le ton monte car il ne voit pas de lien démontré entre la montée des cancers de la thyroïde en France et le passage du nuage radioactif. Il constate aujourd'hui que les moyennes par département données côté institutionnel ne permettent pas une approche réelle des contaminations par taches, comme l'a montré depuis la CRII-Rad (6). Il reconnaît aujourd'hui que les estimations sur lesquelles il basait son opinion doivent être révisées pour certains lieux.

Il conseille aux opposants de distinguer les faux débats publics, comme celui lié à l'EPR, où tout est décidé d'avance, et celui sur les déchets, où la société devra prendre des décisions essentielles.

Il a soutenu l'ouverture d'un compte épargne à la Nef, dont les intérêts profitent au réseau *Sortir du nucléaire* (7) car il pense que ce réseau pose la question correctement, en incluant les questions de société et s'appuie sur une longue tradition qui a aidé à faire émerger en France une société civile consciente d'elle-même. Le nucléaire a échoué non pas sur le plan technique, mais sur la question de société : il ne peut exister que dans une société fortement hiérarchisée et militarisée, ce qu'il refuse.

Avenir de la Nef

Il pense que l'avenir énergétique est plus du côté des photopiles que des éoliennes, toujours pour ces mêmes raisons sociétales : les photopiles, bien que fabriquées industriellement, permettent ensuite le développement d'une société plus autonome et décentralisée. Pour lui, la Nef ne doit pas avoir peur de s'engager sur des dossiers comme celui de l'énergie si elle veut valoriser son côté fraternel et aujourd'hui, La Nef est dans les membres fondateurs d'Enercoop, nouvelle société de distribution d'électricité propre qui devrait voir le jour en 2006 (8).

La surprise de sa nomination — pour les sociétaires — a posé clairement la question de la transparence des décisions. Philippe Leconte a lancé un groupe de réflexion interne à la Nef sur les modes de gouvernance de la coopérative financière. La Nef est à penser entre deux contraintes : d'une part, sa branche coopérative qui cherche au maximum la participation des sociétaires et leur implication dans les choix fondamentaux et, de l'autre côté, sa structure de société financière qui fait qu'en tant que future banque, elle doit se plier aux règles d'une profession qui ne s'est pas précisément développée sur un mode convivial et horizontal. Le pari est immense et Philippe Leconte y emploie, à bon escient, son énergie… humaine.

Michel Bernard et Jacques Caclin ■

La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 0 811 90 11 90.

■ **Rhône : jeudis découverte de la Nef.** La Nef, société coopérative de finances solidaires, vous propose de découvrir les différentes facettes de la finance éthique, durable et solidaire lors de réunions les jeudi 16 février et 16 mars à 19 h, au siège de *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 0811 90 11 90.*

RENNES

Cirque électrique


DR

Né en 1995, à Nanterre, en région parisienne, sous le nom de Fanfare décadente, Cirque électrique propose des créations de rue : déambulation absurde, spectacle sur portique, spectacle-lecture... Le cirque est considéré comme un laboratoire expérimental en lien avec d'autres formes de cultures. Cirque électrique se retrouve dans plusieurs squats artistiques à Paris : La Caserne à Pontoise (Val-d'Oise), Les Frigos, quai de la Gare, avant de migrer récemment, avec ses chapiteaux, à Rennes, dans un lieu autogéré. *Cirque électrique, La Villa Mon Bproummpfv /L'Élaboratoire, 17, avenue Chardonnet, quartier du Cimetière de L'Est, 35000 Rennes, tél : 06 15 31 44 90.*

Pierre Rabhi et Nicolas Hulot

L'association Sauvegarde des Coteaux du Lyonnais, avait organisé en avril 2005 une conférence "la planète en danger" avec Pierre Rabhi et Nicolas Hulot. Celle-ci est aujourd'hui disponible sur DVD et cassette VHS au prix de 10 € (+4 € de port) à commander à *Eric Wattier, La petite Palière, chemin de la Marconnière, 69440 Mornant, tél : 04 78 44 12 12.*

LILLE

Sens ascensionnels

La compagnie de théâtre Sens Ascensionnels propose depuis 2001 des pièces de théâtre engagées. Elle a créé "Pignon sur rue" une pièce qui montre les conséquences d'un licenciement. Elle a poursuivi par la mise en scène du "Rapport Lugano" à partir du livre du même nom de Susan George. Elle propose actuellement une reprise d'une pièce de Dario Fo des années 70 "Faut pas payer" où deux mères de famille en détresse participent au pillage d'un supermarché. Pour savoir où ils passent : *Sens Ascensionnels, 2, Place Jeanne-d'Arc, 59000 Lille, tél : 03 20 15 15 92.*

YONNE

Ecodomaine des Gilats

Depuis 1997, l'écodomaine géré par Anne et Jean-Luc Delmotte propose différentes activités autour de la recherche de cohérence écologique. Six chambres d'hôtes permettent l'accueil d'une quinzaine de personnes qui au-delà d'un simple séjour peuvent s'informer sur les méthodes et les matériaux mis en œuvre pour la restauration d'un château au centre du domaine. Des stages sont régulièrement proposés, de plus en plus suivis par des voisins proches. Un moment fort est l'écofestival dont la prochaine édition est prévue les 30 juin, 1er et 2 juillet. *Eco-domaine des Gilats, 89130 Toucy, tél : 03 86 44 20 62.*


DR

BRETAGNE

Quel avenir pour l'humanité ?

Un congrés-rassemblement pour la protection du vivant se tiendra du 28 avril au 4 mai, à la salle des fêtes de Tréguier (Côtes-d'Armor) avec une cinquantaine de conférences. Sont annoncés : Pierre Rabhi, Pierre Gevaërt, Virginie Vassileff, Patrick Baronnet, etc. Organisation : *L'Art de vivre, Camy, 46140 Luzech, tél : 06 10 78 16 68.*

FINISTÈRE

Rendez-vous au bout de la Terre

Le CITI, centre international du théâtre ambulant lance un appel aux compagnies théâtrales pour participer à une convergence des spectacles en direction de la Bretagne, pour une arrivée collective à la presqu'île de Crozon, du 21 au 24 septembre 2006. Cette convergence a pour but de permettre la rencontre entre les troupes, d'échanger les savoirs et les réseaux, de croiser les réflexions et les chantiers développés par chacun. Pour participer à la démarche, il faut prendre contact avec le *Citi, La Chaussée, 03190 Hérisson, tél : 04 70 06 24 33.*

MORBIHAN

Semences paysannes et décroissance

L'ADUCE, Association pour le développement d'un commerce équitable, agit localement par le biais de stands sur le marché de Pluvigner et en proposant des conférences sur les rapports Nord/Sud ou Nord/Nord. Après une conférence sur les OGM en décembre, deux nouvelles soirées sont proposées, à 20h30, salle de la mairie, à Pluvigner :

■ 11 février : conférence sur les semences paysannes avec Nicolas Suprot (paysan boulanger) et Philippe Latinaud (du réseau Semences paysannes).

■ 10 mars : conférence de Pierre Rabhi sur la décroissance.

Contact : *02 97 56 99 27 ou 02 97 56 06 83.*

RENNES

Plumes rebelles

Amnesty international organise du 1er au 5 février, la sixième édition de *Plumes rebelles,* le salon du livre et des mots pour la liberté. Parmi le programme, film *désentubages cathodiques* de Zaléa TV le jeudi 2 à 18h30 et 21 h, à la Maison du Champ-de-Mars ; film *Rwanda, un cri d'un silence inouï*, le vendredi 3 à 18h15, même lieu, en présence d'Aimé Lainé, réalisatrice ; pièce de théâtre *Le borgne* d'Eduardo Manet, le vendredi 3 à 21 h, même lieu, en présence de l'auteur ; table-ronde sur *l'information en France*, samedi 4 à 21 h, Halle Martenot avec l'Acrimed, Miguel Benasayag, François Ruffin, Serge Halimi, la revue *Particule*... table-ronde sur *génocides, comprendre notre barbarie* le dimanche 5 à 14 h, même lieu,

Végétarisme

ALLIANCE VÉGÉTARIENNE

■ **La viande contre la mémoire ?** Un article publié dans le numéro d'août 2005 de *The Journal of nutrition* portant sur les capacités psychologiques et cognitives des élèves aux Etats-Unis indique que les aliments contenant du cholestérol (c'est-à-dire les aliments d'origine animale) provoquent une baisse de la mémorisation : "un accroissement de 100 mg de cholestérol provoque une baisse moyenne de 25 % des capacités mnésiques". Une vaste étude franco-australienne portant sur des personnes âgées publiée dans la revue *Circulation* le 6 septembre 2005, conclut qu'un moyen de limiter les problèmes de mémoire et de démence des personnes âgées est de diminuer la pression artérielle... ce qui peut passer entre autres par une baisse du cholestérol. *(Alliance végétarienne, décembre2005)*

■ **En meilleure santé.** L'Office fédéral de la santé publique en Suisse compile tous les cinq ans les études pour produire différents rapports. Dans son cinquième rapport sur l'alimentation, rapport paru le 5 décembre 2005, une compilation portant sur 70 études scientifiques conclut que "Les dernières données récoltées sur le végétarisme sont également instructives. Les végétariens sont souvent en meilleure santé que les omnivores. Ils consomment plus de fruits, de légumes, de fruits oléagineux et de produits à base de céréales complètes et ont un mode de vie plus responsable en matière de santé".



Toilettes à compost

Vous organisez un rassemblement festif, musical, militant… et vous ne savez comment procéder pour l'organisation des toilettes ? Il existe maintenant des locations de toilettes à compost :

■ Sud-ouest : *Justin Cagadou, 2 place Pablo-Picasso, 31520 Ramonville, tél : 05 62 73 10 99.*

■ Bretagne : *CLAJ, Club loisir action jeunesse, centre commercial des Bahamas, 40, avenue de Provence, 29200 Brest, tél : 02 98 03 03 29.*

■ Ouest : *Les copeaux d'abord, Zicos production, place Christian-Pineau, 72150 Le Grand-Lucé, tél : 02 43 40 93 16.*

■ Sud-Est : *Les Gandousiers, le village, 26310 Saint-Dizier-en-Diois, tél : 04 75 21 49 81.*



DR

Exemples de toilettes à compost.

avec Jacqueline Sainclivier, Jacques Sémelin, Abdourahman Wabéri, Christine Chaumeau, Bardig Kouyoumdjian… puis à 17 h, *enfermement des étrangers en France* avec Anne de Loisy, Claire Rodier, Marie-Claire Cloz-Tschopp. Nombreux cafés littéraires le samedi et le dimanche. Différentes expositions dans les deux lieux sur le génocide au Rwanda, les violences faites aux femmes, la déclaration des droits de l'homme en BD, grandir malgré la guerre… Programme complet sur le site *www.plumesrebelles.org. Amnesty International Rennes, Salon du livre, 32, quai Saint-Cyr, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 27 20.*

DORDOGNE

Ecocentre du Périgord

L'Ecocentre du Périgord propose des formations autour de la question de l'habitat écologique : *théorie et pratique de la construction écologique*, du 13 au 17 mars ou du 23 au 27 octobre ; *architecture, habitat et santé*, les 27 et 28 février ou 10 et 11 novembre ; *la terre crue dans tous ses états*, du 10 au 14 avril ou du 25 au 29 septembre ; *la chaux dans tous ses états*, du 8 au 12 mai ou du 18 au 22 septembre ; *réflexion réaliste sur l'énergie chez soi*, les 17 et 18 avril ; *théorie et pratique de la charpente traditionnelle*, 19 au 28 avril ; *la saga de l'écomaison : de la conception à la réalisation,* 6 sessions de fin janvier à juillet… Programme complet : *CREEE, Ecocentre du Périgord, Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.*

MARSEILLE

L'Utopitre

L'Utopitre rêve d'un monde sans grands ni petits chefs, sans hiérarchies, sans travail-exploitation, sans multinationales ni maîtres à penser, un monde sans domination d'un genre sur un autre, d'une sexualité sur une autre, sans une poignée d'individus qui pillent la planète et d'une majorité victime ou complice, un monde où les enfants, les fous, les animaux et les plantes auraient leur mot à dire, où les habitant-e-s inventeraient ensemble leur cadre de vie, la production, le partage des richesses et les plaisirs, où l'amour aurait perdu ses pantoufles, où le confort serait surtout soucieux de préserver la nature, où nos actes ne seraient plus guidés par le sens du conforme et de l'ordre, mais par nos envies réelles et notre fantaisie… L'Utopitre recueille des documents sur de multiples expériences et propose de développer une bibliothèque chez l'habitant. Une fois par semaine, le samedi en général, quelqu'un accueille chez lui/elle et propose lectures, musiques, vidéos, jeux… selon la maison et la saison. Les ouvrages ne sortent pas de leur lieu d'habitation… et sont prétextes à la rencontre et à l'échange. Pour être bien accueilli, prendre contact avec : *L'Utopitre, 6, boulevard de la Liberté, 13001 Marseille, tél : 04 91 50 06 31.*

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Détourmend'fon

La Compagnie Détourmend'fon voit le jour en 2000 à Thoard et propose des débats sociaux et philosophiques à travers les péripéties d'un clown. Des spectacles et événements tout public sont proposés et incitent jeunes et vieux à se côtoyer dans un rassemblement festif, semence fertile qui fait grandir l'âme. Les spectacles s'appuient sur des détournements d'objets, de déchets, leur donnant une nouvelle vie, un nouveau sens et aux spectateurs un autre regard... Structure de petite taille, elle favorise l'échange entre participants, acteurs ou spectateurs. Les choix des sujets abordés sont tous reliés : la place des hommes sur la terre, ce qu'ils y font ! La corruption, le pouvoir, la pollution, la guerre, les SDF, les OGM, les grandes surfaces, les subventions, les modes et les marques, etc. Les clowns ne font pas de morale et ne donnent pas de leçons, juste des suggestions, des pistes, reflet où chacun se met en route vers un questionnement, trouve ses solutions là où il en est. Le rire se charge alors d'espérance... Dernier spectacle à l'œuvre : AC ! Déchets, un spectacle sur le recyclage. Plus de renseignements : *Compagnie Détourmend'fon, quartier Clown, 04380 Thoard, tél : 04 92 34 69 40.*

LILLE

Café citoyen

Plus qu'un lieu de consommation et de promotion de produits issus de l'agriculture biologique et du commerce équitable, le *Café citoyen* est un lieu d'information et de débat sur des questions de société. Il vous accueille, que vous soyez particulier, association ou autre organisme pour échanger vos informations et idées dans une ambiance conviviale et amicale. Le *Café citoyen* offre un espace gratuit pour les réunions (sur réservation), organise des débats (comment appliquer la décroissance à votre quotidien, le 14 décembre, la coopération comme alternative le 5 janvier…), vous prête un ordinateur pour surfer sur internet, propose une bibliothèque en libre consultation, etc. *Café citoyen, 7, Place du Vieux-Marché-aux-Chevaux, 59000 Lille, tél : 03 20 13 15 73 (M° République).*



DR



DR



DR



Alternatives

ALLIER

Les Marrons de la farce

Le collectif *Les Marrons de la farce* propose un engagement civique pour refuser toute servitude volontaire dans les domaines du travail, de l'administration, de l'Etat et ceci en définissant ensemble une démarche de décroissance avec réduction des besoins, valorisation des savoir-faire, échanges... Pour en savoir plus, contacter *Laurent Gathem, Les Alloux, 03220 Sorbier, tél : 04 70 34 70 61.*

LOZÈRE

De pierres et de plantes

L'association *De pierres et de plantes* a vu le jour dans le sud de la Lozère pour réunir des amoureux des terrasses en pierres sèches qui s'enronçaillent et s'éboulent. Elle offre des séjours actifs à ceux qui veulent participer à la remise en forme des terrasses et à la découverte des plantes médicinales. L'association diffuse des savoirs pour utiliser ces plantes sous forme d'onguents, d'huiles, de vinaigres... Les adhérents se rencontrent à l'occasion de chantiers-rencontres, la structure est horizontale avec décision au consensus et médiation si nécessaire. On peut en savoir plus auprès de : *De pierres et de plantes, chez Marie Gallon, 12, rue Jean-Jacques-Rousseau, apt 621, 33400 Talence.*


DR

CÉVENNES

Marche pour la décroissance

Du 20 mai au 20 juin prochain, une marche pour la décroissance est organisée avec des étapes de 10 à 15 km pour une boucle, de village en village, dans les Cévennes. Départ et arrivée à Drouilhèdes, entre Peyremale et Bessèges, itinéraire en cours de constitution, autonomie des marcheurs pour le logement et l'équipement, cuisine collective à partir de plantes sauvages et de céréales achetées en commun. Chaque soir, cercle de paroles autour de thèmes liés à la décroissance : la pollution, la liberté, la propriété privée, le territoire, l'éducation, les communautés alternatives... Un chantier festif est organisé à la fin de la marche, du 22 au 30 juin, avec la construction d'une yourte. Si vous souhaitez participer à la marche ou l'accueillir, prendre contact avec *La Tribu Vivace, tél : 06 19 42 18 69.*

LYON

Médias alternatifs

Le débat Silence de ce mois portera sur le dossier "Créons un média alternatif". Il s'agira d'une rencontre avec l'auteur du dossier et des membres des collectifs de *Rebellyon* (site lyonnais d'infos alternatives) et *Indymedia Grenoble* (site grenoblois d'infos alternatives, réalisant aussi une version papier et une émission de radio). Il sera question de la naissance de ces collectifs, du choix des supports, des modes d'organisation, des difficultés de fonctionnement... Il aura lieu le vendredi 24 février, à 18h, à la librairie *A Plus d'un Titre, 4, quai de la Pêcherie* dans le 1er arrondissement de Lyon (M° Hôtel-de-Ville).

SAVOIE

Chaïla

La société Chaïla a vu le jour début 2004 pour animer un local commercial nommé Mic Mac, situé dans une rue piétonne de Moûtiers. On y trouve de la restauration à consommer sur place ou à emporter, à majorité biologique, une bourse d'échanges de CD et vinyles musicaux, neuf ou d'occasion et des prestations de groupes musicaux, des livres à acheter ou à lire sur place, en dégustant un thé à la menthe. *Chaïla, Mic Mac, 81, rue Cardinale, 73600 Moutiers.*

GRENOBLE

Les Bas Côtés

A partir du 9 janvier 2006 s'ouvre à Grenoble, dans le quartier Saint-Bruno, Les Bas Côtés. Dans ce lieu se tiendront diverses activités : une cantine le midi avec des produits locaux de petits producteurs achetés sur le marché de l'Estacade situé à 500m de là ; un café en lien avec le seul brasseur bio de l'Isère, la Brasserie du Chardon, située à Bernin (environ 25 km de Grenoble) ; une petite épicerie avec uniquement des produits de petits producteurs locaux (notamment des produits secs ou qui se conservent ; une librairie/point presse alternative/infokiosk pour éveiller ou réveiller la curiosité... Des soirées animeront le lieu : concerts, documentaires militants, soirées lectures, contes, débats, conférences, mais aussi soirées confitures, élaboration de conserves... Le tout s'effectuera dans une démarche de décroissance, en essayant de s'y approcher au plus près ! *Les Bas Côtés, 59 rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, tél : 04 76 84 51 34.*

RHÔNE

La Scierie

Un nouveau groupe libertaire vient de lancer un squat à Villeurbanne avec comme projet d'ouvrir un lieu de concerts alternatifs. *La Scierie, 4, rue Pascal, 69100 Villeurbanne.*

Fêtes, foires, salons

(le signe ⁎ indique que Silence est présent)

■ **Paris : 4e Naturally.** 2 au 6 février, Cité des sciences et de l'industrie, 120 exposants, surtout bio, 40 conférences et ateliers. *Naturally, 6, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*

⁎ **Rennes : 6e Plumes rebelles.** 2 au 5 février à la Halle Martenot et également à travers la ville. Salon du livre d'Amnesty international pour que la plume garantisse la liberté de penser. *Amnesty International Rennes, Salon du livre, 32, quai Saint-Cyr, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 27 20.*

⁎ **Bouches-du-Rhône : Millepertuis et sarriette.** 11 et 12 février à Puyricard, près d'Aix-en-Provence. Thème de l'année : cultiver son bien-être, avec cent professionnels de la vie saine : bio, santé, hygiène, habitat écologique, énergies renouvelables... Entrée gratuite. *Graines de Vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

⁎ **Lyon : 20e Primevère.** 3 au 5 mars, à Eurexpo. 450 exposants et une centaine d'intervenants dans des conférences ou des animations. Près de 150 associations, 120 producteurs bio ou commerce équitable, thème de l'année : vingt ans d'écologie et d'alternatives. Espace enfants (3 à 12 ans), jeunes (12 à 25 ans), expositions : la rébellion énergétique de Greenpeace, la maison autonome, les arbres vénérables, Tuvalu le pays qui disparaît, affiches militantes... Et parmi les conférences, **vendredi 3 mars :** les logiciels libres (15h), décroissance avec Pierre Rabhi (16h), chauffage au bois (17h), OGM et liberté des semences avec Corinne Lepage (18h), les communautés de vie à thème avec Mimmo Pucciarelli et François Schneider (18h et 20h), fragilité de la puissance avec Alain Gras (19h), les faucheurs volontaires (19h), l'agriculture bio avec Philippe Desbrosses (20h), mission de paix en Palestine (20h). **Samedi 4 mars :** éduquer autrement avec Roger Auffrand (10h), Enercoop, électricité d'origine renouvelable (11h), appel des femmes à l'écologie avec Michèle Rivasi (11h), Alerte aux vivants avec Pierre Gevaert (11h), Pétrole apocalypse avec Yves Cochet (13h), commerce équitable avec Christian Jacquiaud et Michel Besson (14h), Descrecendo Cantabile avec Jean-Claude Besson-Girard et Silence (14h), Ces maladies créées par l'homme avec Dominique Belpomme (15h), Les déchets avec Florence Couraud du CNIID (15h), Paix et conflits avec Patrice Bouveret du CDRPC (16h), la directive REACH avec Greenpeace (17h), Contre la relance du nucléaire avec Jean-Luc Thierry (17h), Sanctionner sans punir avec Elisabeth Maheu (18h). **Dimanche 5 mars :** Scénarios énergétiques alternatifs avec Thierry Salomon (10h), les enjeux de l'éco-construction (12h), pluralisme des médias avec l'Acrimed (13h), changement climatique avec Sabine Rabourdin (13h), la politique des transports avec Jean Sivardière (14h), la santé environnementale avec André Cicolella (15h), Comment ne plus être progressiste sans devenir réactionnaire avec Jean-Paul Besset (15h), OMC 10 ans ca suffit avec ATTAC et la confédération paysanne (16h), la non-violence avec Jean-Marie Muller (16h), politique et Citoyenneté avec Serge Depaquit et Gérard Leras (17h). Renseignements et programme complet au *04 74 72 89 90 ou site http://primevere.salon.free.fr. Primevère, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04.*

Auroville, une utopie en marche

Souvent présenté comme “le plus grand écovillage du monde”, Auroville, en Inde, est-il un modèle, une utopie, une société… ou encore autre chose ?

“Il devrait y avoir quelque part sur la Terre un lieu dont aucune nation n’aurait le droit de dire : « Il est à moi » ; où tout homme de bonne volonté ayant une inspiration sincère pourrait vivre librement comme un citoyen du monde, et n’obéir qu’à une seule autorité, celle de la suprême vérité ; un lieu de paix, de concorde, d’harmonie, où tous les instincts guerriers de l’homme seraient utilisés exclusivement pour vaincre les causes de ses souffrances et de ses misères, pour surmonter ses faiblesses et ses souffrances, pour triompher de ses limitations et de ses incapacités ; un lieu où les besoins de l’esprit et le souci du progrès primeraient la satisfaction des désirs et des passions, la recherche des plaisirs et de la jouissance matérielle”. Ainsi écrivait la fondatrice d’Auroville dans un texte d’appel en 1954.



Catherine Mercier

Concrètement, Auroville est une cité rurale créée en 1968 à 10 km de Pondichéry, au sud-est de l’Inde, au bord du golfe du Bengale. Il y a une dizaine d’années, un journaliste d’un mensuel français la qualifiait de *“tour de Babel où 1000 adultes circulent à moto sur les chemins de latérite rouge en faisant le vœu de réinventer le monde, où 500 enfants vont à l’école pieds nus et sans uniformes, mais parlent au minimum quatre langues”*. C’est cela et plus encore car on y trouve aussi une dimension écologique, spirituelle et politique tout à fait intéressante, inspirées de sa fondatrice, une Française intelligente, belle et spirituelle, décédée en 1973, seulement cinq ans après l’avènement de la Cité et vénérée sous le nom de “mère”.

Aujourd’hui, c’est un territoire d’environ 20 km^2 habité par 1800 Aurovilliens répartis en 80 hameaux disséminés dans une jeune forêt de trente ans portant des noms évocateurs comme *Espoir, Invocation, Grâce, Transformation*... La moitié des habitants sont Indiens, les autres représentant une quarantaine de nationalités différentes. Dans certaines revues spécialisées, Auroville est qualifiée de « plus grand écovillage du monde ». Est-ce vraiment un écovillage ? Est-ce une « communauté intentionnelle » selon une définition plus anglo-saxonne ?

Après deux ans passés (en trois fois) sur place, j’en doute. C’est davantage, comme l’avait défini sa fondatrice, “le laboratoire de l’Unité humaine”, une ville-laboratoire, une fourmilière, un bouillonnement permanent d’initiatives, de projets, de recherches qui partent dans tous les sens, naissent, vivent, meurent, sans qu’on en connaisse bien souvent l’existence… Le tout sous un soleil de plomb, dans un Etat qui rêve secrètement de se l’approprier.

Politiquement, c’est une sorte d’”Anarchie organisée”. Ses membres sont autant d’électrons libres, des hommes et des femmes qui ont tout abandonné pour se joindre à l’Expérience à grande échelle ou qui y sont nés et sont parents à leur tour. Ce sont autant d’individualités riches, de vécus extraordinaires, de projets foisonnants.

J’ai rencontré d’anciens businessmen qui ont tout laissé et vivent en tongs dans des huttes, une épicière qui s’est sauvée avec la caisse, il y a 30 ans, une ancienne navigatrice solitaire qui a mis au monde son fils en cours de traversée, et l’a nommé *Island*, un ancien braqueur de banque passionné par le jardinage, et un certain nombre de “toqués” branchés à fond avec le “Supramental”, mixé à partir du yoga , de l’hindouisme et des théories assez hermétiques d’un certain Sri Aurobindo (1).

Pour que tout ce petit monde puisse vivre ensemble, il a fallu édicter des règles de fonctionnement de plus en plus précises qui confinent maintenant à la bureaucratie et leur pèsent tant que désormais tous les moyens sont bons pour passer outre. Il faut dire qu’il y a

(1) Né en 1872 à Calcutta, Sri Aurobindo est en Inde la personnalité la plus connue après Gandhi. Etudiant brillant à Cambridge avant de rentrer au pays à 21 ans et de “mal tourner” ! Devenu chef du Mouvement de libération du Bengale, il est emprisonné par les Anglais et fait en prison un travail intérieur intense qui l’amène à choisir la voie spirituelle. Réfugié chez les Français, à Pondichéry, il publie ses œuvres philosophiques avec “Mère”, une Française mariée à un diplomate. Son yoga vise à sortir de l’état de dispersion et à transformer le monde. A la mort de Mère, Auroville a connu des temps de flottement et de luttes intestines. Mais la communauté a survécu, et, à la différence de beaucoup d’autres dans le monde, elle grandit, par immigration et par un fort taux de natalité.

beaucoup de Français… et ils sont ici aussi réputés pour leur esprit frondeur !

Et pourtant, que de chemin parcouru depuis les premières huttes sur cette terre épuisée…

Une véritable économie en miniature

"Dans cet endroit, l'argent ne serait plus le souverain seigneur ; la valeur individuelle aurait une importance très supérieure à celle des richesses matérielles et de la position sociale. Le travail n'y serait pas le moyen de gagner sa vie, mais le moyen de s'exprimer et de développer ses capacités et ses possibilités tout en rendant service à l'ensemble du groupe qui, de son côté, pourvoirait aux besoins de l'existence et au cadre d'action de chacun" (la Mère).



Catherine Mercier

Schématiquement, Auroville fonctionne comme un kibboutz. Ses habitants travaillent en moyenne 5 h par jour et reçoivent en échange une "maintenance" très modique destinée à acheter les produits de première nécessité. Logement, électricité, santé, éducation, sport et culture sont pratiquement gratuits. Cependant, la maintenance n'est pas suffisante pour prendre l'avion et aller visiter la famille restée au pays, pour financer des études supérieures pour les enfants, ou un traitement médical lourd…

Les Aurovilliens qui ont vendu un bien à l'étranger avant d'arriver ou ceux qui font tourner une entreprise qui exporte ont un niveau de vie plus élevé que les habitants de la première heure, ce qui crée une disparité allant à l'encontre des objectifs premiers de cette Cité qui se voulait à l'origine être un modèle de justice pour le monde.



DR

Le Matrimandir, temple religieux et la place du forum au centre d'Auroville.

Les recettes de la Cité viennent de subventions internationales, de dons de sympathisants et d'un impôt versé par les entreprises et les visiteurs. Elles sont aussi reversées en aides familiales et investies dans l'entretien de l'infrastructure de la Cité pour laquelle le gouvernement indien n'a construit qu'une unique route d'asphalte très étroite qui traverse la zone de part en part.

Une école originale pour les enfants

"Auroville sera le lieu d'une éducation perpétuelle, du progrès constant et d'une jeunesse qui ne vieillit point" selon sa mère fondatrice.

Il y a plusieurs écoles (dans lesquelles j'ai exercé à mi-temps), un jardin d'enfants et même une crèche. Avec un parti-pris original : pas de notes, pas de diplômes, pas de "passage dans la classe supérieure" !

On met en pratique les théories éclairées du philosophe/politicien/poète Sri Aurobindo (inconnu en France mais apprécié en Allemagne par exemple), co-fondateur de la Cité. "Le premier principe d'un véritable enseignement est que rien ne peut être enseigné. Le professeur n'est ni instructeur ni maître d'école, c'est un aide et un guide. Son travail est de suggérer et non d'imposer. En fait, il ne forme pas le mental de l'élève, il ne fait que lui montrer comment perfectionner ses instruments de connaissance tout en l'encourageant et en l'aidant".

La première école construite fut ainsi appelée *last school* (la dernière école), un an plus tard — les Aurovilliennes étant particulièrement prolifiques ! — la deuxième fut appelée *no school* (pas d'école). Il y a même eu une période où les écoles furent tout bonnement fermées, les enfants expédiés directement chez les artisans, les artistes, les fermiers pour apprendre sur le terrain. Cette génération maintenant adulte n'a pas les deux pieds dans le même sabot ! Mais ils ne savent ni lire, ni écrire…

Aujourd'hui, s'applique une voie médiane : les 700 enfants, toutes nationalités et couleurs confondues sont instruits par des bénévoles qui souvent n'ont pas de formation de pédagogues mais se dépensent sans compter pour faire apprendre en s'amusant, en expérimentant, en débattant… en anglais et en tamoul. On n'est pas loin de Freinet, de la pédagogie institutionnelle en version internationale. Les "médiateurs de connaissance" se succèdent ainsi dans les classes au fil de la journée pour mener les ateliers les plus divers, yoga, sculpture, poésie, tissage, natation, théâtre, taï-chi…

D'un point de vue strictement scolaire, compte tenu de ce foisonnement d'activités, les enfants sont facilement en retard d'un ou deux ans par rapport à nous et les petits Français sont de véritables cancres en orthographe. Mais, très jeunes, ils parlent au moins trois langues couramment, sont vifs, dégourdis, sûrs d'eux, créatifs et sportifs. Par contre, les problèmes commencent pour les enfants



DR

Douches et toilettes publiques.



qui veulent faire des études supérieures, il n'y a rien au-delà du secondaire. Les universités indiennes sont interdites aux étrangers et les universités européennes exigent le baccalauréat ou son équivalent anglo-saxon. Dur dur d'assumer la Révolution dans un monde resté conventionnel…

Une école permanente pour les adultes

Des cours du soir sont aussi donnés par des enseignants tamouls bénévoles pour les enfants des villages indiens alentour qui travaillent la journée. Un laboratoire de langues permet également aux adultes de se perfectionner. Des professeurs et des conférenciers sympathisants de l'expérience aurovillienne viennent aussi régulièrement animer des sessions pour tous ceux qui sont intéressés, dans des domaines variés. Enfin, on peut aussi apprendre en travaillant. On ne vous demande pas vos diplômes et l'on est toujours heureux d'avoir une paire de bras supplémentaire dans une ferme, une boulangerie, une école, pour peu que vous soyez prêt à vous intégrer dans l'équipe, à écouter les conseils… et à ne pas réclamer de salaire !

Une terre qui revit

Les premiers hippies qui se sont installés il y a 35 ans sur ces terres désertiques, déforestées par les Anglais, érodées par les vents et lessivées chaque année par la mousson, ont passé de nombreuses années à se battre contre le climat, les troupeaux de vaches et de chèvres en quête de nourriture et les villageois en quête de bois pour la cuisson. En creusant des ravins et des digues qui empêchèrent la mousson d'emporter les semences vers la mer, ils ont réussi à faire pousser une forêt d'acacias australiens réputés pour leur résistance et leur croissance rapide. Depuis cinq ans environ, on peut enfin faire pousser des espèces de la forêt d'origine en bénéficiant de leur ombrage et de l'humus tandis que les acacias tombent de leur belle mort. Avec ses deux millions d'arbres, Auroville est devenu le poumon de la région.

Sous ses frondaisons, s'épanouissent de nombreuses espèces animales qu'on ne trouve nulle part ailleurs en si grande quantité. Aux visiteurs qui s'étonnent de cette profusion — d'insectes notamment — les habitants répondent que ce ne sont pas les insectes qui vivent chez nous, mais nous qui vivons chez eux. Un jour, j'ai trouvé dans mon seau de linge sale une maman scorpion et ses cinq petits sur son dos. Je les ai poussés dans une boîte en fer trouvée à proximité. Revenu de son travail, mon ami Raj a pris la boîte, enfourché son vélo, et les a déposés à 1 km de là. Idem pour un rat qui grignotait notre toit quelques semaines plus tôt ! Sous ce climat hostile, toute vie est sacrée.



Catherine Mercier

Le bureau de poste.

Un fonctionnement écologique

"Auroville veut être le pont entre le passé et l'avenir. Profitant de toutes les découvertes extérieures et intérieures, elle veut hardiment s'élancer vers les réalisations futures" (Charte d'Auroville).

Aucune ferme n'utilise de pesticides ou d'insecticides, sinon, ceux, naturels, que connaît la tradition indienne ancestrale (huile de neem…). On a recours au compost à grande échelle et à la permaculture. Kokopelli (2) s'est associé à des habitants pour créer *Annadana*, un réseau de production et d'échange de semences au service de l'Inde et du sud-est de l'Asie.

Les énergies renouvelables sont encouragées : panneaux photovoltaïques de toutes formes bricolés et rebricolés et éoliennes qui pompent l'eau des puits cohabitent avec l'électricité d'une petite centrale thermique indienne. Mais pendant la mousson, au premier zéphir, c'est la panne d'électricité. Pendant la sécheresse (c'est-à-dire dix mois sur douze), il y a peu de vent, donc le pompage est aléatoire… Les fours solaires commencent à être utilisés, mais les Indiens des villages ne sont pas encore convaincus, ils utilisent quasi automatiquement la "traditionnelle" bouteille de gaz.

La gestion des déchets est par contre plus réfléchie. Pas de suremballage à l'unique épicerie d'Auroville. Chacun brûle les papiers dans son jardin, dans un petit four en terre cuite. Les tas de compost sont alimentés chaque matin et font la joie des mangoustes qui l'aèrent et en profitent pour éloigner les cobras qui pourraient rôder aux alentours. C'est pourquoi on leur pardonne lorsqu'elles viennent aussi vous chiper une banane dans la cuisine ! Le fer et le plastique sont ramassés dans des sacs distincts. Un habitant paie ce service moins cher quand il trie.

Pourtant, trône une véritable petite colline de détritus en plein cœur d'Auroville. Choquée par cette verrue parcourue par les chiens errants, je sermonnai un Aurovillien, qui je l'avoue, prit pour tous les autres. Il me raconta alors une histoire incroyable : jaloux du succès de leur encombrante cité voisine et désireux de s'étendre sur ses terres pour désengorger leur banlieue, les Pondichériens avaient laissé (ou encouragé ?)

leurs camions-poubelles à vider leurs ordures à cet endroit. Le conflit restant larvé, personne ne veut y toucher…

Pas d'armée, pas de police dans la Cité

Des instances régulatrices (réunions, négociations…) tentent de résoudre les conflits. Le journal hebdomadaire en rend compte régulièrement. Cependant, Auroville ayant créé un puits de richesse tant au niveau de la faune, de la flore, des infrastructures médicales, éducatives, culturelles, que par l'arrivée d'habitants plus argentés ces dernières années, il s'est créé une différence de richesse entre les habitants du lieu et les villageois des alentours. Depuis deux-trois ans, se sont multipliés les cambriolages et les vols à l'arraché sur les chemins de terre notamment à la tombée de la nuit. Suite au viol d'une étudiante américaine, les femmes non accompagnées ne sortent plus après 18 heures. Les habitants sont démunis et les discussions sont animées lors des meetings publics, notamment depuis l'électrochoc de l'an dernier : un fermier d'une zone isolée (qui comptait parmi mes amis) a été agressé puis égorgé quelques mois plus tard après qu'il ait porté plainte. L'affaire a donc été prise en main par la police locale, c'est-à-dire la police indienne. Pas de nouvelles pendant quelques semaines, puis un jour, un entrefilet dans l'édition régionale de l'*Hindu* révélant la mort d'un des brigands "des suites de ses blessures" à l'hôpital. Traduction : l'individu a été appréhendé par la police puis torturé pour connaître sa cachette, il en est mort, sans autre forme de procès. La police a retrouvé le butin, en a rendu la moitié et a gardé l'autre…

La spiritualité comme moteur essentiel

"Auroville sera le lieu de recherches matérielles et spirituelles pour donner un corps vivant à une unité humaine concrète" (charte d'Auroville, 1968).

Toutes les religions sont représentées ici, influencées cependant par l'hindouisme et le bouddhisme. Ainsi, tout le monde appelle Dieu par le même mot : le Divin. Il s'incarne à travers la nature et chacun essaie de s'en rapprocher en tentant de devenir plus "conscient", notamment à travers la pratique assidue du yoga et de la méditation.

Un lieu est dédié à cet exercice, c'est un magnifique petit parc où trône un improbable monument sphérique recouvert de disques d'or, conçu par un architecte fantasque. Il symbolise Auroville comme la tour Eiffel symbolise Paris et figure en bonne place sur les brochures des tours opérators indiens. Ainsi, les cars de touristes défoncent les chemins fragiles de la forêt et aspergent les vélocyclistes de poussière rouge les week-ends pour déverser leur flot de pèlerins silencieux qui parcourent le parc en file indienne et prennent les Aurovilliens ensuite en photo. Tout bonnement surréaliste ! Je sais maintenant ce que ressentent les femmes-girafes… Vive le spirituel !



DR

Habitaion construite en terre crue.

Comment devient-on Aurovillien ?

Il y a trois catégories d'habitants : le bienheureux citoyen aurovillien (qui garde cependant sa nationalité d'origine), le nouvel arrivant et le visiteur. Ce dernier est regardé de haut car c'est une sorte de touriste qui vient dépenser ses devises et fureter. Si c'est une jolie blonde, les matous de tous poils, las de butiner les mêmes rares fleurs encore disponibles, sont cependant plus accueillants… Le nouvel arrivant est entré officiellement dans la période difficile de mise à l'épreuve où il doit faire son trou (s'intégrer à la vie sociale et trouver un travail utile à la communauté). Ensuite, si tout va bien, il sera intronisé citoyen avec tous les avantages sociaux qui s'y rattachent et bénéficiera du plus grand respect de ses pairs.



DR

Magasin des produits d'Auroville à Pondichéry.

Travail ingrat que celui des membres de la commission d'entrée dont la légitimité et les choix sont régulièrement contestés. Vue par certains comme un paradis tropical au moindre coût, Auroville a cherché à évincer les simples réfugiés économiques en définissant des critères d'entrée permettant de reconnaître les postulants sincères ! Ainsi, le nouvel arrivant a deux ans pour montrer qu'il respecte les valeurs du lieu, s'entend avec la majorité, sait utiliser ses dix doigts, n'est pas un dangereux psychopathe… Il ne reçoit pas encore de maintenance et doit financer entièrement son séjour. Ces paramètres ont donc tendance à plutôt exclure les jeunes (pas de pécule), les artistes (pas productifs), les femmes seules enceintes ou encombrées d'un bébé (pas disponibles pour travailler), les vieux qui n'ont pas droit à une retraite de leur pays d'origine…

Résultat, on accueille désormais à bras ouverts le nanti qui a vendu son restaurant avant de venir. Il promet de pas

demander de maintenance (il n'y a pas de petites économies). Il achète une maison, engage une servante, ne travaille pas le matin, fait la sieste l'après-midi… et, sûr de son bon droit, se contrefiche bien souvent des objectifs premiers d'Auroville.

Une démocratie à revoir

La Mère envisageait qu'Auroville soit dirigée par un esprit "éclairé" choisi parmi ses habitants, mais faute d'avoir déniché cet "Homme supérieur", on a fait autrement…

Dans la loi indienne, Auroville a le statut de fondation, formée de trois corps administratifs : le conseil d'administration (nommé par le gouvernement indien pour que les lois du pays sont respectées), le Working Comittee (sorte de conseil municipal élu de sept personnes pour trois ans) et l'assemblée des résidents (composée des Aurovilliens majeurs).

S'y ajoute un certain nombre de groupes de travail qui, en général, ne parviennent pas à parler d'une voix commune. Comme l'admet le Journal de la cité lui-même, "L'administration dépend de la bonne volonté et de la coopération des résidents car il n'y a pour ainsi dire pas de structure collective qui veille à la mise en application d'une décision. Celles-ci sont souvent prises après un long processus ; à l'heure actuelle il n'existe pas encore de procédure acceptée par tout le monde pour prendre des décisions communes".

Censées incarner la démocratie directe, les réunions publiques mensuelles souffrent d'une désaffection grandissante du fait de leur déroulement habituel : quelques personnes du Working comittee siégeant devant l'assemblée réunie en arc de cercle font un discours au micro et égrènent les thèmes de l'ordre du jour qu'elles ont déterminés, passent le micro elles-mêmes à ceux qui demandent la parole, écourtent l'intervention balbutiante ou agacée et passent au point suivant. Souvent, les intervenants ainsi congédiés se fâchent et quittent l'assemblée en fulminant… Contrairement à d'autres communautés, on n'apprend pas ici à s'exprimer en public et à communiquer sans violence. Après la réunion, on apprend dans le journal les décisions qui ont été prises. Par qui ? On ne sait.

Le journal, dans lequel j'ai travaillé en tant que traductrice bénévole, imprime systématiquement toute note envoyée par le Working committee, parfois par un seul de ses membres sans réunion préalable de ce corps. Il est devenu une sorte d'organe officiel du pouvoir et dans certains cas, d'instrument personnel de quelques-uns de ces notables. Ainsi, j'ai démissionné à la fin de mon séjour, ayant eu à traduire pour la version française le texte original déclinant une liste de trois habitants déclarés *persona non grata*. Entre un voleur et un pédophile, figurait le nom d'un ami déclaré "asocial" du fait, nul n'était dupe, qu'en tant qu'avocat spécialisé dans les droits de l'homme, il enquêtait sur une malversation dans le cadre d'achats de terre par des membres du Working committee et sur une série d'intimidations et de chantages qui en ont découlé.

Heureusement, les élections étaient prévues le mois suivant. Surprise : le numéro suivant du journal annonça laconiquement que les conditions pour ces élections d'un nouveau Working committee n'étaient pas réunies et celui-ci prolongea son mandat de deux mois sans la moindre réaction populaire… Le processus des élections est le suivant : chaque Aurovillien envoie une liste de dix noms d'habitants qu'il considère les plus aptes à commander… Cette opération s'effectue sur plusieurs jours et personne n'assiste au dépouillement. Une liste officielle est établie puis on demande aux personnes pressenties si elles acceptent ce mandat. A ce stade, tout est possible, il y a ceux qui ne veulent pas se mettre en avant, qui que ne se sentent pas capables, qui n'ont pas le temps, qui ne l'ont jamais fait, qui ne s'occupent pas de politique, qui ne veulent pas fâcher les autres… Une information concrète : il n'y a pas de maintenance prévue pour ce poste qui occupe pourtant à plein temps et exige des déplacements nombreux. Il sera donc nécessairement accepté en priorité par les nantis qui ont du temps et le goût de la politique… et les petits fermiers pourront retourner gratter la terre…



DR

Les défis à affronter

Pour survivre et garder son identité Auroville devra relever quatre défis importants :

• Les habitants doivent reprendre en mains leur destin en réformant totalement leur système politique afin que tous soient entendus et respectés.

• Ils doivent aussi réfléchir sérieusement à la différence grandissante de richesse entre leur microcosme et la pauvreté environnante qui entraîne leur insécurité.

• Un défi écologique l'attend également car les fermes industrielles à l'extérieur utilisent encore les pulvérisations de DTT sans précautions et pompent exagérément la nappe phréatique qui, par infitrations, se salinise. Que deviendront alors les puits aurovilliens et les fermes biologiques ?

• Enfin, défendre son identité, sa souveraineté et sa raison d'être face à un gouvernement indien à tendance nationaliste qui, à travers le conseil d'administration et d'une sorte de superpréfet imposé à une Auroville divisée , tente petit à petit de reprendre la main.

L'expérience aurovillienne me fait penser à la Révolution cubaine, qui voulait un monde plus juste mais s'est trouvée court-circuitée par l'extérieur, s'est recroquevillée sur elle-même et s'est finalement radicalisée au point de ne plus savoir qui elle est.

Et pourtant, ici, il y a tant d'êtres humains exceptionnels, d'énergie, d'imagination, d'amour. Les survivants du tsunami ont été secourus, nourris, réconfortés pratiquement dans l'heure, en ce dimanche matin tragique. Et les équipes de déblayages, collégiens et vieux confondus, ont œuvré chaque matin, jusqu'à 20 km en amont et en aval de la Cité, jour après jour, toujours plus nombreuses pendant des semaines.


Catherine Mercier ■



Nord/Sud

Pays en voie de développement ?



DR

A en croire nos dirigeants, nous vivrions dans des pays développés. Pourtant, si l'on regarde le niveau d'endettement des pays, on peut en douter. Les Etats-Unis s'autorisent une dette de 6800 milliards d'euros, le Japon de 6500. La France avoue une dette supérieure à 1000 milliards d'euros auxquels il faut ajouter ce qui manque pour payer les futures retraites soit à peu près autant. Au total, les pays dits les plus développés, ceux de l'OCDE, cumulent une dette de 20 000 milliards d'euros… contre 1350 milliards pour les 165 pays les plus "pauvres". Chacun des habitants de ces pays - soit 5,5 milliards de personnes — a une dette de 245 euros contre 20 000 euros par habitant de l'OCDE ! Et ceci malgré le pillage des ressources des premiers par les seconds. Cherchez l'erreur.

BIRMANIE

Total cherche à éviter un procès

Huit Birmans ont porté plainte pour "travail forcé" contre Total. Le 29 novembre, la multinationale a proposé une indemnisation de 10 000 euros pour chacun des plaignants en échange du retrait de la plainte… reconnaissant ainsi de fait la réalité de ce travail forcé. Cela devrait inciter de nombreux autres Birmans à porter plainte à leur tour.



DR

MALI

Privatisation du rail ?

Après avoir renationalisé l'eau et rompu les contrats dans ce domaine avec Bouygues (voir Silence n°331), le gouvernement malien fait face au mécontentement des usagers de la seule ligne de chemin de fer. Depuis la privatisation de la ligne en 2003, la compagnie Transrail a supprimé des arrêts. Le Cocidirail, animé



DR

par les employés de la ligne, a mis en place, tout au long de la ligne, des comités de citoyens pour obliger les trains à s'arrêter partout où il s'arrêtait avant. Une campagne de lettres à été lancée par le Réseau Solidarité, Sud-Rail, Attac… pour demander au gouvernement malien de soutenir cette action et d'obtenir le maintien d'un transport par rail de qualité.

CORRÈZE

Cuiseurs solaires

Plus d'un tiers de l'humanité utilise du bois pour cuisiner. Dans de nombreux pays, cela entraîne une déforestation et tout aussi grave, des problèmes pour la santé : comme le bois est rare, on le garde pour cuire les aliments et on ne fait plus bouillir l'eau, multipliant les maladies parasitaires. Afin d'aider à la diffusion de cuiseurs solaires, un stage est organisé les 26 et 27 mai par l'association *Connaissance des Andes, 19350 Juillac.*

Entraide

■ **Ariège.** J'habite une trop grande maison (170 m²) et un trop grand lieu (deux hectares) pour moi toute seule. Je cherche donc à les partager contre une participation au loyer (environ 300 €) ou à travers la participation aux travaux de construction et à l'entretien en général. Je suis également ouverte à une association avec un porteur de projet autour de l'herboristerie, du maraîchage, de l'accueil social et touristique ou une activité artisanale. *Contact : 05 61 96 86 63.*

■ **Cuiseurs solaires.** Depuis un an, nous utilisons un four solaire (inclinaison 45°C) que nous avons nous-mêmes conçu. Tout l'été, l'automne et même l'hiver lorsque les journées sont ensoleillées, nous l'utilisons avec succès ; nos invités se lèchent les babines avec notre cuisine 100 % solaire. La décroissance de l'énergie "matière" nous conduirait-elle vers une nouvelle connaissance de l'énergie "lumière" ? Nous avons déjà organisé un stage où sept personnes ont construit leur four. A vous la suite : si vous voulez fabriquer ce four, cliquez-nous votre demande et nous vous enverrons le document de huit pages : *madomi@iguane.org.*

■ Détenu cherche emploi pour sortir du commerce carcéral. Compétence : cuisine, horticulture, dessin métré bâtiment. Ecrire : *Tadas, BP 09, 17210 Montlieu-la-Garde.*

Agir ensemble

■ Départements 16-17-24-33-47 voire 19 et 87. Projet de rencontre des lecteurs et lectrices de Silence. Abonnée depuis quatre ans, je souhaiterais connaître mes voisins en lecture. Sans participer à une rencontre régionale formelle, lesquel(les) parmi vous (Amis de Silence ou non) seraient motivé(e)s par des échanges concernant nos soucis, nos micro-projets de simplicité volontaire, les alternatives qui fonctionnent autour de nous. Trame de propositions : date de la rencontre au printemps ? un week-end ? Lieu qui évitera le plus de dépenses en CO_2 et fatigue ? Durée d'un jour ou deux ? Pour me joindre afin de définir ensemble les modalités de cette rencontre : *Josette Delage, tél ou fax : 05 53 90 62 27, pas de courriel.*

■ **Pyrénées-Atlantiques.** Oloron-Sainte-Marie, l'association Douec propose de partager des sorties nature, échanges jardinage, cueillette de plantes sauvages, cuisine et soirées conviviales… Si intéressés, téléphonez-nous ! *Sylvie, 05 59 36 14 08, Véronique, 05 59 39 59 58.*

■ Depuis le début des trente glorieuses, l'agriculture conventionnelle (chimique) et raisonnée (chimique) tuent, en toute impunité, sous le couvert de produire plus pour nourrir le "peuple". Ça y est : on n'a plus faim de cette mort lente, de ces destructions massives de notre sol qui doit servir aux futurs. Nous sommes quelques "agités du bocal" et nous essayons d'être assez nombreux pour porter plainte pour dénoncer ce "crime contre l'humanité". Alors, parents, réveillez-vous ! Contact : *Gathem, tél : 04 70 34 70 61 (18h-19h).*

■ Ancien cadre au chômage, 42 ans, cherche partenaire pour reprendre un petit hôtel et exploiter en hôtellerie/restauration tout en y promouvant et installant progressivement (ré-investissement) des alternatives de vie quotidienne/consommation/habitat/énergie/culture. L'idée est de vivre de cette activité tout en faisant œuvre, par l'exemple, de pédagogie alternative auprès d'un public non nécessairement averti ou tourné vers cela. Je cherche une personne avec une culture alternative, sincère, travailleuse, imaginative, honnête et réaliste pour qui les alternatives correspondent à une conscience des problèmes et au désir d'œuvrer pour être en cohérence, sans qu'elles soient prétexte pour fuir le réel ou culpabiliser ceux qui n'en voient pas la nécessité. Idéalement, ce serait une personne avec des compétences en cuisin e bio/végétarienne et/ou bricolage, mais suis ouvert à toute proposition. Initiateur du projet, je ne veux pas adopter de position dominante, mais le ou la partenaire devrait être à équivalence dans son implication, sa responsabilité et son appropriation du projet. Pour cette raison, l'apport en capital et en travail devrait s'établir à 50/50. Les régions où je prospecte sont : Sud-Bourgogne, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes et en Espagne, Catalogne, communauté de Valence et Aragon. Merci d'écrire à : *lucbeaujean@yahoo.fr ou Luc Beaujean, 27, rue Daubenton, 75005 Paris.*

■ Je suis en train de m'installer en production maraîchère bio sur une petite surface que je vais travailler avec des chevaux de traits. Je cherche à intégrer un système de commercialisation sous forme d'abonnement à des paniers hebdomadaires à l'année. Je devrais être en mesure d'approvisionner une vingtaine de familles et souhaite rencontrer des consommateurs intéressés à créer une AMAP sur le secteur Villefranche-de-Rouergue, Caussade, Saint-Antonin-Noble-Val… *Olivier Bonfils, Lacam de Barou, 82330 Verfeil-sur-Seye.*

Vivre ensemble

■ Un petit groupe s'est constitué pour acheter une dizaine d'hectares de terre en campagne avec des bois. L'objectif : une dizaine de maisons bioclimatiques avec un local collectif, éolienne, biogaz et entreprise type REPAS solidaire. Apport individuel de 5000 € pour l'achat du terrain. Contact : *Sylvain Mercier, tél : 05 53 36 89 81 le soir.*

■ **Réf. 332.03.** Quels amoureux(ses) de la nature seraient intéressé(e)s pour créer un lieu de vie, près d'une ville, facile d'accès, sorte d'espace pour vivre autrement : créer, méditer, flâner, aimer, rire (sans modération), jardiner, s'harmoniser avec le cosmos… *Tél : 04 74 88 71 60 ou écrire à Silence qui transmettra.*

■ Jeune couple "esprit Silence", recherche terrain à bâtir et/ou proposition de partage en vue d'un habitat groupé secteur Vosges/Abreschviller en écoconstruction. Christophe a déjà de l'expérience en éco-auto-construction et souhaite apprendre encore et partager plus. Contact : *chrismathis@netcourrier.com tél : 03 87 86 14 05.*

■ Nous cherchons des partenaires, industriels ou entreprises, œuvrant dans la production et/ou la mise en œuvre de biomatériaux, énergies renouvelables…



intéressés pour créer leur activité dans le sud de la France. Nous leur proposons un bâtiment de 1800 m² à construire avec des techniques d'autoconstruction et situé sur la commune d'Alès dans le Gard. Il accueillera bureaux, salle de conférence, espaces de ventes, ateliers, entrepôts. Il se veut être une application démonstrative de nos techniques. L'accès au foncier se ferait par location ou location-vente. Vous pouvez nous contacter : *S. André, architecte, tél : 04 66 80 39 32, sofibiotruc@wanadoo.fr*

■ **Finistère.** Cherchons famille intéressée par l'approche écovillageoise, avec projet d'école à la maison en milieu rural, entouré d'animaux (chevaux, chèvres, moutons, vaches et volailles…). Cherchons également des savoir-faire artisanaux ou artistiques susceptibles d'être transmis à de jeunes enfants (en échange de l'occupation d'un gîte ou autres possibilités à définir). Contacter *Fatima et Jacques, tél : 02 98 26 38 93.*

■ Pour la poursuite d'un projet pluridisciplinaire et intergénérationnel, situé dans le Lot-et-Garonne, sur un terrain de 16 ha et fondé sur trois axes — une philosophie orientée vers l'avenir dans laquelle nous souhaitons faire évoluer ensemble un nouveau mode de relations tourné vers davantage de respect et d'harmonie entre nous et avec la nature ; l'agriculture biologique, en conversion depuis mai 2005, avec cultures de plein champ et maraîchage ; la construction écologique avec possibilité de maisons individuelles pour les partenaires du GFA résidant sur place avec utilisation de matériaux naturels —, nous recherchons des personnes très motivées, ayant des compétences en agriculture biologique et/ou en construction écologique et/ou en gestion, prêtes à s'investir pour co-créer un lieu de vie dans un esprit d'ouverture, de partage et de solidarité, capables d'écouter et de communiquer. Enfin, un apport financier est indispensable sous forme d'achat de parts sociales. D'autres partenariats seront les bienvenus : dons, sponsoring, soutiens divers… Les possibilités du lieu sont nombreuses… tout est à créer ensemble, si vous êtes intéressé(e)s, merci de nous contacter au *05 53 64 71 87.*

■ **Montluçon.** Souhaite rejoindre ou créer groupe d'ami-e-s sur toutes régions pour échange d'idées projet communautaire orienté médecine douce (ex : reiki, massage, repas bio…). Etudie toutes propositions. H. 36 ans, aimant théâtre, lecture, musique, etc. *Hervé, tél : 06 61 92 45 05.*

■ Trois infirmières à la retraite (50 à 57 ans) cherchent une autre colocataire pour vie solidaire et conviviale dans maison alentours Albi. Artiste, jardinière ou autre bienvenue. *Tél : 06 21 71 35 74, clib64@yahoo.fr*

■ Nous cherchons une famille qui voudrait bien nous accueillir en permanence dans une grande ferme bio, possédant un jardin, avec animaux et un assez grand terrain, voulant bien partager une partie de leur ferme. Nous aurions besoin de quatre pièces + sanitaire et chauffage. Cela soit sous forme de location-vente ou apport financier par la suite en échange d'aides aux travaux de la ferme : jardinage, soins aux animaux, soins des milieux, s'occuper des enfants… Etudie toutes autres propositions. Si possible mise en place d'un projet pédagogique à la ferme pour accueillir jeunes et enfants. Nous avons quinze ans d'expérience dans ce domaine, diplômé d'Etat. Préférence proche plages ou centre-ouest. *Michel Béziers, La Charbonnière-de-Bas, 50210 Montpinchon, tél : 02 33 47 73 34.*

Emplois

■ Charpentier cherche employeur en débardage à cheval à partir de janvier, toute région. Contacter *Guillaume au 04 76 81 10 43.*

■ J'ai essayé un certain nombre de filières, mais qui ne me convenaient pas. Je fais de la mosaïque, j'aime ce qui est artistique, la nature. Je suis intéressée par l'art floral et végétal. Je pense avoir trouvé là ma voie : fleuriste. Le problème, c'est qu'à 26 ans, il est difficile de trouver une formation qui ne coûte pas une fortune. Aussi, je recherche quelqu'un qui voudrait bien m'embaucher comme employée et me transmettre son savoir-faire. Je suis motivée, dynamique et mobile (surtout dans la partie Sud de la France !). Pour me contacter : *Aude Chopart, 23, rue de Blois, 37530 Limeray, tél : 02 47 23 19 95.*

Rencontres

■ Femme, 62 ans, jeune, curieuse, vivante, vie saine, souhaite rencontrer homme libre, respectueux, équilibré, sensible, authentique, fidèle, beau, pour partager amour noble et continuer le chemin ensemble. *Tél : 04 90 65 74 48.*

■ Me voici célibataire, et heureux propriétaire d'une ferme abandonnée perdue en pleine nature où tout est à imaginer et à faire pour lui redonner vie. J'aimerais rencontrer celle qui voudra se lancer avec moi dans cette aventure ou tout autre projet de vie au grand air. *Ugo, 28 ans, tél : 06 32 11 61 07.*

■ **Réf. 332.04. Rhône.** F. début de la soixantaine, gaie, accueillante, sensible, sociable, relations claires, chrétienne, sensibilité politique de gauche, aime vie simple et saine, nature, marche, rire, danse, conte, découverte de sites naturels ou historiques. Espère H. bon, gai, ouvert, fidèle, pondéré, non-fumeur, pour relation harmonieuse durable. *Merci d'écrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf. 332.05.** Epicurien, 63 ans, NF, projette construction habitat écologique sur son terrain dans hameau pleine nature à la pointe de la Drôme, à 1000 m d'altitude. Souhaite compagne complice féminine, âge, situation, origine indifférente, pour partager, échanger nos différences dans ce projet 2 vie. Création activité bienvenues. *Ecrire à Silence qui transmettra.*

■ **Réf. 332.06.** Apiculteur bio depuis plus de vingt ans, à 700 m d'altitude en Auvergne, petite ferme, avec vaches laitières, dont une partie de lait transformé en fromage (spécialité), vente aux particuliers, clientèle fidèle, cherche compagne sérieuse, simple, honnête, pour vivre à la campagne, aimant la nature. J'ai la cinquantaine, divorcé, sérieux, honnête, sincère, doux, sobre, sentimental, cherche dame, âge en rapport, qui attache de l'importance à la tendresse, la simplicité, la confiance envers l'autre. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Homme, 47 ans, physique agréable, célibataire, profondément protecteur de la nature, bio, écolo, littéraire, rencontrerait jeune femme même esprit pour projet et amour. *Tél : 06 74 47 25 28.*

■ **Réf. 332.07.** Moi, la soixantaine, toi de même. Si tu aimes la solitude à deux, si tu aimes habiter dans une petite maison nichée dans la verdure sur le plateau de Millevaches, si tu aimes le jardinage bio, faire des conserves… si tu aimes les loisirs, sorties, théâtre, musique… alors viens me rejoindre pour construire et partager un bonheur à deux. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Recherches

■ Quelqu'un peut-il me parler du système Plocher pour lutter contre le calcaire dans canalisations ? *D. Magiron, 22, lotissement Les rives de l'Auzon, 84170 Monteux.*

■ **Armée.** J'ai 16 ans. Je vais devoir faire ma journée de service national et ce sera la première fois que je rencontrerais l'armée. Je n'en ai aucune envie. Etes-vous comme moi ? Connaissez-vous des cas de refus ? *Mathias Brossard, 48220 Saint-Maurice-de-Ventalon, tél : 04 66 45 83 32.*

■ Je recherche une parcelle de terre dans le sud-ouest d'environ un hectare avec un point d'eau indispensable (source, puits, rivière) dans un lieu naturel et préservé pour y développer différentes activités agricoles et autres. Mes moyens financiers sont restreints, mais une location-vente ou autre facilité de paiement peuvent être envisagées. Je serai heureuse de travailler avec d'autres personnes autonomes et volontaires pour un projet professionnel commun. Je reste disponible à toutes propositions. N'hésitez pas à me contacter au *06 77 32 05 21.*

■ Mâconnais de 50 ans (Saône-et-Loire), passionné de randonnées cherche lecteurs, lectrices de Silence pour marcher ici ou ailleurs. Contact : *Michel, tél : 03 85 38 49 91 ou npere@club-internet.fr*

■ Nous sommes un collectif de six adultes et trois enfants. Nous avons comme projet de créer un lieu d'habitation et un lieu ouvert d'échanges de pratiques culturelles (danse, musique, arts plastiques, théâtre) et politiques (autogestion, solidarité, recherche de cohérence). Nous menons une recherche d'autonomie alimentaire (pain, jardin) et énergétique (solaire), récupération de l'eau, phytoépuration, consommation locale et biologique. Nous espérons construire en autoconstruction. Nous cherchons pour cela un terrain de deux hectares dans l'Oise, avec éventuellement un bâtiment préexistant qui servirait d'espace collectif. *Guillaume Visa, 59, Grande rue, 60650 Hanvoile, tél : 03 44 82 67 42 ou Jean-Sébastien André, 28 bis, rue de la Liberté, 60180 Nogent-sur-Oise, tél : 03 44 72 60 42.*

■ Nicolas et Sam cherchent à prendre contact avec un scieur de long équipé d'une scierie portative qui pourrait se déplacer à Sermerieu, près de Bourgoin-Jallieu (Isère). Merci. *Tél : 04 74 80 29 21.*

■ Je cherche bébé chien mâle Jack Russel, gratuit, troc ou prix raisonnable. *Danielle (Vaucluse), tél : 04 90 65 74 48.*

Logement

■ **Réf. 332.01.** Cherche à acheter maison 4 p. bon état, dans campagne calme, loin autoroute et autres nuisances ; Creuse ou Corrèze de préf. sur terrain de 600 à 2000 m². *Ecrire à Silence qui transmettra.*

■ **Réf. 332.02.** Quel amoureux de la nature achèterait terrain à bâtir, 2800 m² ou 1200 m² (même parcelle), plein soleil, calme, à 2 km du village, 1 km de la gare, Saint-André-le-Gaz (nord de l'Isère). *Tél : 04 74 88 71 60 ou écrire à Silence qui transmettra.*

■ Vends yourte traditionnelle meublée, 30 m², secteur Moselle, 4500 € à débattre. *Tél : 03 87 86 14 05.*

Vacances

■ **Centre Bretagne.** Loue une maisonnette (fin de semaine ou plus) au sein d'une petite ferme bio à vingt minutes de la mer, pour personne ayant un esprit nature. Possibilité de faire de l'équitation (trois poneys Datmoor, Shetland et Haflinger). 230 € la semaine. Possibilité d'hébergement également en gîte d'étape, condition à définir. Contacter *Fatima et Jacques, tél : 02 98 26 38 93.*

Gratuites : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.*
Domiciliées : *Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5€ en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*

Les Alpes-Maritimes pauvres en alternatives

Merci pour cette revue que je trouve sur mon chemin et qui rassemble plein de gens, d'idées, d'expériences qui me correspondent. Je m'accroche dans une montagne de l'arrière-pays niçois avec une petite famille à essayer de « vivre en accord avec toutes les données et les ressentis qui s'entassent au fond. » : utilisation de la pierre et du bois autour de la maison, récupération de l'eau de pluie, énergie solaire, toilettes sèches, chauffe-eau solaire, permaculture, cueillette, récups-poubelles (meubles, fenêtres, portes) donc pas de double vitrage mais construction de serres au sud de la grange. La plus grande difficulté vient de l'isolement. Dans cette région, peu de gens de notre sensibilité. Très peu. On se sent à la fois pionniers et indiens de réserve ! Tout est cadenassé politiquement, socialement, culturellement. Tout se vend à des prix exorbitants. Le site est dégradé par la construction abusive de télésièges, lacs d'alimentation artificiels pour les canons à neige et le golf, à grands coups de subventions. Région magnifique mais très difficile à vivre. Conséquence : dans les journaux alternatifs, jamais rien sur les Alpes-Maritimes. Jamais un article positif, rien dans le courrier, pas de « silencieux ». Ou alors de très silencieux qui construisent leurs rêves en cachette et dans l'illégalité au fond d'une forêt ! Il y a du boulot pour les pionniers. Zone sinistrée à reconstruire... merci pour votre énergie, le petit frisson quand « S!lence » est dans la boîte aux lettres, l'espoir...

Jean Gabriel
13, rue du Four
06470 Beuil.

S!lence : *Courage ! Vous n'êtes certainement pas tout seul : voir l'article d'Alp'azur écologie dans le n°328 ou l'expérience d'éco-hameau de Cravirola (dans le n°242 et bientôt représenté dans le cadre des articles Repas). Si des lecteurs possèdent des informations ou des adresses, qu'ils n'hésitent pas à les envoyer : nous devrions faire un numéro sur le Var et les Alpes-Maritimes après celui sur Paris.*

Anglicisation

Il y a des combats et des créneaux attaqués où il y a trop peu de défenseurs, où la non-violence ne peut même pas s'exercer ! Pourquoi ? Parce que "la difficulté ici est qu'il nous faut lutter non contre un discours mais contre un silence !" (page 9 du n°329, Guillaume Gamblin.)
Oui, la croissance est une foi, un intégrisme dont les techniques d'asservissement peuvent s'analyser semblablement dans beaucoup de domaines.
Et comble du culot, elle se présente comme moyen d'accomplissement de l'homme par le travail, la technique, les loisirs ; flattant l'individualisme (parce que je le vaux bien !) ; elle engendre et obtient l'obéissance, le conformisme, la soumission à "l'ordre" que certains ont décidé d'établir. C'est déjà monstrueux, mais il faut aller plus loin encore si possible.
Les liens évidents intrinsèques entre le mental, la parole et l'action ne sont plus à démontrer. Et ce point remis en mémoire, on ne s'étonnera plus de voir que les attaques les plus dangereuses car efficaces, portent sur la parole, le langage, nos langues !
Qui remet en cause l'hégémonie linguistique de la langue parlée par 8% seulement de l'humanité ? Les ministres des éducations nationales ? L'Académie française ?
Qui dénonce la colonisation (dont le fer de lance est la substitution du langage) de toutes nos valeurs marchandes ou non ? Et ce, au nom de l'efficacité, du progrès, de la croissance ?
Combien de nos responsables traîtres à leurs mandats, à leur mission et même à leurs promesses se couchent par ignorance, bêtise ou intérêt devant le rouleau compresseur qu'est l'anglicisation forcée de toute la planète !
La désobéissance civile oui, bien sûr, mais comment l'utiliser avec un peu de succès, contre cet ennemi qui est déjà à l'intérieur de nos têtes ?
Je pose la question à toi *S!lence* et à tes lecteurs... Oui je sais, il y a les progrès actuellement en cours pour dénoncer les discriminations à l'embauche en faveur des "english natives only" (...) mais ce n'est pas assez ! Il faut déclencher un vaste mouvement : c'est vital. Oui je sais il y a les défenseurs de la langue française : j'ai participé à la marche de Villers-Cotterêts : 300 personnes seulement ! Oui je sais il y a l'esperanto ; je l'enseigne et en tire personnellement tout le profit possible. Là aussi un énorme merci pour les encarts à chaque numéro... mais ce n'est pas assez. Comment faire prendre conscience puis mobiliser ? OGM, antipub, portables, anglicisation : même combat !

René Ballaguy ■
Val d'Oise.

Lettre à un ami algérien

Je t'envoie ce message pour te préciser mon opinion sur ce qu'il est convenu de nommer la "crise des banlieues". Les choses ne sont pas aussi simples qu'il n'y paraît et que certains hommes politiques, partis ou associations le laissent entendre quand ils ne le clament pas à tous les vents ; aussi bien ceux de l'intelligence et de la compréhension que ceux de la bêtise et de la haine.
Il n'y a pas les "bons" d'un côté et les "méchants" de l'autre.
Ceux qui prétendent cela, ou dont l'activité revient à le dire, ne sont que des carriéristes politiques ou des personnes dont l'ignorance les empêche de remettre en cause des jugements hâtifs transformés en certitudes.
Un exemple : c'est une déformation criante de la vérité, et donc un mensonge que de dire, d'écrire ou de laisser entendre que "la France a parqué les immigrés".
Qu'aujourd'hui, les banlieues soient souvent mal desservies, c'est tout à fait vrai. Par contre, ce que ne disent pas ceux des deux camps, qui tirent les ficelles des marionnettes, jouant ainsi avec le feu (au sens propre et au sens figuré), c'est que ces grands ensembles dont beaucoup entourent les villes, ont été construits non pas avec l'idée de parquer les habitants mais avec l'idée généreuse de les faire vivre ensemble.
En 1964, j'ai eu l'immense joie d'emménager dans un appartement de ce que l'on appelle aujourd'hui avec dédain "une barre d'immeuble". Pour la maman de mon épouse, qui vivait avec nous, c'était la première fois qu'elle habitait dans un appartement possédant une douche, une vraie salle de bains. Dans cette "barre" de plusieurs centaines de logements, on trouvait aussi bien des Français de souche, des immigrés italiens (comme ma belle-mère), des Tunisiens, des Algériens, des Marocains, des rapatriés pieds-noirs, etc.
L'ingénieur ou le docteur pouvait habiter au-dessus, ou en dessous, ou sur le même palier, que le maçon italien ou tunisien. Leurs voitures, quand ils en possédaient une, étaient garées côte à côte et il ne serait venu à personne l'idée d'y mettre le feu.
Pourquoi a-t-il suffi de quelques années pour que toute cette population ne puisse plus vivre en harmonie ? Pourquoi, comme tant d'autres, je n'ai plus supporté de voir les graffittis, les insanités sur les murs, les caves "visitées", les boîtes aux lettres saccagées ? Et que je suis parti ?
Pourquoi tout ce monde n'a-t-il pas pu se supporter au point, pour tous ceux qui le pouvaient, de fuir ces grands ensembles, bien conscients que ce n'était pas l'"ensemble" qu'ils fuyaient mais bien la promiscuité des différentes cultures et religions qui rendaient de plus en plus inacceptable le "vivre ensemble"?
C'était il y a quarante ans de cela. Il n'y avait pas de chômage. Quelques années plus tard, Mai 68. J'ai voulu, comme des millions d'autres, accélérer le changement du monde. Ça n'a pas marché mais j'y crois toujours.
Moins de vingt ans après, je participais à la "Marche pour l'égalité" (3 décembre 1983). Nous étions plus de cent mille à Paris, je me souviens de notre slogan préféré : "La France, c'est comme une mobylette, il lui faut du mélange pour avancer". Je crois toujours à ce "mélange". Mélange d'individus bien sûr, mais aussi mélange de cultures pour en tirer le meilleur et rejeter tout ce qui, dans ces cultures, philosophies et religions, prône le mépris, voire l'élimination, de l'Autre.
Cher Mohamed, je t'ai dit que je tenais le même langage à tout le monde. Cette franchise m'a coûté l'amitié de quelques amis, d'autres personnes qui auraient pu le devenir ont, tout de suite, pris leurs distances mais aucune ne peut dire que je l'ai trompée sur mes sentiments et mes opinions.
Avant de t'envoyer ce message, dont je souhaite que tu en parles avec les membres de ton association, j'y ajoute ce petit mot que le maire de Sassenage avait écrit :
"Tous ensemble, travaillons à plus de compréhension et de coopération entre tous les pays qui entourent la Méditerranée. Contribuons à la connaissance de nos différences culturelles. Ayons la volonté d'accepter l'autre sans jugement aucun. Faisons le premier pas vers l'ami en laissant de côté toute forme d'idéologie. La paix sur terre et l'amitié entre les peuples sont à ce prix. Sincèrement et avec toutes mes forces. Christian Coigné, maire de Sassenage."
Fraternellement à toi et à tous les membres de l'association des jeunes de Boumanhi.

Georges Londiche ■
Sassenage, Isère.

Histoire de chiffres

Mes chers amis de *S!lence*, ce n'est pas à vous que je vais apprendre que nous vivons dans un monde de scientisme, étouffés par le totalitarisme rationaliste et le complexe technico-financier. Cette grande religion



du scientisme est présentée comme le pilier garant des démocraties nous abritant des fanatismes obscurantistes et possède ses grands prêtres au service des dominants de ce monde. Ce sont les scientifiques, économistes et autres experts qui officient tous les jours et sont écoutés religieusement. Sur la planète scientiste, les luttes d'influence se font à coup de rapports, audits, et autres expertises et les munitions utilisées par les scientistes pratiquants sont des chiffres. Ces sacro-saints chiffres qui justifient tout dans la pensée rationaliste. Ce sont des preuves tangibles, devenues indiscutables du fait du sceau de leur rationalité. Ce sont par exemple la rentabilité, le retour sur investissement ou encore les rapports sur les armes en Irak, sur l'innocuité de l'amiante ou encore sur les dangers du téléphone portable, sur les quelques milliers de morts à Tchernobyl... Tout se chiffre : l'intelligence, la qualité d'un film (nombre d'entrées), la valeur d'un homme (son salaire, sa note à l'école), la qualité de l'air, la prospérité d'un pays, les besoins alimentaires, les chances de survie à un cancer...
Or, dans cette guerre des chiffres, malheureusement, ceux qui se veulent les porteurs d'un autre système de valeurs (alternatifs, écologistes, humanistes) y prennent leur part. Quid de son : tant de la population mondiale ont tant des richesses, tant de personnes vivent avec moins de tant de dollars par jour, tant de tonnes de déchets nucléaires produits chaque année (...). Au lieu d'avoir appris des grandes leçons des Luther King, Gandhi et autres, nous nous livrons à un combat inégal et perdu d'avance. Les chiffres sont des balles qui peuvent être utilisées aussi bien dans un camp que dans l'autre, le vainqueur étant celui qui dispose des moyens de communication les plus importants (...).
Si ce sujet des chiffres me semble important, c'est que j'en parle de l'intérieur, je suis malheureusement un de ces fabricants d'armes numéraires en pleine prise de conscience. Je ponds des chiffres et des rapports pour essayer de faire financer un plan local de lutte contre le changement climatique. C'est bien, mais au lieu dépasser mon temps à développer des actions concrètes pour économiser l'énergie et développer les énergies renouvelables, je suis obligé de rentrer dans cette bataille moderne, celle des chiffres.
De même, dans ma démarche de bon écologiste, j'en ai appris pas mal des chiffres. J'aiguisais mon arsenal de chiffres au fil de mes lectures. Je les amassais bien minutieusement dans ma tète comme des bombes prêtes à sortir en cas de besoin d'argumentation face à un malheureux sceptique. Et puis, finalement, je me suis rendu compte qu'on ne faisait pas avancer le monde avec des chiffres mais bien avec des femmes, des hommes et du cœur. Laissons-nous aller à caractériser le monde qui nous entoure et les idées qui nous mobilisent non avec des chiffres mais avec des mots et leur palette infinie de couleurs et d'interprétations.
Le chiffre instaure le système du binaire, de la dualité. Il tue les nuances qui sont fertiles, qui font la vie et sa poésie. Le chiffre enferme la réalité dans une prison aux états discrets qui obligent à arrondir, à oublier les parties négligeables, ce qui n'est pas quantifiable ou qui ne rentre pas facilement dans le rang du rationalisme. A mon avis, dans notre démarche de sortie de l'asservissement de ce monde scientiste et financier qui perd la boule, nous devons nous extraire de cette logique stérilisante, de cette guerre inutile et plus encore néfaste. Les chiffres sont au service de ceux qui doivent décider pour des grandes masses déconnectées des vraie préoccupations, de l'humain. Leurs décisions sont froides et dénuées de toute humanité, du fait de la rationalité des chiffres (ce sont tant de chômeurs si on délocalise mais tant de profits, tant de millions de perdus si on décide de mettre en place Reach...). Les chiffres sont partiaux, limités, arides et pour produire des chiffres bien tranchants il faut y passer beaucoup de temps.
Bien au contraire, dans le monde que nous souhaitons construire, les décisions doivent se faire dans la sphère locale, à échelle humaine. Dans une échelle où les chiffres deviennent obsolètes car ils enferment alors la réalité dans un canevas bien trop limité pour la décrire correctement. C'est cela la logique que nous devons défendre. Si nous vivons harmonieusement dans notre sphère locale, que nous stoppons notre empreinte néfaste sur le reste du monde, nous arrêtons de prendre part au pillage du monde sous couvert de chiffres. C'est ainsi principalement que nous pouvons agir pour aider le reste du monde, plutôt que de prendre part à ce système dévastateur que nous connaissons bien, en essayant de le réorienter dans le droit chemin en le piquant de chiffres dérangeants (c'est voué à l'échec). C'est tout simplement le "Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre" (Gandhi). Ainsi, dans la guerre des chiffres, plutôt que de rentrer dans la bataille nous devrions la refuser dans la non-violence et nous déverser intelligemment dans le monde fertile de la nuance !
(...) Bref, pour vous titiller un tantinet, je vous mets au défis de réaliser un *S!lence* entier sans un seul chiffre (excepté peut-être ceux du prix et de l'adresse mais pas un de plus).

Aurélien Walter ■
Isère.

Commerce [in]équitable

J'ai foi dans le commerce équitable, que je vois comme un rééquilibrage des échanges, une responsabilisation des comportements par la prise de conscience des interactions qui nous régissent, autant entre être humains qu'avec notre environnement... J'ai vraiment envie d'y croire mais je suis perdue... Tout en mesurant la naïveté de ma vision des choses, quelle fut ma surprise en découvrant la pub d'Auchan (pour des produits Max Havelaar) : c'est tellement énorme, une véritable caricature ! On pourrait croire à un photomontage des détracteurs de Max Havelaar ! Ce qui rajoute au malaise que j'ai ressenti en allant visiter les stands du salon pour un commerce équitable de début octobre. Oui à l'équité. Mais pour quel genre de produits ? Beaucoup de stands proposaient des accessoires exotiques, agréables certes mais pas forcément utiles, carrément pas indispensables et au bilan énergétique total sûrement désastreux... Quelle genre de garantie ? Quand le sentiment (de faire une bonne action) rentre en jeu, difficile de faire preuve de discernement, c'est donc être potentiellement exploitable par des petits malins en quête du bon filon à gogo. N'acheter alors qu'à des enseignes ayant pignon sur rue ? Pas tellement juste pour le petit qui veut se faire connaître... Alors quoi faire ? Ne plus rien acheter ? Acheter en se disant que forcément un petit quelque chose en plus arrivera à ceux qui en ont le plus besoin ? Et comment inscrire le commerce équitable tel qu'on le connaît (relations Nord/Sud) dans une réflexion sur la simplicité volontaire ou la décroissance ? (...)
Je voudrais rajouter :
1) Pourrait-on en savoir plus sur les gens qui écrivent les articles : qui sont-ils ? Quel est leur parcours ? Avec éventuellement leurs coordonnées pour pouvoir échanger avec eux.
2) Serait-il possible aussi, pour optimiser la gestion de nos incohérences dans notre vie quotidienne, de dresser une liste d'actions "concrètes" ?
3) Et pour répondre à la demande d'une lectrice cet été, il existe une lessive biodégradable : ce sont les noix de lavage fruit d'un arbre à nom compliqué. On en met quelques-unes dans un sachet de coton fourni au milieu du linge et ça marche ! (...) Seul bémol : ça vient d'Inde ou du Népal, bref de très loin.

Hélène Esparre ■
Yvelines.

S!lence : *1). Il est quelquefois pertinent de rappeler le parcours d'un auteur mais nous ne voulons pas que ce soit une règle générale. Nous préférons mettre en avant le contenu des textes plutôt que leurs auteurs. Pour échanger avec eux, il y a justement cette revue.*
2) Il n'y a pas, à notre avis, de "recette magique" pour gérer nos incohérences et c'est à chacun, selon sa situation, de réfléchir à comment "s'améliorer".
3) Nous avions déjà parlé de la noix de lavage dans le numéro 315 (en page 28). Il avait été souligné que l'utilisation de ces noix avait un lourd bilan énergétique (elles viennent d'Inde), que leur relatif bas prix pouvait présager une nouvelle exploitation du Sud par le Nord et, enfin, que leur exploitation entraîne sûrement une modification de l'équilibre écologique des forêts concernées (les coques des noix contribuent en effet naturellement à l'humus du sol). Il semble donc bien plus raisonnable de faire la promotion des produits locaux comme la saponaire, le savon à partir de l'huile d'olive ou le nettoyage à partir de la cendre de bois...

Commerce [in]équitable

On savait déjà qu'il n'existe pas de commerce équitable, mais seulement moins inéquitable que le commerce classique, malgré les mérites des acteurs engagés dans cette démarche. Il y a le pseudo-équitable au rabais des grandes surfaces, du genre *Ethicable* ou *Bio équitable* du chocolat Cemoi. Il y a maintenant l'équitable bidon, en vente dans le réseau *Biocoop*. Depuis le mois d'avril au moins (date de ma découverte), les cafés *Chevallier* sont présentés avec une pastille dorée très voyante *Artisan Solidaire*. Renseignements pris à leur service consommateurs, cet étiquetage est du pur marketing, ne reposant sur aucune solidarité d'aucune sorte. Cette tromperie est bien sûr destinée à créer une confusion avec les vrais acteurs du commerce solidaire. Une lettre au réseau *Biocoop* m'avait valu une réponse tardive s'engageant à clarifier la situation. Depuis (...) le même café, muni du même étiquetage mensonger, est toujours en vente à la *Biocoop* de Saint Malo et — je suppose — dans d'autres, puisqu'il est référence dans leur centrale d'achats.

Philippe Le Coz ■
Ille-et-Vilaine.



Courrier

Contents

■ Bon courage et bon travail. Un copain suisse me disait toujours : "plus je pédale moins fort, moins j'avance plus vite". Si on pédale tous, on y arrivera bien ! **José Blasco,** Gard.

■ Merci pour votre bon journal, qui donne des pistes, des idées, des chemins... gardez toujours ce bon cap. **Marie-Noëlle Mairy**, Tarn-et-Garonne.

■ Merci pour tout ce que vous apportez chaque mois. Au début, ce qui me plaisait le plus, c'était le fait qu'il y ait des avis contradictoires au sein du journal. Mais je restais très distante par rapport à certaines prises de position trop radicales. A présent, à force de vous lire, certaines thèses me semblent tout à fait pertinentes alors qu'autrefois elles me paraissaient farfelues. **Magalie Sap,** Ariège.

■ C'est avec grand plaisir que je vous écris pour vous dire à quel point j'apprécie le journal. Je ne suis pas toujours d'accord avec vous, mais quel bain de fraîcheur ! **Alice Simon,** Loiret.

■ Merci pour le travail que vous réalisez. C'est un labeur dans le sens noble du terme qui porte à la lumière le parcours de tant d'autres qui œuvrent en "silence", en témoigne le super numéro sur les alternatives en Ariège et Hautes-Pyrénées. Des faits qui nous permettent de tenir nos engagements pas toujours aussi courageux, mais qui se confrontent aux discours minants et dominants "tous pourris, le système nous en sommes tous, on n'y peut rien". Alors serrons-nous les coudes. **Florence Nougier,** Rhône.

■ Le numéro 331 était vraiment sympa, avec toutes ces initiatives, ces exemples, de quoi donner la pêche et plein d'idées. Félicitations ! **Bruno Guillemin,** Oise.

■ C'est très agréable de lire Silence chaque mois. L'important, c'est la pluralité, la multitude des expériences et avis. C'est bien différent des voies étriquées, normées, bornées et aveugles des partis. Une bouffée d'air, même si parfois il est un peu vicié et heureusement car la pureté est souvent synonyme d'intégrisme. Bonne continuation. **Georges Birault,** Loire-Atlantique.

■ Cher Silence, trouve ci-joint mes frais de transport pour un nouveau voyage en ta compagnie. J'offre aussi un voyage à mon petit frère. Merci surtout d'exister et sois assuré que la route est bien plus belle en ta compagnie. Quand le voyage n'est pas à la hauteur de mes attentes, tu sais y faire pousser des petites fleurs discrètes, mais pleines d'espoir ! A très vite, **Michaël Nordberg,** Vienne.

Incinérateur

J'habite à quelques kilomètres de l'incinérateur de Gien-Arrabloy (dans le Loiret). Vous avez évoqué le problème des rejets de dioxine (page 33 du n°328). Les informations sur l'incinérateur sont impossibles à obtenir dans le coin ! Blocus complet ! Les politiques, et même les journalistes, ne veulent pas donner d'informations. Avez-vous des infos plus complètes sur le sujet : Qu'en est-il de la santé publique ? L'incinérateur rejette-t-il toujours des substances toxiques ?

Aline Besse ■
Loiret.

S!lence : *pour ce genre de problème, il faut contacter le CNIID, Centre national d'informations indépendantes sur les déchets, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60, www.cniid.org.*

Avocat

Je lis dans votre dernier numéro votre appel à une association de juristes. Pas facile, car nous travaillons en général en libéral... ce qui a sans doute beaucoup d'impact sur nos mentalités. Les avocats spécialistes dans les alternatives se comptent sur les doigts d'une main. A *La ligne d'horizon*, il n'y a que moi et Jean Jacques Gandini, du barreau de Montpellier à représenter la profession. Par ailleurs je travaille beaucoup avec Alexandre Faro du barreau de Paris, qui soutient l'association *Greenpeace* (il m'a dit qu'il lisait aussi *Silence* !). Vous pouvez nous adresser les demandes qui vous parviennent et nous ferons tous nos efforts pour y répondre.

Alexandre Genko,
22, rue Notre-Dame-de-Lorette
75009 Paris.

Dominique Voynet

Les Verts étaient en force à la manifestation de Bar-le-Duc, mais *Silence* (n°329) relève surtout l'absence de Dominique Voynet parmi les élus présents. C'est injuste et je tiens à vous le faire savoir. J'étais présent la veille à la réunion des anti-Euratom à Copenhague, organisée par les Amis de la Terre danois, où Dominique intervenait en tribune. Elle y était à sa place avec d'autres élus de pays nucléaires et anti-nucléaires de l'Union européenne et a raconté son expérience de "seule contre tous" à gauche sur le nucléaire. Pour la petite histoire, je suis parti avant la fin, pour arriver le lendemain à Bar-le-Duc par la seule combinaison de trains possible, laissant notre ex-ministre animer le débat du soir. Que cette lettre lui serve de "mot d'excuse" puisqu'il faut être aussi puéril. Amicalement.

Antoine Bonduelle ■
Nord.

Economie d'électricité

A titre gracieux, une idée de slogan pour une campagne de sensibilisation pour les économies d'énergies : "si l'électricité faisait du bruit en coulant, vous éteindriez la lampe avant de quitter la pièce".

Yvan Gradis ■
Val-de-Marne.

Portables

C'est avec beaucoup de satisfaction que j'ai lu les articles récents sur le téléphone portable ; ils ont confirmé ma conviction que Silence est bien anti-portables... J'ai eu quelques raisons d'en douter lors de la rencontre des Ami-e-s de Silence cet été, organisée au pied d'une antenne-relais... et notre protestation fut un peu étouffée dans l'œuf, puisque beaucoup d'ami-e-s étaient pourvus d'un portable... Bon le but n'est pas de dénoncer les copains, puisque nous on a deux voitures...
Simplement je m'interroge : comment ça se fait que tant d'écolos craquent devant le portable ? Ça donne un sentiment de liberté ? de confort ? Même en étant informés des risques pour la santé, l'environnement... les écolos achètent des portables. Sombre constat !

Anne Macchi ■
Finistère.


Xavier Sérédine

Rencontres des Ami-e-s de Silence...

Faux divers !

Je voudrais vous signaler une grossière erreur page 31 du numéro de novembre 2005. Vous écrivez que Jean-Pierre Deslandes, mais PS d'Yvetot (Seine-Maritime) aurait appelé les habitants à verser les ordures au pied de panneaux publicitaires. Or, habitant cette ville, le maire s'appelle Philippe Décultot (UDF). Il n'a jamais entrepris quoi que ce soit contre la publicité ! Peut-être s'agit-il d'un autre Yvetot ?

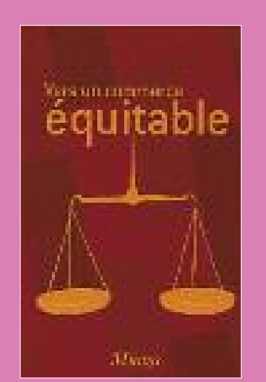
Alain Canac ■
Seine-Maritime.

Silence : *c'est une erreur de lecture de notre part. Nous avons repris cette info dans le Publiphobe d'août dernier sans faire attention au titre "faux divers". Il s'agissait en fait d'une histoire inventée pour donner des idées aux élus qui s'affrontent avec les publicitaires !*



LE LIVRE DU MOIS

Vers un commerce équitable



Collectif
Ed. Minga, 6, rue Arnold-Géraux
93450 L'Ile-Saint-Denis
2005 - 48 p. - 2 €€

Voici un tout petit ouvrage qui remet les pendules à l'heure. Au moment où Max Havelaar, avec le soutien du gouvernement et des grandes firmes essaie de nous faire croire qu'acheter des produits portant leur marque dans un grand magasin peut aider les petits producteurs du Sud, l'association Minga qui regroupe maintenant près d'une centaine de boutiques de commerce équitable, fait le point sur la question avec intelligence. "*Max Havelaar estime que dans les pays producteurs il ne peut y avoir de salut en dehors des coopératives. Pourquoi cette règle ne s'applique-t-elle pas aux pays importateurs et consommateurs ?*" [p.23]. Minga prône un commerce où tous les participants d'une filière aient le même droit de vivre correctement, ce qui exclut le recours à des caissières de supermarché.
Il n'est pas pensable de penser changer le monde capitalistique en rajoutant seulement une "taxe" sur le prix du produit.
Il faut s'interroger sur l'ensemble de la filière et sur les relations à tous les niveaux. Les réflexions de ce petit ouvrage sont extrêmement pertinentes, même si elles ne débouchent pas toutes sur des solutions. Ainsi, le livre demande s'il faut "*polluer le ciel pour transporter toute l'année des roses d'Amérique du Sud ou d'Afrique, même tamponnées Max Havelaar*" [p.35]. Comment les boutiques de Minga peuvent-elles éviter elles aussi de passer par des avions qui détruisent la planète ou des cargos qui exploitent leurs marins sous pavillon de complaisance ?
Enfin, de manière plus générale, avons-nous besoin de produits du Sud si nous pouvons produire la même chose localement ? Ce petit ouvrage donne la direction en rappelant que la question est débattue depuis fort longtemps : "*Hermès, chez les Grecs, devenu Mercure chez les Romains, était le dieu des commerçants, des voleurs et des menteurs*" [p.3]. MB.

De l'eau, de-ci, de-là

Collectif
Ed. Gallimard
2005 - 184 p. - 9 €

L'association *L'Ecrit du cœur* réunit écrivains, dessinateurs, poètes et maisons d'éditions autour de projets collectifs en soutien à une cause. Ce livre présente donc dessins, poésie, nouvelles... autour du thème de l'eau, en soutien à l'association Solidarités qui mène des actions pour que tous puissent accéder à l'eau potable dans le monde. FV.

Un drap sur le Kilimandjaro

Pascal Dessaint
Ed. Rivages
2005 - 110 p. - 5 €€

La plume de l'auteur sévit plutôt dans le roman noir. Mais là, effet de la canicule de 2003, allez savoir, voilà qu'il nous emmène dans cet ovni littéraire, à considérer les rapports de l'homme et de la nature. Le titre de l'ouvrage vient d'un projet fou qui consisterait à mettre un drap sur le sommet de l'Afrique pour éviter la fonte totale des glaces. Les animaux, qui disparaissent de plus en plus vite de notre entourage, peuvent-ils encore avoir des draps, pardon des droits quand l'homme préfère encore avoir l'air con ? (l'air conditionné aux Philippines). Des chroniques qui font rire jaune ! FV.

Automobile, pétrole, impérialisme

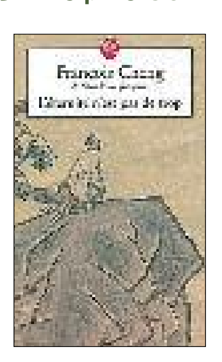
Hosea Jaffe
Ed. Parangon (Lyon)
2005 - 84 p. - 7 €€

L'auteur, militant anti-apartheid en Afrique du Sud, a étudié de nombreuses formes d'impérialisme et de colonialisme dans le monde avant de se pencher sur une forme étrange de ces principes : le règne de l'automobile et de ce qui lui est lié. Ce petit ouvrage montre combien le choix de la voiture influence le mode de vie de l'ensemble de la société. Rappelant un texte d'un dirigeant de Fiat qui date de 1971, "il faut choisir entre croissance de la mobilité et celle du niveau de vie", l'auteur, mathématicien, donne une longue liste de chiffres significatifs de l'évolution de l'automobile dans le monde : kilométrage parcourus, nombre de morts, consommation de matière première, de pétrole, destruction de l'environnement, destruction des chemins de fer et pour couronner le tout, la plupart des guerres depuis un siècle.
Lutter aujourd'hui contre l'automobile, c'est lutter contre la plus grosse industrie mondiale. Le manque de pétrole risque de conduite au développement d'autres types de véhicules individuels mais probablement pas collectif, alors que ce serait la solution raisonnable pour maintenir une mobilité "soutenable". Sortir de la voiture est donc un pari difficile qui supposerait un changement de mentalité que l'auteur n'ose même pas aborder. Pessimiste. MB.

ROMANS

L'éternité n'est pas de trop

François Cheng
Ed. Livre de poche
2003 - 246 p. - 6 €€

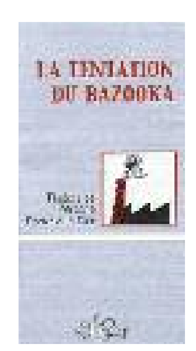


François Cheng nous introduit ici, à travers une romance amoureuse du dix-septième siècle particulièrement délicieuse, à toute la subtilité de la pensée chinoise et une ouverture sur d'autres façons de concevoir un monde ici présenté sous forme d'équilibres à rechercher. L'amour est une forme de relation particulière entre personnes, où le yin et le yang ne sont rien sans le vide médian. Une très belle écriture. FV.

La tentation du bazooka

Dominique Cier
et le théâtre de l'Arcane
Ed. Le Cerisier
(B - 7033 Cuesmes)
2005 - 94 p. - 7,80 €€

Pièce de théâtre née d'une collaboration entre une troupe de théâtre et le comité d'entreprise de Nestlé Saint-Menet après l'annonce de la fermeture de l'usine, délocalisée pour cause de bénéfices insuffisants. Une femme ne se souvient plus qui elle est. Un médecin-chef du personnel lui rappelle l'inutilité de résister au système, le mari essaie de la réveiller. Un résultat étrange autour d'une réalité particulièrement difficile à vivre. FV.

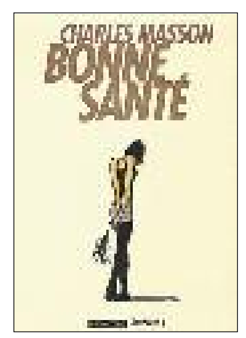


B. D.

Bonne santé

Charles Masson
Ed. Casterman
2005 - 200 p. - 12,75 €€

L'auteur médecin avait marqué les esprits avec un premier roman graphique *Soupe froide* qui racontait l'errance d'un SDF fuyant l'hôpital. Dans ce nouveau roman graphique, il se penche sur son métier, la nécessité de mentir aux malades, le rôle de la carapace de vulgarité des internes, l'"aide" en fin de vie. La face cachée du médecin, dans ses forces et ses faiblesses. Toujours aussi percutant. MB.





Livres

Farniente

Lewis Trondheim, Dominique Hérody
Ed. L'Association
2002 - 36 p - 6 €



Un couple en vacances disserte sur les choses de la vie et celle du couple en particulier. Lui, grognon, elle plus optimiste. Une fort agréable série de dialogues teintés de poésie. MB.

L'assassin qui parle aux oiseaux

Jean-Claude Servais
Ed. Dupuis
2005 - 48 p. - 13 €€

Le second tome de l'aventure de Roitelet, libéré après un assassinat qu'il n'a pas commis, est une merveilleuse aventure qui passionnera tous les amoureux des oiseaux. Le dessinateur, grand naturaliste, a su avec ce scénario, se donner un large champ pour présenter ses amis les oiseaux. Une histoire dans le village le plus au sud de Belgique qui nous emmène dans la forêt pour finir par un reportage sur le retour des cigognes noires en Belgique. On regrettera que pour présenter un reportage écrit en fin d'ouvrage, le dessinateur ait ajouté les quatre planches oniriques manifestement en rupture avec le reste de l'histoire. Ce petit point mis à part, c'est un délice. MB.

Le rêve de Jérémie

Riad Sattouf
Ed. Dargaud / Poisson pilote
2005 - 48 p. - 9,80 €€

Jérémie emménage avec Honorine, une riche héritière. Anxieux de nature, Jérémie vit dans l'angoisse et la parano que son couple foire. Son ami Moselle, dessinateur de BD, ne fait rien pour améliorer la situation. Une succession d'anecdotes de la vie telle qu'elle est, avec les errances d'un adolescent attardé, dans une mise en histoire extrêmement agréable par un jeune auteur qui s'affirme d'album en album comme un nouveau grand de la BD. MB.



NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Propagande, médias et démocratie**, *Noam Chomsky et Robert W. Mc Chesney, éd. Ecosociété, 2005, 209 p, 15,40 €.* Nouvelle version augmentée d'un texte de Chomsky. Dans ce dernier, il imagine comment "un Martien", autrement dit un être qui ne connaît pas les rouages de la politique Etats-unienne, chercherait à relater "la guerre contre le terrorisme", entendons par là la guerre contre les pays du golfe persique, dont le sous-sol est rempli de pétrole. Le reste du livre est à (re)découvrir tant il est d'actualité. Les auteurs y démontrent comment les médias, aux mains de grands groupes financiers déforment et contrôlent l'information. Cela permet aussi de comprendre ce qui se passe chez nous.

■ **Espagne 36, les affiches,** *Ed. Libertaires, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron, 2005, 160 p. 33 €.* Travail de présentation de l'immense talent graphique qui a accompagné la révolution espagnole entre 1936 et 1939. Plus de 3000 affiches ont été réalisées dont 200 présentées ici, avec une reprise de textes de l'époque pour expliquer l'incroyable effervescence en Espagne à un moment où les anarchistes se comptent en millions.

■ **Dictature de la croissance,** *Gérard Moreau, éd. Ginkgo (92100 Boulogne), 2005, 166 p. 10 €.* Réédition d'une réflexion sur ce qu'implique une société de croissance avec un pillage de plus en plus rapide des ressources, des riches plus riches, des pauvres plus pauvres, et exploration de piste pour d'autres modèles économiques. De bonnes réflexions, mais en retard sur le débat actuel autour de la décroissance.

■ **Ma morale anarchiste,** *Lucio Urtubia, éd. libertaires 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2005, 140 p. 13 €.* Né en Navarre, en Espagne, en 1931, il fuit le régime franquiste en 1954 et se réfugie en France où il devient maçon. Très vite il rejoint les groupes anarchistes qui essaient clandestinement de provoquer la chute du dictateur espagnol. Voyant le manque de moyens de ses camarades, il commence alors à organiser des "récupérations" de matériel, des cambriolages qui lui permettent de monter une imprimerie clandestine qui va servir, entre autres, à éditer de faux traveller's chèques, si bien imités que les banques appelleront à la négociation. Lucio Urtubia n'a jamais empoché un sou pour lui-même, continuant son métier de maçon. Il raconte dans cet ouvrage ce que peut être une morale lorsque l'engagement politique le nécessite. Dans la digne lignée d'un Alexandre Jacob.

■ **Pour une culture de participation,** *Pierre Mahey, éd. ADELS, 108, rue Saint-Maur, 75011 Paris), 2005, 126 p. 11 €.* Les élus promettent toujours plus de démocratie directe, mais dans les faits, ils ont bien du mal à écouter leurs électeurs, à accepter de les laisser participer aux débats politiques. L'ADELS, association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale, donne ici la parole à un de ces animateurs qui cherchent comment créer du lien social dans les quartiers, créer un mode de gestion des conflits, renouveler ainsi la démocratie directe, donner la parole aux sans voix, faire participer aux différents projets et finalement construire une culture. Des pistes de débats intéressantes, valables pour tous.

■ **Les héritiers du guarana,** *Rémi Denecheau, 12, impasse du 36, rue Lamartine, 37000 Tours, 2005, 114 p. 19 €.* Les graines de guarana font l'objet d'un vaste marché dans la mouvance écolo, comme alternative au café. L'arbre pousse en Amazonie sur le territoire des indiens Sateré-Mawé qui se battent pour en garder les droits génétiques. L'auteur présente dans ce livre sa démarche pour aller à la rencontre de cette plante sacrée et en tirer un film documentaire sur les enjeux de cette graine dans le cadre du commerce équitable.

C.D.

Bienvenue à Zombieland

Didier Ober, 105 a, rue Anatole-France
59490 Somain
2005 - 5 titres - 8 € port compris

Ce disque "bidouillé" entre nulle part et ailleurs, vaut le détour pour les paroles, mais uniquement pour elles. De la voix, sortie du plus profond d'une caverne, jaillissent des sons morbides et taciturnes, comme la société robotisée que l'on voudrait nous imposer. On sent que le compositeur a des moyens limités, car ses longs morceaux ne sont qu'exceptionnellement accompagnés par une guitare, bien discrète et lointaine. Pour les passionnés des beaux textes, à consommer exclusivement les jours où il fait beau dans sa tête. MJ.



La Replik

La folie des glandeurs
Ed. Crash 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.
2005 - 13 titres

Sur des airs de java-punk ce groupe se déchaîne contre la connerie des hommes. Leur cible privilégiée est le jeune bobo, celui qui se laisse attirer par la société de consommation, qui s'embourgeoise. Les textes sont crus, la musique, bien dans l'air du temps. On décèle les punks anarchisant derrière cette houle rythmée et passionnée. MJ.





✉ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ **Comptabilité - Abonnements :**
04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h
04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Rédaction :**
04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Stands, correspondants, dépositaires :**
04 78 39 55 33 lundi et mardi
10h-12h et 14h-17h
✉ **Virements bancaires :**
CCP 550 39 Y LYON
✉ **Distribution en Belgique :**
Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54
✉ **Distribution en Suisse :**
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4
Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tél : 04 75 85 51 00

N° de commission paritaire : 87026
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 1er trimestre 2006
Tirage : 8000 ex

Editeur : Association Silence
Permanence : mardi 10h-12h et 14h-17h
✆ 04 78 39 55 33
Président : Xavier Sérédine
Vice-président : Jacques Caclin
Trésorière : Myriam Cognard
Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE
Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Maquette et publicité : Patrice Farine
Stands, lieux de dépôts : Dorothée Fessler
Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtié, René Hamm, Esteban Montoya, Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret, Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Dessinateurs : Lasserpe, Mahlen, Farine
Correcteurs : Emmanuelle Pingault, Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : Laurent Combe, Bruno Clémentin, Gilles Gesson, Esteban Montoya, Alban Labouret, Catherine Mercier, Vincent Peyret, Xavier Sérédine, Amis de la Terre
Et pour ce numéro : Christiane Bessenay, Marguerite Descamps, Fédération anarchiste de Chambéry, Alban Labouret, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Aymeric Mercier, Catherine Mercier, Mireille Oria, Reine Rosset, Paul Roullaud, Service civil Lyonnais, Amis de la Terre, Myriam Travostino, Bernard Valette.
Couverture : Patrice Farine
(merci à Gérald Rigaud, crieur public)

Bon de commande

Anciens numéros - **Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.**

Numéros régionaux

☐ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents **6** €

☐ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage . . . . **6** €

☐ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. . . . . **6** €

☐ **298-299 Franche-Comté**
Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Biolopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité . . . . **6** €

☐ **305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse**
Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords, Ballon rouge. CIRA. Longo Maï. GERES. Graines de vie. Pic Noir . . . . **6** €

☐ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvinpetalo, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. . . . . **6** €

☐ **318-319 Drôme / Ardèche.**
Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires . . . . **6** €

☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais.**
Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. . . . **6** €

☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
Phébus Ariège maîtrise l'énergie. La ferme de la Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs. Village écolo ou écovillage ? Le Millepatte. Prommata, Equitable . . . . **4** €

Autres numéros

☐ **300 Nos lecteurs ont du talent**
40 pages réalisées par les lecteurs... . . **4** €

☐ **304 Toujours sexistes ?**
Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. . . . . **4** €

☐ **307 Ecocités**
Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. . . . . **4** €

☐ **310 Nature politique de l'écologie**
Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin . . . . **4** €

☐ **311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. . . . . **4** €

☐ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. . . . . **4** €

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires . . . . **4** €

☐ **316 Réflexions fêtes**
Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio . . . . . **4** €

☐ **317 Vivre à la campagne sans voiture ?**
Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération . . . . . **4** €

☐ **320 Ecologie et cultures alternatives**
Décroissance : Pétrole et géologie politique. Finances : Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie . . . . **4** €

☐ **323 L'écologie au quotidien**
Santé : les soins par les abeilles. Décroissance : diminuer notre vouloir d'achat. Constitution : vers une Europe militaire ! . . . . **4** €

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
Alternatives : la bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. Energies: Une technologie qui tombe pile **4** €

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire . . . . **4** €

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable : gadget de destruction massive. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche . . . . **4** €

☐ **329 Désobéissance civique**
Une Ecozac à Paris. Wwoof autour de la Terre. La maison de l'Ecologie de Lyon. Téléphone portable (2). . . . . **4** €

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance . . . . . . **4** €

☐ **Annuaire de la presse alternative,** édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

France métropolitaine

☐ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
☐ Particulier	1 an	40 €
☐ Institution	1 an	80 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	65 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	100 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	150 €
☐ Petit budget	1 an	25 €

Suisse

☐ Découverte 1ère année	6 n°	25 FS
☐ Particulier	1 an	60 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
☐ Particulier	1 an	45 €
☐ Institution	1 an	90 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	70 €
☐ Petit budget	1 an	40 €

je règle un total de :

NOM ____________________

Prénom ____________________

Adresse ____________________

____

Code postal ____________________

Ville ____________________

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

primevère

20ème salon-rencontres
3, 4, 5 mars 2006 à Lyon

400 stands

110 conférences, ateliers, expos et animations

espace enfants
espace jeunes
restauration sur place



d'écologie et d'alternatives



Programme complet sur demande
Primevere 9 rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04
T. 04 74 72 89 90 - http://primevere.salon.free.fr